

**Université de Montréal**

**Les fondements de la désobéissance civile**  
Définition, origines et pratique en démocratie

**Par Louis Letiecq**

**Département de philosophie**  
**Faculté des arts et des sciences**

Mémoire présenté à la Faculté des arts et des sciences en vue de  
l'obtention du grade de maîtrise en philosophie option philosophie au collégial

Août 2014

© Louis Letiecq, 2014

## **Résumé**

### **Français**

Ce mémoire sur les fondements de la désobéissance civile se divise en trois parties. Le premier chapitre concerne la définition de la désobéissance civile d'après l'analyse d'Hugo Adam Bedau. Le deuxième chapitre traite des origines historiques du concept à partir des textes de David Henry Thoreau et Léon Tolstoï jusqu'aux campagnes de Mohandas Gandhi et Martin Luther King. Le dernier chapitre porte sur la pratique de la désobéissance civile dans les régimes démocratiques selon John Rawls. L'objectif de ce mémoire est de démontrer que la désobéissance civile est conforme à la justice malgré son caractère illégal, qu'elle a été bénéfique historiquement à l'évolution des mentalités et qu'elle est nécessaire en démocratie.

Mots clés : philosophie politique, désobéissance civile, Bedau, Thoreau, Gandhi, Luther King, Rawls.

### **Anglais**

This study regarding the foundation of civil disobedience is divided in three parts. The first chapter concerns the definition of civil disobedience by Hugo Adam Bedau. The second chapter deals with the historical origins of the concept from the writings of David Henry Thoreau and Leo Tolstoy to the campaigns of Mohandas Gandhi and Martin Luther King. The last chapter focus on the practice of civil disobedience in democratic regimes according to John Rawls. The purpose of this study is to prove that civil disobedience is true to justice despite being illegal, that it has been historically beneficial in the evolution of mentalities and that it is essential to democracy.

Mots clés: political philosophy, civil disobedience, Bedau, Thoreau, Gandhi, Luther King, Rawls.

## Table des matières

<b>Résumé .....</b>	<b>ii</b>
<b>Remerciements .....</b>	<b>iv</b>
<b>Introduction .....</b>	<b>1</b>
<b>Chapitre 1 : La définition de la désobéissance civile .....</b>	<b>4</b>
Le concept de désobéissance chez Socrate .....	6
Qu'est-ce que la désobéissance civile? .....	10
<b>Chapitre 2 : Les origines historiques de la désobéissance civile .....</b>	<b>16</b>
L'exemple de Thoreau .....	18
L'influence de la morale judéo-chrétienne chez Thoreau .....	27
L'apôtre de la non-violence .....	29
La force de la vérité .....	38
La lutte pour les droits civiques aux États-Unis .....	53
<b>Chapitre 3 : Pratique de la désobéissance civile en démocratie .....</b>	<b>61</b>
La question de la désobéissance en démocratie selon Rawls .....	62
Les trois conditions pour justifier la désobéissance civile .....	65
Les stratégies de la désobéissance civile .....	67
La désobéissance civile garante de la démocratie .....	72
<b>Conclusion .....</b>	<b>76</b>
<b>Épilogue .....</b>	<b>79</b>
<b>Bibliographie .....</b>	<b>83</b>

## **Remerciements**

Je tiens à remercier ma directrice de recherche Ryoa Chung pour son appui et ses commentaires critiques. Je remercie également mes enseignants de l'Université de Montréal qui m'ont grandement inspiré dans la rédaction de ce texte. Merci aussi à Pierrette Delisle de m'avoir aidé à accomplir toutes les démarches administratives nécessaires au bon déroulement de ma maîtrise. Enfin, je remercie tous ceux qui m'ont encouragé à compléter ce projet.

« Je crois que nous devrions être hommes d'abord et sujets ensuite. »

Thoreau

## Introduction

Si l'on est d'accord pour dire que l'obéissance est la condition nécessaire au pouvoir, il faut admettre que la désobéissance est la question la plus politique qui soit. En effet, aucun dirigeant ne peut gouverner si le peuple refuse de lui obéir. Cette idée toute simple, mais d'une force exceptionnelle, est exprimée en 1553 par Étienne de la Boétie dans son essai *Discours de la servitude volontaire* quand il s'étonne de voir qu'un seul homme peut avoir autant de pouvoir sur des milliers d'autres. « Comment il se peut que tant d'hommes, tant de villes, tant de nations supportent quelquefois tout d'un tyran seul, qui n'a de puissance que celle qu'on lui donne, qui n'a de pouvoir de leur nuire, qu'autant qu'ils veulent bien l'endurer, et qui ne pourrait leur faire aucun mal s'ils n'aimaient mieux tout souffrir de lui que de le contredire? »<sup>1</sup>

L'obéissance est si importante en politique que le simple fait d'évoquer la désobéissance peut provoquer une polémique. Le Printemps québécois en est un bel exemple. En 2012, quand le député Amir Khadir appelle la population à réfléchir sur la désobéissance civile après l'amendement de la loi 78<sup>2</sup> et qu'il est arrêté lors d'une manifestation illégale, il est fortement critiqué. Cela n'a rien de surprenant. L'obligation d'obéir aux lois de façon catégorique est l'argument de plusieurs auteurs dans l'histoire de la philosophie tels que Platon et Thomas Hobbes. C'est d'ailleurs avec cet argument que le ministre de la Justice Jean-Marc Fournier répond à l'appel de Khadir : « Normalement, dans une société démocratique, on accepte que la loi doit être appliquée, doit être respectée. Il n'y a pas de solution de la part de quelqu'un qui est dans l'irrespect des lois, dans l'irrespect du voisin, de son concitoyen. Il y a des gens qui, dans leur *paisibilité*, dans leur sécurité personnelle, sont mis en péril. On ne peut pas simplement dire : "Je n'aime pas cette loi-là." Il y a une question de vie en société qui est maintenant au coeur du débat. »<sup>3</sup> Cet argument, tout à fait légitime, stipule que dans un système de droit, l'ordre est à la base de la paix sociale. Pourtant, les

---

<sup>1</sup> De la Boétie, É. cité dans Muller, J.-M. (2011), *L'impératif de désobéissance*, p. 35

<sup>2</sup> Elle sera renommée plus tard la loi 12.

<sup>3</sup> Chouinard, T. *Désobéissance civile: Jean-Marc Fournier condamne le choix de la CLASSE*, [en ligne], <http://www.lapresse.ca> (page consultée le 22 mai 2012)

étudiants québécois, appuyés par une partie de la population, désobéiront à la loi pour annuler la hausse des frais de scolarité et faire tomber le gouvernement libéral de Jean Charest au pouvoir depuis neuf ans.

Au-delà des événements du Printemps québécois auxquels je reviendrai dans l'épilogue de ce texte, l'appel de réfléchir à la désobéissance civile est tout à fait pertinent en philosophie. Afin de réfléchir de façon rigoureuse à la désobéissance civile, il faut, à mon avis, se poser trois questions fondamentales : a) Qu'est-ce que la désobéissance civile? b) Quels sont les événements historiques à l'origine de ce concept? c) Est-ce que la désobéissance civile est légitime et justifiable dans un contexte démocratique, et si oui, quel est son rôle?

Pour répondre à ces questions, j'analyserai dans ce mémoire les fondements de la désobéissance civile, c'est-à-dire sa définition, ses origines et sa pratique en démocratie. Je commencerai ma recherche par une étude du concept de désobéissance chez Socrate. Il s'agira de montrer que désobéir à une motion ou à une décision politique est acceptable seulement lorsque cela est conforme à la justice. J'expliquerai ensuite comment cette idée socratique se retrouve dans la définition de la désobéissance civile élaborée par Hugo Adam Bedau et John Rawls.

Dans le deuxième chapitre, nous verrons que la désobéissance civile est un phénomène récent dans l'histoire, un concept né au XX<sup>e</sup> siècle qui tire son origine de l'objection de conscience de David Henry Thoreau et des écrits politiques de Léon Tolstoï. À ce sujet, je me pencherai sur les arguments qu'ils ont invoqués et les moyens qu'ils ont préconisés pour défendre leur devoir de ne pas participer à des lois injustes. Je m'intéresserai par la suite aux répercussions qu'ont eues ces idées dans le monde grâce à Mohandas Gandhi et Martin Luther King. Ce détour par la tradition historique sera nécessaire pour comprendre que la désobéissance civile est un concept en constante évolution toujours liée à un contexte politique et social donné. J'évoquerai tout d'abord les campagnes de Gandhi en Afrique du Sud et en Inde, de 1906 à 1942, puis celles de Luther King sur les droits civiques aux États-Unis dans les années 1950 et 1960. Afin d'atteindre leur objectif principal qui était de changer les lois pour améliorer le sort de milliers d'individus, je montrerai comment ils ont réussi à publiciser

leur cause, à utiliser la non-violence et à conscientiser la population afin de permettre une évolution des mentalités à travers le monde.

Enfin, dans le troisième chapitre, je m'arrêterai à la thèse de Rawls selon laquelle la désobéissance civile est légitime en démocratie et justifiable selon certaines conditions, c'est-à-dire lorsque le gouvernement commet une injustice majeure et évidente, qu'il est apathique et quand ce moyen de protestation n'est pas surutilisé. Je ferai ensuite un retour sur les grandes stratégies utilisées par Gandhi et de Luther King avant de voir le rôle nécessaire de la désobéissance civile dans les régimes démocratiques.

## **Chapitre 1 : La définition de la désobéissance civile**



Dans la première partie de mon texte, je définirai la désobéissance civile afin de bien cerner mon sujet d'étude. Cela est d'autant plus important que la désobéissance civile « n'apparaît jamais dans un vide social : elle s'inscrit toujours dans des espaces relationnels en constante évolution, où des acteurs politiques – mouvements sociaux, contre-mouvements, institutions politiques, force de l'ordre – cherchent à créer des rapports de force et à exploiter les faiblesses de leurs adversaires. »<sup>4</sup> La désobéissance civile peut donc exister dans des contextes très variés et toucher plusieurs disciplines comme la philosophie, la politique, le droit, la sociologie, la religion et l'histoire.

Je commencerai par une étude du concept de désobéissance chez Socrate avant d'élaborer la définition de la désobéissance civile d'après l'analyse de Bedau, puis je la comparerai à l'objection de conscience, un concept qui se rapproche beaucoup de la désobéissance civile au point où l'on confond souvent les deux.

La définition de Bedau est pertinente pour trois raisons. C'est avant tout, la première définition de la désobéissance civile. Certes, l'expression existe depuis la publication posthume des œuvres de Thoreau (1866), mais personne avant Bedau ne l'a défini avec rigueur. Ni Gandhi, ni Luther King ne l'ont fait, deux chefs qui doivent être considérés plus comme des hommes d'action que des théoriciens. C'est d'ailleurs pourquoi Bedau se donne la tâche de définir le concept en 1961 dans un article intitulé *Sur la désobéissance civile* publié aux États-Unis dans le *Journal of Philosophy*.<sup>5</sup> « Comme j'ai été incapable de trouver une analyse détaillée et convenable de ce qu'est la désobéissance civile et de son rôle pour changer la dissidence en résistance, j'ai décidé d'essayer de faire cette analyse moi-même. »<sup>6</sup> Il faut dire que depuis 1955, date à laquelle on assiste au boycott par les Noirs des autobus de Montgomery, en Alabama, le contexte américain se prête bien à la désobéissance civile et le terme est en vogue. C'est à cette époque que l'expression est popularisée par Luther King dans sa lutte pour les droits civiques.

---

<sup>4</sup> Hayes, G. et Ollitrault, S. (2012), *La désobéissance civile*, p. 11

<sup>5</sup> Bedau reprendra les éléments importants de cette définition avec quelques ajouts dans deux articles (1969, 1970) ainsi que dans son introduction à l'anthologie *Civil Disobedience in focus* publié sous sa direction en 1991. Pour les besoins de ce mémoire, j'ai traduit les extraits tirés de ces textes, car il n'existe aucune traduction française.

<sup>6</sup> Bedau, H. A. (1961), *On Civil Disobedience*, dans « *Journal of Philosophy* », p. 653

Deuxièmement, la définition de Bedau part d'un texte philosophique. En effet, le premier texte de son anthologie sur la désobéissance civile publié en 1991 est le *Criton* de Platon. Elle constitue donc une base légitime pour appuyer mon travail de recherche. Elle se différencie des approches politiques, juridique ou sociologique qui ne concernent pas l'objectif de ce mémoire.

Enfin, la définition de Bedau inspirera celle de Rawls qui est le premier auteur à intégrer la désobéissance civile dans un système philosophique avec la publication de *Théorie de la justice* en 1971. Ce n'est donc pas par hasard si j'invoquerai ce philosophe à l'occasion dans l'analyse de cette définition. Je m'arrêterai également à la théorie rawlsienne et à ses implications en démocratie dans la troisième partie de mon exposé. Il faut préciser que c'est à partir de l'œuvre de Rawls que les philosophes contemporains réfléchiront à la question de la désobéissance civile pour lui donner le sens que nous connaissons aujourd'hui.

### **Le concept de désobéissance chez Socrate**

Dans l'introduction de son anthologie sur la désobéissance civile, Bedau débute son analyse en posant la question suivante : que faire devant une loi à laquelle on est contraint d'obéir? Le premier auteur à s'être penché sur la question est sans contredit Platon. Dans son *Apologie*, Socrate conteste publiquement les arguments de ceux qui le condamnent à mort pour impiété et corruption de la jeunesse, pourtant il se résigne à la décision du jury qui l'oblige à boire la ciguë. « Mon sort n'est pas non plus le fait du hasard, et je vois clairement qu'il vaut mieux pour moi mourir à présent et être délivré de toute peine. De là vient que le signe ne m'a retenu à aucun moment et que je n'en veux pas à ceux qui m'ont condamné ni à mes accusateurs. »<sup>7</sup>

Mais c'est dans le *Criton* que Platon traite en détail de la question de la désobéissance. Dans ce dialogue, Criton supplie Socrate de désobéir aux lois d'Athènes et de s'évader de prison avec lui pour se rendre en Thessalie. En mourant, il fera le malheur de ses amis et de ses enfants et le bonheur de ses ennemis. Socrate lui répond que la seule voix qu'il écoute est celle de la raison qui lui dicte de ne pas désobéir même si le malheur le frappe. Puisque sa

---

<sup>7</sup> Platon, *Apologie de Socrate*, 41d

condamnation a été décidée démocratiquement par un jury, ne serait-il pas irraisonnable de désobéir aux lois d'Athènes qu'il respecte?

À Criton qui lui fait remarquer qu'il a été accusé et condamné injustement, il répond que ce n'est pas un argument pour que lui-même soit injuste puisqu'il « n'est jamais bien d'être injuste, ni de répondre à l'injustice par l'injustice. »<sup>8</sup> Socrate est d'avis qu'il doit rester fidèle aux lois athéniennes parce qu'elles ont présidé à sa naissance ainsi qu'à son éducation et parce qu'elles lui ont permis de profiter du statut de citoyen. Les lois lui ont appris que la patrie était plus précieuse qu'un père, qu'une mère et que tous les ancêtres.<sup>9</sup> Il a donc le devoir de ne pas désobéir aux lois, peu importe qu'il en souffre. S'il écoutait Criton, il serait coupable de désobéir à la ville qui lui a donné la possibilité de vivre librement et il désobéirait à son propre engagement d'obéir aux lois. De plus, en s'évadant à la dérobée, en acceptant de corrompre son gardien et ses délateurs, ne participerait-il pas au mal? Et pourquoi s'évaderait-il et prendrait-il le chemin de la Thessalie que lui propose Criton où « le dérèglement et le désordre sont à leur comble »<sup>10</sup>, lui qui a affirmé dans son procès qu'il préférerait la mort à l'exil? Aussi, que diront les Thessaliens quand il leur parlera de justice et de vertu s'il a commis un acte répréhensible? Pour Socrate, on le voit, il n'y a aucune autre patrie qu'Athènes : c'est dans cette ville qu'existent les meilleures lois, c'est-à-dire, les lois de la démocratie. Il n'est donc pas question de désobéir, ni pour le bonheur de ses amis, ni pour épargner ses enfants ou pour s'exiler en Thessalie. Les lois lui ont dit : « Si tu t'évades après avoir si vilainement répondu à l'injustice par l'injustice, au mal par le mal, après avoir violé les accords et les contrats qui te liaient à nous, après avoir fait du mal à ceux à qui tu devais le moins en faire, à toi, à tes amis, à ta patrie et à nous, alors nous serons fâchés contre toi durant ta vie et là-bas, nos sœurs, les lois de l'Hadès, ne t'accueilleront pas favorablement, sachant que tu as tenté de nous détruire, autant qu'il dépendait de toi. »<sup>11</sup> Ce geste d'évasion serait inconséquent pour Socrate. Même si des hommes se sont servis des lois pour le condamner injustement, celles-ci lui demandent néanmoins d'être juste et de faire le bien. Socrate préfère

---

<sup>8</sup> Platon, *Apologie de Socrate*, 49d

<sup>9</sup> *Ibid*, 51b

<sup>10</sup> Platon, *Criton*, 53d

<sup>11</sup> *Ibid*, 54d

donc mourir parmi les siens en agissant selon sa raison plutôt que de vivre quelques années de plus dans le ridicule et le mépris.

On peut dire que Socrate ne désobéit pas à la décision du jury pour deux raisons. Premièrement, il répondrait à l'injustice de sa condamnation par une autre injustice, celle de sa désobéissance aux lois. Deuxièmement, pour s'enfuir, il répondrait au mal par le mal en corrompant son gardien et ses délateurs. D'après le *Criton*, le citoyen, à l'image de Socrate, a le devoir de respecter les lois, car en lui assurant ses privilèges, elles représentent la condition nécessaire à l'application de la justice. De plus, le citoyen doit agir en fonction du bien, peu importe la situation, puisque le bien est conforme à cet idéal de justice.

Dans la tradition occidentale pourtant, la désobéissance existe. C'est une idée aussi vieille que la civilisation elle-même. Dans la mythologie grecque, il y a deux exemples de désobéissance. Il y a le cas de Prométhée qui désobéit à Zeus pour donner le feu (synonyme de civilisation) aux hommes et celui d'Antigone, dans la pièce de Sophocle, qui donne une sépulture à son frère Polynice contre l'avis de Créon « au nom d'une loi divine supérieure à celle du roi »<sup>12</sup> : celle de la dignité. Prométhée et Antigone ne veulent pas être complices d'une injustice. Ils n'agissent pas pour eux-mêmes, mais pour rétablir la justice, ce qui veut dire qu'à leurs yeux, leur acte de désobéissance est acceptable même s'ils violent une loi. Mais il s'agit d'exemples exceptionnels, car dans la cité grecque antique, il est impensable que le citoyen entre en conflit avec l'autorité pour des raisons personnelles. « Ce qui prime, dans l'Antiquité, ce n'est pas l'individu, le moi; c'est le clan, le groupe, la famille, le peuple, la cité. On ne se définit pas indépendamment de ses appartenances fondamentales. Spontanément, on pense : "Nous, les Athéniens... Nous, les Juifs... Nous, les Romains..." »<sup>13</sup> Le citoyen s'identifie complètement à la cité, tant au niveau de l'éthique que du droit. Il a donc le devoir d'obéir. Voilà pourquoi Zeus condamne Prométhée à se faire ronger le foie par un aigle et qu'Antigone, mise à mort pour son geste, finit par se pendre.

Si, comme nous l'avons vu, le Socrate du *Criton* incarne bien la pensée antique, il existe d'autres témoignages qui vont dans le sens inverse. Il y a deux événements historiques,

---

<sup>12</sup> Durand, G. (2004), *Pour une éthique de la dissidence*, p. 15

<sup>13</sup> Jerphagnon, L. (2012), *Les armes et les mots*, p. 787

évoqués par Platon dans son *Apologie*, qui montrent que Socrate s'est permis de désobéir. « En 406, alors qu'il exerçait la présidence de l'assemblée, il s'est opposé, au péril de sa vie, à une motion illégale qui visait à juger en bloc, et non pas individuellement, les généraux qui n'avaient pas recueilli les corps des marins qui avaient perdu la vie lors de la bataille des Arginusés; en 404, sous la Tyrannie des Trente, il a bravé la mort en refusant d'obéir aux tyrans qui lui ont ordonné, pour le rendre complice de leur méfait, de procéder à l'arrestation illégale de Léon de Salamine. »<sup>14</sup> Dans ces deux cas, l'exemple de Socrate nous montre qu'il est possible de désobéir. Mais sa désobéissance est différente de celle de Prométhée et de Polynice. Ces personnages contestent l'autorité en passant à l'action (l'un dérobe le feu aux Dieux, l'autre offre une sépulture à son frère), alors que Socrate désobéit en refusant d'agir. En n'acceptant pas de faire ce qu'il doit, il cesse de coopérer avec le pouvoir. Je reviendrai sur cette idée dans la deuxième et troisième partie de ce texte quand j'aborderai le concept de non-participation<sup>15</sup>, une stratégie fondamentale de la désobéissance civile.

Pourquoi Socrate désobéit-il? Dans le cas des généraux de la bataille des Arginusés, il pense que la motion a été promulguée par l'assemblée dans un moment de folie où la loi n'a pas été respectée. En effet, elle allait à l'encontre des privilèges de citoyenneté des généraux. Dans l'affaire de Léon de Salamine, Socrate refuse d'obéir au Trente, car il considère que leur décision n'est pas démocratique. Elle ne représente pas l'assentiment des citoyens de la cité, mais plutôt les intérêts d'une poignée d'hommes. Par conséquent, cette motion et cette décision n'ont aucune valeur à ses yeux : elles sont injustes et pour y répondre, il doit agir selon la justice. Il est donc logique que Socrate refuse son allégeance lors de ces deux événements particuliers et qu'il accepte, au contraire, sa condamnation à mort. En effet, dans le *Criton*, l'objection de son ami n'a pas de poids contre sa raison qui lui dicte d'obéir à la décision démocratique du jury et aux lois qui lui demandent d'être juste et de faire le bien.

Cette analyse nous révèle, en résumé, que pour Platon, l'individu a le devoir d'obéir aux lois, car elles incarnent la justice qui assure au citoyen le respect de ses privilèges. Pourtant, l'exemple de Socrate nous démontre qu'il existe une exception digne de mention. Si une motion ou une décision politique est injuste, elle n'a plus de valeur. Dans ce cas,

---

<sup>14</sup> Dorion, L.-A. (2004), *Socrate*, p. 8. Voir également Platon, *Apologie de Socrate*, 32c

<sup>15</sup> Certains auteurs utilisent parfois le terme de non-coopération.

l'obéissance devient un geste contre la raison. Il est alors plus cohérent pour le citoyen de désobéir que de se soumettre. Bedau remarque ce paradoxe apparent quand il résume la position de Socrate : « Nous savons par l'*Apologie* de Platon que Socrate avait un concept de désobéissance justifiée à la loi et qu'il avait un concept de désobéissance injustifiée comme le *Criton* le prouve. »<sup>16</sup> La leçon de Socrate à retenir pour ce texte est que tout acte de désobéissance doit, pour être acceptable moralement, être conforme à la justice. Nous retrouverons cette idée dans la définition de la désobéissance civile de Bedau, l'analyse de Rawls ainsi que chez les grands penseurs du concept.

### **Qu'est-ce que la désobéissance civile?**

Pour Bedau, la désobéissance civile se définit d'abord comme le fait de désobéir, de commettre un acte contraire à la loi pour contester contre le gouvernement. « Un dissident commet un acte de désobéissance civile seulement quand il agit illégalement, c'est-à-dire, lorsqu'il viole une loi parce qu'il s'objecte à cette loi, à une politique ou à des décisions de son gouvernement. »<sup>17</sup> Mais il ne s'agit pas simplement de désobéir, il faut désobéir de manière civile. Le mot civil est emprunté au latin *civilis* qui signifie « relatif au citoyen, à ses droits, à son existence. »<sup>18</sup> Pour être civil, l'acte de désobéissance doit nécessairement impliquer les autres citoyens. C'est que la désobéissance à la loi, comme forme de contestation, peut être privée ou publique. On peut désobéir de façon privée pour ne pas être arrêté, jugé et mis en prison. Pensons ici à l'exemple des citoyens français qui ont caché des juifs durant la Seconde guerre mondiale. En agissant ainsi, ils n'impliquaient pas les autres citoyens et ne confrontaient pas le gouvernement français qui collaborait avec les nazis. Cette forme de désobéissance ne peut donc pas être qualifiée de civile. En fait, l'acte de désobéissance civile est nécessairement public. « Il existe une différence essentielle entre le criminel qui prend soin de dissimuler à tous les regards ses actes répréhensibles et celui qui fait acte de désobéissance civile en défiant les autorités et en s'instituant lui-même porteur d'un autre droit. »<sup>19</sup> La désobéissance civile doit être divulguée, publicisée et organisée au grand jour. Selon Bedau, celui qui commet un acte de désobéissance civile « croit qu'il fait une action civile, une action

---

<sup>16</sup> Bedau, H. A. (1991), *Civil Disobedience in focus*, p. 6

<sup>17</sup> Bedau, H. A. (1961), *On Civil Disobedience*, dans « Journal of Philosophy », p. 653-654

<sup>18</sup> Muller, J.-M. (2011), *L'impératif de désobéissance*, p. 181

<sup>19</sup> Arendt, H. (2011) cité dans *L'impératif de désobéissance*, p. 184

qui appartient à la vie publique de la communauté. »<sup>20</sup> Cet acte ne concerne pas seulement la personne qui désobéit, mais la société en général. La désobéissance civile est avant tout une forme de contestation illégale, certes, pourtant elle doit aussi être connue du public et du gouvernement.

Avant d'aller plus loin, il est important de distinguer deux types de contestation illégale et publique. Bedau précise « que la désobéissance civile peut être commise pour *contrevenir* l'application d'une certaine loi ou politique gouvernementale que l'on considère injuste; mais elle peut aussi être commise pour *protester* contre l'application d'une loi ou d'une politique gouvernementale. »<sup>21</sup> Quand on contrevient à la loi qu'on conteste, la désobéissance civile est directe, quand on proteste contre une loi ou une politique gouvernementale en désobéissant à une autre loi, elle est indirecte. Un acte de désobéissance civile ne concerne donc pas nécessairement la loi qui est transgressée. Comme Rawls l'indique, il y a parfois des raisons sérieuses pour ne pas enfreindre une loi ou une politique gouvernementale jugée injuste. Les sanctions pourraient être plus lourdes que ce que l'on est prêt à accepter.<sup>22</sup> Des policiers qui refuseraient d'obéir à un ordre qui les oblige à arrêter des civils lors d'une manifestation contreviendraient directement à l'application de cet ordre, alors que des manifestants qui bloqueraient un pont pour s'opposer à une décision gouvernementale, sans vouloir changer la loi sur la circulation, protesteraient contre l'application de la décision. Il faut préciser que ces deux formes de désobéissance civile, directe et indirecte, peuvent être utilisées dans une même campagne. Il est possible, par exemple, de manifester contre une loi qui encadre les manifestations en violant directement cette loi tout en dénonçant une élection frauduleuse.<sup>23</sup>

On le voit, désobéir à une loi, directement ou indirectement, implique nécessairement la question des moyens. En fait, le mot « civil » fait référence autant aux citoyens qu'à la non-

---

<sup>20</sup> Bedau, H. A. (1961), *On Civil disobedience*, dans « Journal of Philosophy », p. 656

<sup>21</sup> Bedau, H. A. (1970), *Civil Disobedience and Personal Responsibility for Injustice*, dans « Civil Disobedience in focus », p. 50

<sup>22</sup> Rawls, J. (1987), *Théorie de la justice*, p. 405

<sup>23</sup> Il existe un bel exemple d'action directe et indirecte lors de la grève étudiante de 2012 au Québec. En ne donnant pas leur itinéraire aux autorités et en portant des masques lors de certaines manifestations, les étudiants québécois ont défié directement la loi qui encadrait le droit de manifester puisque cette loi obligeait les responsables des manifestations d'informer les autorités de leur itinéraire et interdisait aux manifestants le port du masque. C'est également pour défier indirectement le gouvernement que les étudiants sont sortis dans la rue (désobéissant ainsi aux lois de la circulation) puisqu'ils s'opposaient à la hausse des frais de scolarité.

violence. Pour Bedau, cet aspect est essentiel : « Le discours politique idéal est évidemment non violent – rationnel, tolérant des différences et patient. Jusqu’à un certain point la désobéissance civile devrait imiter, du mieux qu’elle peut, ce type de discours qu’elle reconnaît comme étant idéal politiquement, c’est-à-dire qu’elle doit être non violente – non violente en intention et aussi dans ses actes. »<sup>24</sup> Par non violent, Bedau entend un acte qui ne détruit pas intentionnellement ou par négligence la propriété privée ou publique et qui ne cause pas de tort aux personnes.<sup>25</sup> En ce sens, la désobéissance civile ne constitue pas une menace à l’ordre public, ni aux institutions. Elle n’implique pas d’agir de manière déloyale, séditeuse ou traître avec des intentions révolutionnaires. Ceux qui organisent une campagne de désobéissance civile ne sont donc pas des anarchistes. Si au contraire, ils commettent des actes violents, ils menacent directement l’ordre public et les institutions en incitant le gouvernement à répondre par la violence. Ils se discréditent donc aux yeux des citoyens qui désirent vivre en sécurité, ce qui les empêchent d’atteindre leur objectif qui est de convaincre, par la persuasion, les citoyens du bien-fondé de leur démarche.

Cette analyse partielle nous démontre que le caractère illégal, public et non violent de la désobéissance civile implique également la question des causes. Afin de bien cerner la nature de la désobéissance civile, il faut donc se poser une autre question fondamentale : « Que veut la personne qui désobéit ? » Si le but de la personne qui enfonce une loi de manière non violente est seulement d’améliorer sa propre condition ou de vivre selon ses principes, ce n’est pas de la désobéissance civile. Il s’agit plutôt d’une objection de conscience basée sur des valeurs personnelles. L’individu qui agit ainsi ne se préoccupe pas de savoir si les autres le suivent, il agit pour lui-même seulement. Pour préciser cette notion qui n’est pas explicite chez Bedau, je fais appel à Rawls qui définit l’objection de conscience et la différencie de la désobéissance civile dans *Théorie de la justice*. « Tout d’abord, l’objection de conscience n’est pas une forme d’appel au sens de la justice de la majorité. [...] Simplement, on refuse d’obéir à un ordre ou de se soumettre à une injonction légale pour des raisons de conscience. Les convictions de la majorité ne sont pas invoquées à l’appui de ce refus et, en ce sens, il ne s’agit

---

<sup>24</sup> Bedau, H. A. (1991), *Civil disobedience in focus*, p. 8

<sup>25</sup> Pour Brian Smart, il est possible d’utiliser la violence pour s’en prendre à la propriété publique si l’acte ne constitue pas une menace pour la société. Par exemple, la destruction de missiles destinés à poursuivre une guerre injuste qui cause du mal à des milliers de personnes. Voir *Defining civil disobedience* dans Bedau, H. A. (1991), « Civil disobedience in focus », p. 202-206



pas d'un acte sur le forum public. »<sup>26</sup> Rawls poursuit en disant que l'objecteur de conscience est plus pessimiste que celui qui pratique la désobéissance civile, car il ne croit pas que son geste puisse être profitable aux autres. De plus, si l'objection de conscience peut être basée sur des motifs politiques, elle ne l'est pas nécessairement. Elle peut être basée sur d'autres motifs, religieux par exemple, comme les Témoins de Jéhovah qui ne saluent pas le drapeau américain. Étant donné que cette pratique ne concerne que les pratiquants de cette religion, le gouvernement a une attitude tolérante à l'égard de celle-ci et n'impose pas de sanction à ceux qui la contestent. Un type d'objection de conscience politique pourrait être celui d'un pacifiste qui refuse de servir dans les forces armées lors d'une conscription. Il s'agit bien d'un acte politique, car la question de la guerre implique le gouvernement et les citoyens d'un pays, sauf que l'action d'un pacifiste, dans ce cas précis, n'implique que lui-même. Son objectif n'est pas de publiciser sa cause, mais de ne pas servir l'armée. Il agit simplement selon sa conscience.<sup>27</sup> Ce type d'objection de conscience n'est pas sans rappeler le refus de coopérer de Socrate lors de ses gestes de désobéissance.

Au contraire de l'objection de conscience, la désobéissance civile nécessite une certaine mobilisation de la part d'un groupe ou d'un mouvement collectif. Ce qui caractérise la désobéissance civile, c'est d'être une action collective, concertée et organisée qui vise à établir un rapport de force pour exercer une pression sur le gouvernement.<sup>28</sup> Les personnes qui se lancent dans une campagne de désobéissance civile veulent la justice pour tous. C'est une campagne de sensibilisation dans l'intérêt de la société en général. L'acte de désobéissance civile se veut éducatif et son programme vise tous les citoyens ainsi que la majorité qui a le pouvoir politique. En ce sens, il est nécessaire que la loi violée soit injuste et reconnue comme tel. Rawls précise qu'elle est « guidée et justifiée par des principes politiques, c'est-à-dire par les principes de la justice qui gouvernent la constitution et, d'une manière générale, les institutions de la société. »<sup>29</sup> À l'image de Socrate, les acteurs de la désobéissance civile s'appuient sur les lois pour agir, mais contrairement à lui, ils mobilisent les autres autour de

---

<sup>26</sup> Rawls, J. (1987), *Théorie de la justice*, p. 409

<sup>27</sup> Je tiens à préciser que l'objection de conscience peut être tout à fait légale comme le fait de refuser de faire son service militaire dans des pays qui en reconnaissent la légitimité et qui « exigent en contrepartie un service civil plus ou moins équivalent. » Voir Durand, G. (2004), *Pour une éthique de la dissidence*, p. 71

<sup>28</sup> Muller, J.-M. (2011), *L'impératif de désobéissance*, p. 187

<sup>29</sup> Rawls, J. (1987), *Théorie de la justice*, p. 406

leur cause. De plus, ils veulent trouver une solution à l'injustice afin que leur campagne soit profitable à tous.

Enfin, il faut parler des conséquences de ceux qui désobéissent à la loi. Pour se différencier des criminels, ceux qui commettent la désobéissance civile doivent accepter, comme Socrate, les conséquences de leur geste. S'ils sont passibles d'une amende, ils doivent la payer de la même façon qu'ils doivent accepter la prison si on les arrête. Cela montre la sincérité de leur acte et la conscience de ce qu'ils font. Après la mobilisation et le désir de changer la loi pour une solution efficace, c'est le dernier critère qui fait de la désobéissance civile un acte consciencieux. L'acceptation des conséquences de la désobéissance à la loi augmente la sympathie du public pour la cause des dissidents. Pour être crédibles, ils doivent prendre la violence sur eux-mêmes. Rawls aborde dans le même sens quand il écrit que celui qui a désobéi doit se servir de sa sanction pour publiciser sa cause et faire réfléchir le juge sur la légitimité de son acte illégal. Ainsi, il peut démontrer, par son comportement, qu'il est plus fidèle aux institutions que le gouvernement lui-même. Par conséquent, on peut dire que la position de Socrate est une objection de conscience où l'on retrouve certains éléments présents dans la définition de la désobéissance civile de Bedau et de Rawls. Pourtant, il est bon de remarquer que dans la Grèce antique, le concept d'objection de conscience n'existe pas, tout comme celui de désobéissance civile.

À la suite de son analyse, Bedau définit la désobéissance civile ainsi : « On commet un acte de désobéissance civile seulement si l'on agit *illégalement, publiquement, pacifiquement et consciencieusement* dans le but de s'opposer à une des lois, politiques ou décisions de son gouvernement. »<sup>30</sup> Dans *Théorie de la Justice*, Rawls reprend la définition de Bedau. « La désobéissance civile peut, tout d'abord, être définie comme un acte public, non violent, décidé en conscience, mais politique, contraire à la loi et accompli le plus souvent pour amener à un changement dans la loi ou bien dans la politique du gouvernement. »<sup>31</sup> La désobéissance civile se définit d'abord comme le fait de désobéir à la loi ou à une politique gouvernementale, elle est donc *illégale*. Comme l'acte de désobéissance civile concerne autant la société que l'État, elle doit être *publique*. En ce sens, c'est un acte connu de tous. Cet acte

---

<sup>30</sup> Bedau, H. A. (1961), *On Civil disobedience*, dans « Journal of Philosophy », p. 661

<sup>31</sup> Rawls, J. (1987), *Théorie de la justice*, p. 405

peut être direct quand on contrevient à une loi elle-même ou indirect quand on proteste contre une loi. La désobéissance civile est toujours *non violente*, c'est-à-dire qu'elle ne constitue pas une menace à l'ordre public, ni aux institutions. Enfin, c'est un acte *conscientieux*. Celui qui désobéit de façon civile souhaite une coopération entre lui et les citoyens. En ce sens, il se distingue de l'objecteur de conscience qui agit personnellement. La désobéissance civile est un acte conséquent et réfléchi qui vise, par la violation d'une loi, une mobilisation générale afin d'éduquer les gens. Elle est donc un moyen de pression politique qui a ultimement comme objectif le changement d'une loi ou d'une politique gouvernemental afin d'améliorer le sort de la société en général. Mais en commettant un geste illégal, ceux qui pratiquent la désobéissance civile doivent, pour se différencier des criminels, reconnaître l'illégalité de leur geste et en accepter les conséquences, comme la possibilité d'être puni. En résumé, je dirais, comme Rawls, que si la désobéissance civile est bel et bien est un acte qui enfreint la loi, sa « fidélité à la loi est exprimée par la nature publique et non violente de l'acte, par le fait qu'on est prêt à assumer les conséquences légales de sa conduite. »<sup>32</sup> D'après cette définition, la désobéissance civile est donc conforme à la justice malgré son caractère illégal.

---

<sup>32</sup> Rawls, J. (1987), *Théorie de la justice*, p. 407

## **Chapitre 2 : Les origines historiques de la désobéissance civile**

Après avoir défini la désobéissance civile, l'objectif de ce chapitre sera de montrer qu'il s'agit d'un concept récent en philosophie politique conçu par la filiation de quatre auteurs. Nous comprendrons également que la désobéissance civile est une idée en constante évolution toujours liée à un contexte politique et social donné et qu'elle est bénéfique à l'évolution des mentalités.

Nous verrons tout d'abord que c'est au XIX<sup>e</sup> siècle que l'expression apparaît aux États-Unis avec la publication posthume d'un essai de Thoreau : *Du devoir de la désobéissance civile*. Puisqu'il est, dans la tradition moderne, le texte fondateur de l'individu qui désobéit à la loi pour une bonne cause, il me servira de base pour entreprendre l'analyse historique du concept. Je démontrerai que les idées de Thoreau, basées sur le libéralisme classique de Locke et une conception judéo-chrétienne de la morale, évoquent plusieurs principes à la base de la désobéissance civile : le recours à l'illégalité, la dénonciation publique de l'injustice, la résistance non violente et l'acceptation des conséquences.

J'examinerai ensuite l'influence des idées de Thoreau sur les écrits politiques de Tolstoï. La contribution de Tolstoï est d'insister sur le caractère non violent de la désobéissance en élaborant deux idées fondamentales : l'amour du prochain et le refus de participer aux institutions gouvernementales. Pourtant, comme il restera à l'écart des mouvements révolutionnaires et que ses écrits politiques seront marginalisés, les idées de Tolstoï auront peu d'impact jusqu'à sa découverte par Gandhi.

C'est dans la première campagne de Gandhi en Afrique du Sud que nous verrons le concept de désobéissance civile comme moyen de contestation. En effet, je montrerai que Gandhi a été le premier penseur à concrétiser les principes de Thoreau et de Tolstoï par des actions politiques efficaces. Grâce à son pouvoir de mobilisation, il obligera le gouvernement britannique à plier à plusieurs occasions et à obtenir, ultimement, l'indépendance de l'Inde. Ces actions auront de grandes répercussions dans le monde et seront reprises par Luther King dont j'invoquerai également le parcours. Par son organisation du boycott du réseau d'autobus de la ville de Montgomery et sa campagne de désobéissance civile à Birmingham, il forcera le gouvernement des États-Unis à reconnaître l'égalité des droits civiques.

## L'exemple de Thoreau

En juillet 1846, Thoreau est arrêté dans la municipalité de Concord au Massachusetts pour avoir négligé de payer la taxe du droit de vote (*Poll Tax*) depuis 1842. Il doit cinq dollars<sup>33</sup> à l'état du Massachusetts. Il reproche au gouvernement de cet état de participer à l'effort de guerre du gouvernement fédéral contre le Mexique et de commercer avec les états esclavagistes du Sud malgré ses lois abolitionnistes. Pour Thoreau, accepter de payer cette taxe revient donc à accepter la guerre et l'esclavage. Son refus est purement symbolique<sup>34</sup>, car même si Thoreau vit à cette époque à Walden en autarcie presque totale, il travaille à l'occasion et a assez d'argent pour payer la taxe. Pour son acte de désobéissance, il est enfermé dans la prison de sa ville natale où il passe la nuit et reçoit le philosophe Ralph Waldo Emerson. À la question posée par son ami, « “Pourquoi êtes-vous là?” », il réplique : “Pourquoi n’y êtes-vous pas?” »<sup>35</sup> Il exprime ainsi qu’il assume pleinement son geste. Le lendemain, un membre de sa famille qui veut rester anonyme<sup>36</sup> paye la dette et Thoreau regagne sa cabane, près du lac de Walden. En janvier 1848, 18 mois après son arrestation, Thoreau donne une conférence dans laquelle il partage ses réflexions au sujet de sa nuit en prison, conférence qu’il intitule *Relation de l'individu à l'État*. Il donne cette conférence de nouveau en février sous le titre de *Droits et devoirs de l'individu*. Le contenu de cette dernière conférence est publié en 1849 sous un nouveau titre : *Résistance au gouvernement civil*. En 1866, après sa mort, le texte de Thoreau sera intitulé *Du devoir de la désobéissance civile* par un éditeur dans un recueil posthume d'essais. Aujourd'hui, on le connaît sous le titre de *La désobéissance civile*. Pourtant, si Thoreau parle effectivement de désobéissance dans ce texte, l'expression « désobéissance civile » n'y apparaît jamais. D'après l'éditeur, l'expression viendrait de la correspondance de Thoreau, mais il n'existe aucune preuve matérielle de ce fait, ni que l'écrivain ait voulu changer son titre original. Par conséquent, la question qu'on est en droit de se poser est celle-ci : est-ce que l'acte de Thoreau est de la désobéissance civile ou non?

---

<sup>33</sup> À cette époque, tout citoyen américain adulte (les femmes et les Noirs sont exclus) doit payer la somme d'un dollar par année pour la taxe du droit de vote.

<sup>34</sup> En faisant ce geste, Thoreau imite son ami, le pasteur et philosophe Amos Bronson Alcott, membre du cercle des transcendentalistes qui a agi de la sorte en 1843.

<sup>35</sup> Durand, G. (2004), *Pour une éthique de la dissidence*, p. 28

<sup>36</sup> Il s'agit de Maria Thoreau, la tante de l'auteur.

Pour répondre à cette question, il faut se pencher sur le texte lui-même. Thoreau commence en commentant la devise préférée d'un père de la Révolution américaine, Thomas Jefferson : « Le meilleur gouvernement est celui qui gouverne le moins. »<sup>37</sup> Autrement dit, pour Thoreau, comme Jefferson, le pouvoir du gouvernement a des limites. Certes, le gouvernement est nécessaire, mais il doit intervenir le moins possible dans la vie des gens parce que l'homme est fondamentalement libre, il n'a pas à être assujéti à l'État. Cette conception de l'être humain est une idée centrale du libéralisme. On la trouve chez John Locke qui considère que les hommes sont libres naturellement. « C'est un état de parfaite liberté, un état dans lequel, sans demander de permission à personne et sans dépendre de la volonté d'aucun autre homme, les hommes peuvent faire ce qui leur plaît et disposer de ce qu'ils possèdent et de leurs personnes, comme ils jugent à propos, pourvu qu'ils se tiennent dans les bornes de la loi de la nature. »<sup>38</sup> De quelle loi parle-t-il? La première borne dont Locke évoque est le respect de soi-même. Personne n'a le droit de se détruire lui-même. Il faut également respecter les autres. « L'état de nature a la loi de la nature, qui doit la régler, et à laquelle chacun est obligé de se soumettre et d'obéir : la raison qui est cette loi enseigne à tous les hommes, s'ils veulent bien la consulter, qu'étant tous égaux et indépendants, nul ne doit nuire à un autre, par rapport à sa vie, à sa santé, à sa liberté, à son bien [...] »<sup>39</sup>

Contrairement à Hobbes qui voit en l'homme un loup pour l'homme, Locke croit que les hommes pourraient vivre en harmonie sans gouvernement puisque c'est ainsi qu'ils vivaient à l'état de nature. Mais cet état de nature comporte aussi des risques permanents qui menacent la sécurité des hommes. Ainsi, pour la protection de ses droits civiques et pour garantir sa liberté naturelle, l'homme a avantage à transférer à l'État certains de ses droits naturels par un contrat. Par conséquent, la tâche principale du gouvernement est de garantir à ses citoyens des droits (protégés par des lois) qu'ils leur permettront d'être libre. En aucun cas, nous dit Locke, le gouvernement « doit agir selon sa volonté particulière, mais seulement en vertu de la volonté de la société déclarée dans les lois. »<sup>40</sup> Tant que le gouvernement est responsable, les citoyens ont le devoir d'obéir. Il faut obéir à la loi parce qu'elle est juste, non

---

<sup>37</sup> Thoreau, D.H. (1973), *La désobéissance civile*, p. 53

<sup>38</sup> Locke, J. (1984), *Traité du gouvernement civil*, p. 173

<sup>39</sup> *Ibid*, p. 175

<sup>40</sup> Muller, J.-M. (2011), *L'impératif de désobéissance*, p. 47

pas parce que c'est une loi. Et une loi ou une politique gouvernementale juste est une loi ou une politique qui respecte la conception de la justice des citoyens et les principes de la démocratie. Elle défend ses droits et sa liberté.

Fort de ce raisonnement, Thoreau fait remarquer dans *Résistance au gouvernement civil* que le gouvernement américain en faisant la guerre au Mexique n'agit pas avec le consentement du peuple. Il agit pour accomplir la volonté d'une minorité au pouvoir. « Nous sommes témoins en ce moment de la guerre du Mexique, l'œuvre d'un groupe relativement restreint d'individus qui se servent du gouvernement permanent comme d'un outil, car, au départ, jamais les gens n'auraient consenti à cette entreprise. »<sup>41</sup> Thoreau, je l'ai écrit plus haut, ne fait pas simplement référence à la guerre du Mexique dans son texte quand il parle d'injustice. Il fait aussi référence à l'esclavage dans les états du Sud. Pour lui, cette situation est injuste, car la position du gouvernement fédéral qui la tolère ne repose pas sur la conception de la justice de la majorité et sur les principes démocratiques. À l'époque où il rédige son texte, tous les états du Nord ont aboli l'esclavage et représentent une plus grande partie de la population américaine<sup>42</sup>. Dans les deux cas, Thoreau croit que le gouvernement viole les droits naturels des victimes (les Mexicains, les Noirs) qui sont menacés tout en négligeant l'opinion de beaucoup d'Américains tels que lui indignés par cette pratique.<sup>43</sup> De plus, en entretenant une guerre et l'esclavage, le gouvernement produit un état d'insécurité permanent qui va à l'encontre de sa responsabilité : assurer la sécurité à tous les citoyens.

Thoreau pense évidemment que le gouvernement ne respecte pas sa part du contrat social, mais aussi qu'il ne tient pas compte de la capacité de raisonnement des citoyens. Comme Locke, Thoreau croit que le citoyen est le législateur de l'État. C'est à lui de décider ce qui est bien et mal dans la société. Pourtant, le gouvernement américain nie cette faculté chez l'homme en faisant de lui une machine dont il peut disposer pour ses propres intérêts, comme c'est le cas pour la guerre. « La masse des hommes sert ainsi à l'État, non point en

---

<sup>41</sup> Thoreau, D.H. (1973), *La désobéissance civile*, p. 54

<sup>42</sup> Selon le recensement fédéral de 1850, sur une population d'environ 23 millions d'habitants, 6 millions de personnes habitent dans les états du Sud (dont 3 millions d'esclaves). Sur ce lot, 347 000 personnes possèdent des esclaves.

<sup>43</sup> Thoreau vient d'une famille antiesclavagiste et il fait partie, après ses études universitaires, du cercle des transcendentalistes, un mouvement philosophique créé par Emerson en 1836 qui prône, entre autres, l'abolition de l'esclavage.



humain, mais en machine avec leur corps. C'est eux l'armée permanente et la milice, les geôliers, les gendarmes, la force publique, etc. La plupart du temps sans exercer du tout leur libre jugement ou leur sens moral; au contraire, ils se ravalent au niveau du bois, de la terre et des pierres et on doit pouvoir fabriquer de ces automates qui rendront le même service. »<sup>44</sup> Le gouvernement américain agit comme si les citoyens dépendaient de l'État alors que, dans la tradition libérale lockéenne, c'est l'État qui dépend des citoyens. En ne respectant pas la majorité ainsi que sa conception de la justice et en niant la capacité de raisonner des citoyens sur des sujets capitaux comme la guerre et l'esclavage, le gouvernement américain devient pour Thoreau contestable. En effet, quel citoyen serait prêt à aller faire la guerre, à tuer et à risquer sa vie pour envahir un autre pays s'il écoutait vraiment sa conscience? Et quel homme serait prêt à humilier un autre homme sous prétexte qu'il est noir s'il écoutait vraiment sa conscience?

D'où l'importance, selon Thoreau, de ne pas obéir aveuglément aux lois. Si le gouvernement faillit à sa tâche et qu'il agit pour lui-même, les citoyens ont le droit de contester. C'est que chaque citoyen, en étant doté de raison, a la capacité de juger de la justice ou de l'injustice d'une loi ou d'une politique gouvernementale. Il pense que chaque citoyen doit réfléchir aux actes de son gouvernement et les remettre en question. C'est son devoir d'homme libre que de se questionner sur la légitimité de l'État. Si le gouvernement n'agit pas selon les lois de la nature dont parle Locke, s'il demande au citoyen d'agir contre sa conscience, son devoir est de faire valoir au gouvernement la supériorité de la justice sur la loi, car le pouvoir repose ultimement sur son consentement. En ce sens, pour Thoreau, le respect de la justice vient avant celui de la loi.

Thoreau pense comme Locke que « le peuple se réserve toujours le pouvoir souverain d'abolir le gouvernement ou de le changer lorsqu'il voit que les représentants, en qui il avait mis tant de confiance, agissent d'une manière contraire à la fin pour laquelle ils avaient été revêtus d'autorité. »<sup>45</sup> Les citoyens peuvent montrer leur mécontentement et abolir le gouvernement lors des élections ou par d'autres moyens légaux comme le recours aux tribunaux, mais cela ne règle pas toujours l'injustice. « Certes, pour combattre une injustice du

---

<sup>44</sup> Thoreau, D.H. (1973), *La désobéissance civile*, p. 59-60

<sup>45</sup> Locke, J. (1984), *Traité du gouvernement civil*, p. 292

désordre établi, il convient d'abord de mettre en œuvre tous les moyens prévus par la loi. Mais lorsque ceux-ci s'avèrent inopérants, alors il devient nécessaire de passer outre aux obligations et aux interdits légaux. »<sup>46</sup> Thoreau pense que dans ces moments particuliers où l'injustice persiste, il faut quelquefois désobéir et violer la loi.<sup>47</sup> De toute façon, l'obéissance n'a plus aucun sens puisque le gouvernement agit de façon inacceptable. Locke aborde dans le même sens quand il déclare qu'aussitôt que le gouvernement s'écarte de la volonté publique, il se discrédite lui-même et n'a plus aucun titre à se faire obéir.<sup>48</sup> C'est pourquoi Thoreau n'hésite pas lui-même à devenir un opposant au gouvernement en refusant de payer sa taxe du droit de vote.

La thèse de Thoreau peut se résumer ainsi : se soumettre à une loi injuste peut être un crime; la désobéissance devient alors un devoir envers soi-même, en même temps qu'un devoir pour les autres. Elle est basée sur la raison. Cette position ressemble beaucoup à celle de Socrate dans le jugement des généraux lors de la bataille des Arginuses et l'arrestation de Léon de Salamine. Pour justifier son geste, Socrate défend, dans le premier cas, la loi et, dans le deuxième cas, les principes démocratiques. Thoreau, lui, se base sur la justice américaine et invoque la Constitution où le droit de résistance existe<sup>49</sup>. Les Américains n'ont-ils pas résisté aux Britanniques lors du fameux *Boston Tea Party*<sup>50</sup> qui a précédé la guerre d'Indépendance?

Même s'il est toujours risqué de résister au gouvernement en raison des conséquences fâcheuses que cela peut engendrer, Thoreau nous dit qu'il faut parfois prendre des risques. Il fait ici la critique de William Paley qui affirme que l'on ne doit jamais désobéir à la loi pour ne pas perturber la paix sociale. Cette obéissance catégorique aux lois pour des raisons de sécurité apparaît initialement chez Hobbes qui affirme que la supériorité des lois trouve sa légitimité dans la personne du souverain puisqu'il est le seul individu ayant le pouvoir de les créer ou de les abroger. Ainsi, chaque citoyen « autorisera toutes les actions et tous les

---

<sup>46</sup> Muller, J.-M. (2011), *L'impératif de désobéissance*, p. 54

<sup>47</sup> Thoreau, D.H. (1973), *La désobéissance civile*, p. 74

<sup>48</sup> Locke, J. (1984), *Traité du gouvernement civil*, p. 348-350

<sup>49</sup> Le deuxième amendement de la Constitution des États-Unis d'Amérique garantit pour tout citoyen américain le droit de porter des armes. Il fait partie de la « Déclaration des Droits » passée le 15 décembre 1791. La création de cet amendement est légitimée par la crainte que le gouvernement fédéral puisse imposer des lois par l'intermédiaire d'une armée de métier ou d'une milice afin de limiter le droit de résistance du peuple.

<sup>50</sup> Le *Boston Tea Party* fait référence à un événement de décembre 1773 où de jeunes patriotes déguisés en Indiens jettent à la mer des ballots de thé que le gouvernement anglais a taxé pour entrer dans le port de Boston.

jugements de cet homme ou de cette assemblée d'hommes, de la même manière que si c'était les siens – cette convention étant destinée à leur permettre de vivre paisiblement entre eux, et d'être protégés. »<sup>51</sup> Par conséquent, les citoyens doivent, en tout temps, obéir au souverain ainsi qu'aux lois.<sup>52</sup> Et s'ils refusent d'obéir, ils agissent de façon injuste, car leur action est contraire aux principes de la convention (le contrat) à laquelle ils ont adhéré. À cet argument, Thoreau répond : « Mais Paley semble n'avoir jamais envisagé de cas auxquels la règle d'opportunisme n'est pas applicable, où un peuple aussi bien qu'un individu, doit se faire justice, à tout prix. »<sup>53</sup> On le voit, la pensée de Thoreau est moins ancrée dans le contractualisme de Hobbes que dans le libéralisme de Locke où il y a droit de se résistance. « Tous les hommes reconnaissent le droit à la révolution, c'est-à-dire le droit de refuser fidélité et allégeance au gouvernement et le droit de lui résister quand sa tyrannie ou son incapacité sont notoires et intolérables. »<sup>54</sup> Pourtant, si Locke n'autorise pas la guerre civile<sup>55</sup>, les citoyens ont le droit de résister avec les armes<sup>56</sup>. Thoreau semble aller dans le même sens quand il dit que le peuple a le devoir de se faire justice, peu importe le prix. D'ailleurs, il est un admirateur de Jefferson (à qui il fait référence dans la première ligne de son essai *Résistance au gouvernement civil*), un père de la Révolution américaine qui a participé à la guerre d'Indépendance. En fait, pour Thoreau, quand la situation dans laquelle on se trouve est plus violente que l'état de guerre, il faut parfois prendre les armes pour rétablir la justice.

Dans les faits, par contre, Thoreau reste pacifique. Son geste de ne pas payer sa taxe du droit de vote est non violent. Quand la situation n'est pas dramatique (même si elle est inacceptable), le devoir de désobéir peut se faire autrement qu'avec les armes comme il le prouve lui-même. S'abstenir de payer une taxe est une façon de montrer sa volonté de ne pas participer à un gouvernement qui agit injustement.

Il reste que dans leur refus de coopérer, Socrate et Thoreau deviennent tous deux ennemis de l'État et ils n'ont pas peur des représailles. Lors de son procès, devant les membres

---

<sup>51</sup> Hobbes, T. (1983), *Léviathan*, p. 179

<sup>52</sup> Le seul moment où le citoyen peut désobéir à la loi est si on lui demande de s'enlever la vie.

<sup>53</sup> Thoreau, H.D. (1973), *La désobéissance civile*, p. 63-64

<sup>54</sup> *Ibid*, p. 61

<sup>55</sup> Locke, J. (1984), *Traité du gouvernement civil*, p. 355

<sup>56</sup> *Ibid*, p. 361-362

de l'assemblée, Socrate dit à propos de sa désobéissance : « Les orateurs étaient prêts à me dénoncer et à me citer en justice et vous les excitiez par vos cris; je n'en pensais pas moins qu'il était de mon devoir de braver le danger jusqu'au bout avec la loi et la justice plutôt que de me mettre de votre côté et de céder à des injustes résolutions, par crainte de la prison ou de la mort. »<sup>57</sup> Commentant sa nuit en prison, Thoreau écrit : « Sous un gouvernement qui emprisonne quiconque injustement, la véritable place de l'homme juste est en prison. »<sup>58</sup> Thoreau a non seulement conscience de l'illégalité de son geste, mais il montre sa bonne foi en acceptant d'être puni. Il n'agit pas comme un criminel en secret. Le geôlier de Thoreau raconte dans un livre qu'il a été le seul prisonnier de sa connaissance qui ait refusé de partir quand il le pouvait<sup>59</sup>. En fait, Thoreau croit profondément que son geste est acceptable et porteur d'un message positif pour la société américaine : participer à la guerre ou à l'esclavage, c'est commettre le mal à soi-même et à autrui.

Mais Thoreau comprend que cet aspect de la désobéissance est peut-être le plus difficile à assumer pour les citoyens. De reconnaître l'injustice d'une loi ou d'une politique est une chose, mais de désobéir et de risquer la prison ou la mort en est une autre. La plupart des gens ont peur de désobéir. En fait, ils ont peur des représailles, ils veulent se protéger, protéger les membres de leur famille et préserver leurs possessions. Les citoyens obéissent en retour de la sécurité que leur offre le gouvernement, comme il se doit dans la théorie lockéenne du contrat social, mais quelquefois, comme c'est le cas lors d'une guerre ou dans un pays où l'esclavage existe, Thoreau pense qu'ils ne se rendent pas compte que cette allégeance menace directement leur sécurité.

Pour faciliter l'acte de désobéissance, Thoreau prône la vie autarcique. « À quoi bon accumuler des biens quand on est sûr de les voir filer? Il faut louer quelques arpents, bien s'y installer et ne produire qu'une petite récolte pour la consommation immédiate. On doit vivre en soi, ne dépendre que de soi, toujours à pied d'oeuvre et prêt à repartir et ne pas s'encombrer de multitudes d'affaires. »<sup>60</sup> En vivant de façon autosuffisante, Thoreau pense que l'on peut vivre plus facilement selon sa conscience, car l'on dépend moins du gouvernement. La

---

<sup>57</sup> Platon, *Apologie de Socrate*, 32c

<sup>58</sup> Thoreau, H.D. (1973), *La désobéissance civile*, p. 78

<sup>59</sup> Staples, S. cité dans Gillyboeuf, T. (2012), dans *Thoreau le célibataire de la nature*, p. 147

<sup>60</sup> Thoreau, D.H. (1973), *La désobéissance civile*, p. 84

protection du gouvernement est moins nécessaire. Le risque de désobéir diminue. Il est plus facile de comprendre pourquoi il écrit à la première ligne de *Résistance au gouvernement civil* que le meilleur gouvernement est celui qui s'ingère le moins possible dans la vie des gens. Par ailleurs, nous verrons plus loin que ce recours à l'autarcie sera un des éléments très importants chez Tolstoï et Gandhi.

En racontant son geste et en expliquant ses raisons dans une conférence et un essai, Thoreau a un but : il est conscient que la désobéissance peut être bénéfique pour la société seulement si la majorité des gens le font. C'est en agissant ensemble que les citoyens peuvent renverser une loi, une politique gouvernementale ou même un gouvernement, car le nombre leur donne la suprématie. « Une minorité ne peut rien tant qu'elle se conforme à la majorité; ce n'est même pas alors une minorité. Mais elle est irrésistible lorsqu'elle fait obstruction de tout son poids. Si l'alternative était de garder tous les justes en prison ou bien d'abandonner la guerre et l'esclavage, l'État n'hésiterait pas à choisir. Si un millier d'hommes devaient s'abstenir de payer leurs impôts cette année, ce ne serait pas une initiative aussi brutale et sanglante que celle qui consisterait à les régler, et à permettre ainsi à l'État de commettre des violences et de verser le sang innocent. Ceci définit, en fait, une révolution pacifique, dans la mesure où pareille chose est possible. »<sup>61</sup> En fait, le geste de ne pas payer la taxe du droit de vote est utile dans la mesure où le peuple agit ensemble. Voici un élément<sup>62</sup> théorique que Thoreau apporte de plus au concept de désobéissance, un élément inexistant chez Socrate. Nous l'avons vu, Socrate n'envisage pas de mobiliser les Athéniens à sa cause quand il désobéit aux lois. On peut donc dire que si à la base, la position de Socrate et Thoreau est personnelle, leur objectif est différent. Certes, ils agissent tous les deux pour ne pas participer à l'injustice, mais chez Thoreau, il y a une arrière-pensée révolutionnaire que l'on ne trouve pas chez Socrate. Bedau aborde dans le même sens. Il voit en Thoreau les germes de la révolution : « Sa logique était, après tout, aussi révolutionnaire que possible. Ne pas payer une

---

<sup>61</sup> Thoreau, D.H. (1973), *La désobéissance civile*, p. 80

<sup>62</sup> Cette idée est défendue par De la Boétie dans son essai *Discours de la servitude volontaire* (1576). Il est possible que Thoreau en ait entendu parler, mais il n'en fait jamais mention dans ses écrits.

taxe est un acte révolutionnaire, car si la pratique est répandue, elle peut mettre n'importe quel gouvernement à genoux. »<sup>63</sup>

Il ne faudrait pas croire qu'en refusant de payer sa taxe du droit de vote, Thoreau rejette en bloc le système de taxation américain. Il fait la distinction entre les taxes justes et injustes. « Je n'ai jamais refusé de payer la taxe de voirie parce que je suis aussi désireux d'être bon voisin que je suis d'être mauvais sujet; et quant à l'entretien des écoles, je contribue présentement à l'éducation de mes concitoyens. »<sup>64</sup> Si Thoreau refuse de payer sa taxe du droit de vote, ce n'est pas pour protester contre la politique de taxation, mais contre la guerre au Mexique et l'esclavage. Il ne souhaite pas renverser le gouvernement américain. « Thoreau se rangeait résolument du côté de la résistance positive, pleinement active, dans les faits et dans les écrits, telle que prônée par l'ancien esclave Frederick Douglass : l'esprit était à l'autodéfense, mais toutefois pas à la rébellion. »<sup>65</sup>

En préférant le terme de « résistance » à « désobéissance civile » dans le titre de son essai, il est clair, selon moi, que Thoreau se range du côté de Locke, mais, comme nous l'avons vu, cela ne fait pas de lui un révolutionnaire. En somme, on peut dire comme Bedau que si sa position est révolutionnaire en puissance, l'objectif de son geste, en refusant de payer une taxe, est moins ambitieux. Il souhaite éduquer les gens sur la meilleure forme de gouvernement, non l'abolir. « Mais pour parler en homme pratique et en citoyen, au contraire de ceux qui se disent anarchistes, je ne demande pas d'emblée point de gouvernement, mais d'emblée, un meilleur gouvernement. »<sup>66</sup>

Ce terme de « résistance » est d'autant plus pertinent que le geste de Thoreau ne peut pas être qualifié de désobéissance civile. Bedau précise d'ailleurs que l'acte de Thoreau n'est pas « une tactique dans une campagne populaire de désobéissance »<sup>67</sup>. Il croit aussi qu'il ne tient pas compte de l'utilité de son geste puisqu'il attend presque deux ans avant de le publiciser. Son but ne semble donc pas de changer la loi de manière effective. Il s'agit plutôt,

---

<sup>63</sup> Bedau, H.A. (1969), *Introduction*, dans « Civil Disobedience. Theory and Practice », p. 22

<sup>64</sup> Thoreau, D. H. (1973), *La désobéissance civile*, p. 95-96

<sup>65</sup> Gillyboeuf, T. (2012), *Henry David Thoreau le célibataire de la nature*, p. 17

<sup>66</sup> Thoreau, D.H. (1973), *La désobéissance civile*, p. 56

<sup>67</sup> Bedau, H.A. (1969), *Introduction*, dans « Civil Disobedience. Theory and practice », p. 26

comme Socrate, d'une objection de conscience puisqu'il est seul dans son refus. Mais, en ayant commis un acte illégal, non violent et en acceptant les conséquences, Thoreau peut en être considéré sans contredit comme le précurseur moderne du concept de désobéissance civile.

### **L'influence de la morale judéo-chrétienne chez Thoreau**

Même si la position de Thoreau a des affinités avec celle de Socrate et qu'elle est ancrée dans le libéralisme classique de Locke, il existe aussi plusieurs références à la morale de la Bible dans *Résistance au gouvernement civil*<sup>68</sup>, une nuance qui a échappé à plusieurs auteurs et que j'aimerais mettre en évidence. Malgré son refus de pratiquer la religion protestante et de payer pour l'entretien du pasteur dans sa communauté<sup>69</sup>, Thoreau ne s'éloigne jamais de la morale judéo-chrétienne comme l'attestent les références de son texte qui sont utilisées comme forme idéale de la morale. Pour lui, les gouvernements doivent agir « en vertu de leurs responsabilités vis-à-vis des électeurs, en regard des lois de la propriété, de l'humanité, de la justice et en regard de Dieu. »<sup>70</sup> Le gouvernement idéal est libéral, mais sa morale est celle de Dieu, le Dieu de la Bible. Bien que Thoreau soit ouvert à l'aspect moral de toute religion<sup>71</sup>, il fait explicitement référence au judéo-christianisme : « Il y a 1800 ans – je n'ai peut-être pas le droit de le dire – que le Nouveau Testament a été écrit; pourtant, où est le législateur doué d'assez de sagesse et de réalisme pour profiter de la lumière que cet enseignement jette sur la Législation? »<sup>72</sup> En d'autres mots, le gouvernement, pour être juste, ne doit pas seulement être constitutionnel, mais il doit se référer à la morale judéo-chrétienne telle qu'enseignée dans la Bible, une idée qui n'est pas étrangère à l'esprit des premiers contractualistes comme Locke. En effet, pour lui, les bornes de la loi de la nature sont inspirées du cinquième commandement<sup>73</sup> « Tu ne tueras point. » que Dieu donne à Moïse.

---

<sup>68</sup> Il y a 15 références à la Bible. Pour les références à Dieu, voir p. 60, 63, 66, 76, 104; sur la notion de péché, voir p. 70; sur l'Église, voir p. 72, 85, 86; sur le Créateur et la volonté divine, voir p. 98; sur le Christ, voir p. 73, 82, 83; sur la Torah, p. 104 et sur le Nouveau Testament, voir p. 104 dans l'édition de la Presse (1973).

<sup>69</sup> Thoreau, H.D. (1973), *La désobéissance civile*, p. 85

<sup>70</sup> *Ibid*, p. 104

<sup>71</sup> Dans ses lectures et ses écrits, Thoreau s'intéresse à l'aspect moral de plusieurs religions, dont l'hindouisme. Pour plus de détails, voir Gillyboeuf, T. (2012) *Thoreau le célibataire de la nature*, p. 90, 197-198.

<sup>72</sup> Thoreau, H.D. (1973), *La désobéissance civile*, p. 106

<sup>73</sup> Pour la liste des commandements, voir Exode 20, 3-17.

Les liens entre Thoreau et le judéo-christianisme ne s'arrêtent pas à son texte. À la suite de ses études universitaires, il rejoint les transcendentalistes, un mouvement philosophique américain fondé en 1836 par quatre pasteurs<sup>74</sup>, dont Emerson. Leur pensée s'enracine d'abord dans la philosophie transcendantale d'Emmanuel Kant, mais il reste « l'esprit protestant du puritanisme recherchant une nouvelle façon de sortir des formes et du credo qui le comprimaient au lieu de l'exprimer. »<sup>75</sup> Une façon de l'exprimer est de mener une vie en marge de la société en fondant des communautés agricoles. Cette façon de vivre s'inspire des premières communautés chrétiennes et préconise l'autarcie. George Ripley, l'un des quatre fondateurs du mouvement transcendentaliste crée en 1841 (cinq ans avant la publication du livre de Thoreau) la *Brook Farm Institute for Agriculture and Education* où il s'est établi avec une quinzaine de membres. Cette idée de vivre et de faire de l'agriculture le meilleur moyen de subsistance et le mode de vie le plus authentique est, on le sait, une idée chère à Thoreau.

Aux États-Unis, à l'époque des transcendentalistes, l'idée de vivre en communauté autarcique existe depuis longtemps. Elle est pratiquée par un mouvement religieux issu du protestantisme établi au milieu du XVIIe siècle en Pennsylvanie : les quakers ou la Société religieuse des amis. Vivant dans des communautés rurales depuis leur arrivée en Amérique, les quakers défendent l'autarcie comme mode de vie idéal. De plus, ils sont parmi les premiers citoyens à refuser l'esclavage. Leurs valeurs s'enracinent dans le modèle de la vie de Jésus où tous les êtres humains sont semblables. Revenant aux sources de l'enseignement évangélique, les quakers diffusent une interprétation égalitaire du christianisme. Pour eux, chaque individu a une part de divin et doit être protégé en tant que créature divine.<sup>76</sup> Il s'agit ici d'une idée reprise par Emerson dans son premier livre *Nature* publié en 1836 : « Les courants de l'Être universel circulent à travers moi; je suis une partie ou une parcelle de Dieu. »<sup>77</sup> Ce concept, nous le verrons dans la section suivante, est à la base de la pensée politique de Tolstoï.

En plus de revenir aux sources de l'enseignement des Évangiles, l'interprétation quaker de la Bible implique des gestes concrets où aucun compromis n'est accepté. Ils se disent

---

<sup>74</sup> Outre Emerson, les trois autres pasteurs sont George Putnam, George Ripley et Frederick Henry Hedge.

<sup>75</sup> Russel, J. cité dans Gillyboeuf, T. (2012), *Thoreau le célibataire de la nature*, p. 65

<sup>76</sup> Hayes, G. et Ollitrault, S. (2012), *La désobéissance civile*, p. 19

<sup>77</sup> Emerson, R.W. cité dans Gillyboeuf, T. (2012), *Thoreau le célibataire de la nature*, p. 62



porteurs d'un projet de société juste et ils sont prêts à en payer le prix. C'est en 1688 qu'ils commettent leur premier acte de contestation en signant une pétition contre l'esclavage. Ils fondent ensuite la *Pennsylvania Abolition Society* en 1775, et plus tard, ils concrétisent leur opposition en créant les premiers réseaux illégaux d'évasion des Noirs vers le Canada, réseaux auxquels participeront Thoreau et les transcendentalistes. Aussi, les quakers prennent des risques physiques; ils connaissent l'emprisonnement pour non-respect de la législation esclavagiste, parfois la persécution et souvent la relégation sociale.<sup>78</sup> Ils peuvent même être considérés comme les premiers à avoir commis la désobéissance civile, car leurs actes sont illégaux, publics, non violents et consciencieux.<sup>79</sup> Il semble pourtant qu'en s'adressant avant tout aux membres de leur communauté et en n'engageant que ceux-ci, les quakers ne répondent pas exactement au critère de mobilisation évoqué par Bedau et Rawls. Une chose est sûre, cependant, plusieurs de leurs principes se retrouvent dans *Résistance au gouvernement civil*.

Malgré le caractère individuel de son action et sa position nuancée sur la violence, Thoreau montre, après Socrate, que l'acte désobéissance commence avec une objection de conscience. De plus, il défend la position de Locke selon laquelle la véritable démocratie repose sur une vision dynamique de la citoyenneté : en cas d'injustice, les citoyens ont la responsabilité d'exercer leur pouvoir, même s'ils doivent commettre un acte illégal. Il croit aussi au caractère sacré de la vie proclamé par Dieu et incarné par Jésus et les premières communautés chrétiennes qui fait de l'homme un être digne de respect. L'intérêt de sa position est qu'il considère la désobéissance comme un devoir de l'individu basé sur une conception libérale de la politique et une conception judéo-chrétienne de la morale. Cette position sera reprise par trois penseurs de la désobéissance civile: Tolstoï, Gandhi et Luther King.

### **L'apôtre de la non-violence**

Tolstoï, l'écrivain russe connu pour ses œuvres de fiction<sup>80</sup> a aussi écrit plusieurs textes politiques à caractère philosophique et religieux. Son corpus est immense et comprend des

---

<sup>78</sup> Hayes, G. et Ollitrault, S. (2012), *La désobéissance civile*, p. 21

<sup>79</sup> *Ibid*, p. 21

<sup>80</sup> Les deux grandes oeuvres de Tolstoï sont *Guerre et Paix* (1869) et *Anna Karenine* (1877).

centaines de titres qui occupent une vingtaine de volumes dans l'édition russe de ses oeuvres complètes.<sup>81</sup> Pourtant, la plupart de ces textes ne seront pas édités en français pendant un siècle jusqu'au moment où Éric Lozowy les traduit en 2003. Dans *Que devons-nous faire?*, son premier essai d'envergure publié en 1886, Tolstoï tente de définir l'origine de la pauvreté en Russie et de trouver des façons de l'éliminer. Ces idées seront remaniées en 1900 dans le texte intitulé *L'esclavage de notre temps* où il propose comme solution, un véritable programme de désobéissance civile<sup>82</sup>. Le thème de la désobéissance est aussi présent dans plusieurs textes comme *Le royaume de Dieu est en vous* (1893), *Deux guerres* (1898), *Le memento du soldat* et *Le memento de l'officier* publié en 1901, *Fin de siècle* (1905) et *Lettre à un hindou* (1908). Les sources de ces écrits proviennent essentiellement des Évangiles, mais il y a des influences de Jean-Jacques Rousseau, de Pierre Joseph Proudhon et surtout de Thoreau.<sup>83</sup> Tolstoï avouera lui-même l'admiration qu'il éprouve pour Thoreau : « Il a refusé de payer les impôts qu'on exigeait de lui, ne voulant être ni l'aide, ni le complice de cet État qui légitimait l'esclavage. Pour cela, il a été mis en prison. »<sup>84</sup>

Si dans son livre *L'impératif de la désobéissance* Jean-Marie Muller met en lumière la filiation entre les deux écrivains, il existe, pour lui, une grande différence dans leur philosophie politique, car Thoreau défend des idées libérales classiques alors que Tolstoï est profondément chrétien. « En 1894, Tolstoï découvre l'écrit de Thoreau dans une revue anglaise. Bien que Thoreau ne se réfère pas au christianisme, Tolstoï voit dans ses réflexions une confirmation de ses propres idées sur l'incompatibilité du christianisme avec tout service de l'État. »<sup>85</sup> Cet argument pourrait être remis en question. Comme je l'ai montré, il semble au contraire que Thoreau s'est inspiré du christianisme. Les références à la Bible, la fréquentation des transcendentalistes et l'influence des quakers sont essentielles dans sa pensée. De l'autre côté du spectre, Tolstoï a aussi été influencé par le libéralisme puisque certains principes de Rousseau ne lui sont pas étrangers.

---

<sup>81</sup> Lozowy, É. (2003), *Présentation*, dans Léon Tolstoï « Écrits politiques », p. 34

<sup>82</sup> *Ibid*, p. 35

<sup>83</sup> *Ibid*, p. 8

<sup>84</sup> Tolstoï, L. cité dans Muller, J.-M. (2011), *L'impératif de désobéissance*, p. 65

<sup>85</sup> Muller, J.-M. (2011), *L'impératif de désobéissance*, p. 64

Il est vrai qu'après sa conversion de 1879, Tolstoï devient un homme profondément religieux, beaucoup plus que Thoreau. Il trouve la foi en Dieu et voit en Jésus le prophète qui a exprimé la loi de Dieu le plus clairement et le plus simplement possible. C'est alors qu'il commence à contester le clergé et le gouvernement russe dans ses écrits. Selon lui, plusieurs éléments de la religion chrétienne orthodoxe de son époque ne sont plus compatibles avec la vie de Jésus : les rites, les dogmes et les sacrements que chaque croyant doit accomplir durant sa vie sont basés plus sur la superstition que sur les actes du Christ. Il est aussi outré de l'intransigeance des chrétiens envers les croyants des autres confessions et trouve inconcevable que la religion chrétienne qui prêche l'amour du prochain puisse légitimer la guerre et la peine de mort. Il pense que le clergé et les croyants issus de l'aristocratie, dont le tsar, ne vivent plus, dans la Russie de son époque, selon les principes véritables du christianisme.<sup>86</sup> Pour retrouver la bonne voie, Tolstoï a la conviction que les Russes de la classe aisée doivent changer de vie. Il pense alors à une organisation sociale où la discorde, le mensonge et la violence seraient remplacés par l'harmonie, la vérité et l'amour fraternel entre les hommes. La contestation de Tolstoï ne se limite pas simplement à une loi ou à une politique gouvernementale, mais à tous les aspects de la vie de la Russie des tsars. Pour connaître la liberté, les Russes doivent arrêter de coopérer et « s'abstenir de toutes les entreprises, tant celles où les entraîne le gouvernement que celles où les entraînent les révolutionnaires et les libéraux ».<sup>87</sup> Par ses propos qui défient l'autorité, Tolstoï se met dans une position précaire. Comme il est connu et que sa contestation devient publique, il est censuré et finit par être excommunié en 1901, une nouvelle qu'il accepte avec ironie, mais qui cause l'indignation des intellectuels de l'époque.

À partir de ses observations sur la Russie et de sa relecture des Évangiles<sup>88</sup>, Tolstoï élabore une théorie politique de la désobéissance basée sur la non-violence. Il condamne toute forme de violence, que ce soit la guerre, la peine de mort ou l'exploitation des ouvriers et des paysans. Si ce principe de non-violence est évoqué par Thoreau dans *Résistance au*

---

<sup>86</sup> Tolstoï, L. (1939), *Ma confession*, dans « Les pages immortelles de Tolstoï », p. 75-76

<sup>87</sup> Tolstoï, L. (2003), *Fin de siècle*, dans « Écrits politiques », p. 115

<sup>88</sup> En 1880, Tolstoï publie sa *Critique de la théologie dogmatique* et une nouvelle traduction des Évangiles en 1881.

*gouvernement civil* quand il imagine une révolution pacifique<sup>89</sup>, la position de Tolstoï est plus radicale. Dans *Le royaume de Dieu est en vous*, il part du Sermon de la montagne présenté dans *l'Évangile de Matthieu* où Jésus explique qu'il ne faut jamais utiliser la violence pour contrer le mal. « Vous avez appris qu'il a été dit : “Œil pour œil et dent pour dent.” Et moi, je vous dis de ne pas résister au méchant. Au contraire, si quelqu'un vous gifle sur la joue droite, tendez-lui aussi l'autre. »<sup>90</sup> Pour lui, il faut renoncer à toute action violente, directement ou indirectement. Ce principe est présent chez les transcendentalistes américains. « Cet acte de non-résistance, vous l'aurez compris, n'a pas pour argument la pauvreté... Mais, il est fondé sur l'instinct moral qui interdit à tout être moral de participer, de façon active ou permissive, aux principes destructeurs du pouvoir et de la puissance sur la paix et l'amour. »<sup>91</sup> Il s'agit essentiellement d'une position basée sur une conviction qui considère le bien (incarné par Jésus) comme un principe supérieur au mal (incarné par le clergé et le pouvoir politique).

Pour Tolstoï, la non-violence se concrétise par deux grandes idées. Au niveau personnel, cela implique d'aimer son prochain, c'est-à-dire de ne jamais lui faire de mal. D'après ce principe, la guerre est illégitime. S'adressant aux membres de la classe dirigeante russe, Tolstoï écrit : « Et cette loi qui nous a été donnée par Dieu et que vous reconnaissez vous-mêmes – vous qui nous obligez à participer à des meurtres – cette loi interdit clairement non seulement le meurtre, mais aussi toute forme de violence. C'est pourquoi nous ne pouvons pas participer, et que nous ne participerons pas à vos préparatifs au meurtre; nous ne donnerons pas d'argent à cette fin, et nous n'irons pas aux attroupements où vous corrompez la raison et la conscience des hommes, les transformant en des instruments de violence soumis à n'importe quelle personne malfaisante qui en a la responsabilité. »<sup>92</sup> Si Thoreau s'oppose à une guerre au Mexique, Tolstoï s'oppose à la guerre, tout court.

Évidemment, cette interdiction de faire le mal implique, au niveau juridique, une condamnation sans équivoque de la peine de mort. Dans *Je ne peux pas me taire*, un pamphlet

---

<sup>89</sup> Thoreau, H.D. (1973), *La désobéissance civile*, p. 80

<sup>90</sup> Matthieu 5, 38-39. Pour Tolstoï, la non-violence est synonyme de « non-résistance » et « résistance non violente au mal ». On utilise aussi les termes de « résistance passive » ou de « résistance pacifique » comme équivalent.

<sup>91</sup> Lane, C. cité dans Gillyboeuf, T. (2012), *Thoreau le célibataire de la nature*, p.102-103

<sup>92</sup> Tolstoï, L. (2003), *Les deux guerres*, dans « Écrits politiques », p. 54

publié en 1908, Tolstoï demande aux hommes d'arrêter cette action inhumaine : « Frères humains! Réveillez-vous, ressaisissez-vous, prenez conscience de ce que vous faites. Rappelez-vous qui vous êtes. Avant d'être des bourreaux, des généraux, des procureurs, des juges, des premiers ministres, des tsars, vous êtes avant tout, des hommes. »<sup>93</sup> Pour lui, un homme qui inflige la mort à un autre homme commet un acte horrible, et si en plus, il le fait avec l'accord du gouvernement, selon des principes qui visent à rétablir la paix et l'ordre, c'est tout à fait révoltant.

Deuxièmement, l'individu ne doit pas participer au pouvoir du gouvernement sous toutes ses formes, car l'État est une institution qui utilise la violence pour régner. Selon Tolstoï, les lois de l'État russe sont fondées sur le mal. « Nous savons bien comment se confectionnent ces lois. Nous avons été dans les coulisses; nous savons qu'elles sont enfantées par la cupidité, par la fourberie, par la lutte des partis; qu'il n'y a pas et qu'il ne peut y avoir de justice véritable. »<sup>94</sup> Pour lui, l'État, que ce soit avec l'aide des forces policières ou de l'armée, protège les avantages d'une minorité, la classe dirigeante, et bafoue tout mouvement de contestation de son régime. Ici, il fait référence au contexte politique russe fort mouvementé de la fin du XIXe siècle et du début du XXe où les paysans et les ouvriers sont fortement réprimandés pour leurs soulèvements, surtout après la révolution manquée de 1905<sup>95</sup>. En défendant les acquis de la minorité, Tolstoï remarque que le gouvernement crée un clivage politique, économique et social entre l'aristocratie et le peuple qui se retrouve dans l'obligation de les servir par sa force de travail. Il s'en suit un régime où les ouvriers et les paysans sont exploités pour satisfaire les besoins, souvent inutiles, d'une minorité d'hommes. Pour Tolstoï, le bonheur individuel est inséparable de celui d'autrui. Il est impensable que les Russes soient heureux si les ouvriers et les paysans sont traités comme des esclaves. Obéir à l'État revient donc, selon lui, à désobéir à sa conscience. « Mais, il est impossible que le chrétien soit contraint de commettre une action contraire à sa conscience, sous n'importe quelle menace du dehors : là est sa liberté. »<sup>96</sup> Plutôt que de se révolter par la violence contre cet état de fait, Tolstoï recommande au paysan et à l'ouvrier de rester en marge puisque les

---

<sup>93</sup> Tolstoï, L. (2003), *Je ne peux pas me taire*, dans « Écrits politiques », p. 141

<sup>94</sup> Tolstoï, L. (1939), *Le salut est en vous*, dans « Les pages immortelles de Tolstoï », p. 99

<sup>95</sup> Sous les règnes d'Alexandre III (1881-1895) et de Nicolas II (1895-1917), des milliers d'opposants sont arrêtés, déportés ou exécutés.

<sup>96</sup> Tolstoï, L. (1958), *Le royaume de Dieu est en vous*, dans « Tolstoï et Gandhi », p. 95

« tentatives d'éliminer les gouvernements par la violence ont eu pour résultat que de nouveaux gouvernements, souvent plus cruels que ceux qu'ils avaient remplacés, ont été établis à la place des gouvernements renversés. »<sup>97</sup> La solution de Tolstoï est simple : il ne faut pas prendre part aux activités du gouvernement soit comme soldat, maréchal, membre du gouvernement, ministre, gouverneur, percepteur d'impôts, fonctionnaire, témoins, juré ou à toute autre fonction liée à la violence.<sup>98</sup>

Inspiré par Thoreau, Tolstoï encourage aussi les citoyens à refuser de payer les impôts qui servent, selon lui, à maintenir l'injustice. Le citoyen « ne doit pas payer des impôts directs ou indirects au gouvernement et ne doit pas recevoir de l'argent provenant des impôts, que ce soit sous la forme d'appointements, de pensions, de récompenses ou d'autres sources de revenus octroyés par des institutions gouvernementales qui sont soutenues par des impôts perçus sur le peuple par la force. »<sup>99</sup> Par conséquent, il est impensable pour Tolstoï que le citoyen ait recours à l'aide du gouvernement pour protéger sa propriété et ses biens, ou pour assurer sa sécurité ou celle des membres de sa famille. Il va même plus loin en disant que le citoyen « ne peut posséder de la terre ou des produits de son travail ou du travail d'autrui que dans la mesure où ces biens ne sont pas indispensables à d'autres gens. »<sup>100</sup>

Tolstoï croit comme Thoreau qu'il est plus facile pour l'individu de vivre selon sa conscience dans une société où il ne s'implique pas dans les affaires gouvernementales. Cette position le rapproche de sa nature humaine, elle est plus garante de son bonheur, même s'il risque la prison ou la mort. Jésus n'a-t-il pas accepté de se faire crucifier? À l'opposé de Kant qui pense qu'il serait très pernicieux pour un officier de rationaliser sur le bien-fondé ou l'utilité d'un ordre de ses supérieurs<sup>101</sup>, Tolstoï s'adresse aux soldats qu'il encourage à quitter l'armée : « Ainsi, si tu désires vraiment agir selon la volonté de Dieu, tu dois renoncer complètement au titre honteux et impie de soldat, et être prêt à endurer toutes les souffrances qui te seront infligées pour ce geste. »<sup>102</sup> S'il est conscient que ce n'est pas donné à tout le

---

<sup>97</sup> Tolstoï, L. (2003), *L'esclavage de notre temps*, dans « Écrits politiques », p. 67

<sup>98</sup> *Ibid*, p. 75

<sup>99</sup> *Ibid*, p. 75-76

<sup>100</sup> *Ibid*, p. 76

<sup>101</sup> Kant, E. (2008), *Qu'est-ce que les Lumières?*, p. 9

<sup>102</sup> Tolstoï, L. (2003), *Le memento du soldat*, dans « Écrits politiques », p. 96

monde de désobéir au péril de sa vie, Tolstoï veut faire comprendre à chaque individu qu'il en a la possibilité. En réalisant qu'il a la force de subir la violence organisée de l'État, il peut comprendre qu'il a aussi la force de s'y opposer et d'en assumer les conséquences.

Après sa conversion, Tolstoï considère que son devoir d'écrivain est d'éveiller la conscience des gens, pas seulement de les divertir avec des œuvres de fiction. Il affirme d'ailleurs que toutes les grandes révolutions dans la vie des hommes se font avant tout par la pensée.<sup>103</sup> En ce sens, les intellectuels comme lui ont une grande responsabilité : leurs textes doivent servir à éduquer ceux qui n'ont pas pris conscience que leurs agissements se font souvent au détriment d'eux-mêmes et qu'ils nuisent au bien commun en maintenant les acquis de la classe dirigeante. Il ne voit pas le besoin de faire de la politique pour créer un monde meilleur. Tolstoï pense que son engagement à défendre la justice et les laissés-pour-compte est suffisant.

Pour rétablir un monde meilleur, Tolstoï a la conviction que chaque personne peut faire sa part en ayant un meilleur comportement. L'être humain doit se ressaisir et comprendre qu'il a la responsabilité d'être bon s'il veut profiter d'une société qui respecte sa nature. La première chose à faire est de subvenir à ses besoins par son travail. Tolstoï croit que les gens doivent se mobiliser pour fuir les villes afin de vivre à la campagne comme des paysans où il est possible, en cultivant la terre et en élevant des animaux, d'être autosuffisant. Dans *Ma confession* Tolstoï raconte l'origine de cette idée. « Il arriva non seulement que la vie de notre monde, des riches, des savants, me dégoûtât, mais aussi qu'elle perdit tout sens pour moi. Toutes nos actions, nos raisonnements, nos sciences, nos arts, tout cela m'apparut sous un jour nouveau. Je compris que toutes ces choses n'étaient que des passe-temps auxquels il ne fallait pas chercher de sens. Et la vie du peuple travailleur, de toute l'humanité qui soutient la vie, se présenta à moi dans sa vraie signification. Je compris que c'était la vie elle-même et que le sens attribué à cette vie était la vérité. Et je l'acceptai. »<sup>104</sup> En travaillant pour lui-même, et non plus pour un employeur ou pour l'État, en s'appropriant la vie qui lui appartient, Tolstoï croit que l'homme peut arriver à l'essence de la vie, vivre selon sa conscience et être heureux.

---

<sup>103</sup> Lozowy, É. (2003), *Présentation*, dans « Écrits politiques », p. 21

<sup>104</sup> Tolstoï, L. (1939), *Ma confession*, dans « Les pages immortelles de Tolstoï », p. 78

Pour en démontrer l'exemple, il décide de s'habiller, après sa conversion, comme un paysan, de labourer la terre et de vivre le plus simplement possible.

À l'image des quakers et de Thoreau, il cite en modèle la vie des gens qui choisissent de vivre en autarcie. « En Russie, les communes qui se sont installées dans des régions éloignées, où le gouvernement ne peut s'ingérer dans leur vie, organisent elles-mêmes leurs propres collectes, leur propre administration, leur propre justice, leur propre police, et elles prospèrent toujours tant que la violence gouvernementale ne s'ingère pas dans leurs affaires. »<sup>105</sup> Le principe de ces communautés où l'on ne reconnaît pas le droit à la propriété privée, où les gens travaillent pour eux autant que pour les autres membres, est la meilleure façon de créer une prospérité équitable et un ordre social véritable. Malheureusement, nous dit Tolstoï, il arrive toujours que le gouvernement s'en mêle, qu'il invoque le droit de propriété sur ces terres et qu'il installe une lutte pour les reprendre.<sup>106</sup>

Si Tolstoï fait l'éloge de ces communautés, c'est parce qu'il a un point de vue optimiste de l'homme. Comme Locke et Rousseau, il croit que l'homme est naturellement libre et doté d'un amour de soi. Aussi, il est animé d'un sentiment de sympathie naturel envers ses prochains ce qui l'incite à compatir avec la souffrance des autres et de ne pas les dominer ou de les exploiter par la violence. Ce sentiment positif incite l'homme au bien et lui assure sa propre conservation dans la nature. Il n'y a aucune raison de croire, pense-t-il, que les hommes seraient hors d'état de régler leur vie sans une violence organisée. Pour lui, l'homme est un être raisonnable qui peut fonder des rapports et des lois sur la raison, et non pas sur la violence. Mais il partage aussi avec Rousseau cette idée que les hommes, bons à l'état de nature, peuvent être corrompus quand des rapports d'utilités viennent remplacer leur état naturel. Les hommes deviennent alors égoïstes et établissent de nouveaux rapports sur le ressentiment et la jalousie. Ce qui fait dire à Tolstoï que tout gouvernement est suspicieux, car les hommes politiques ne peuvent que se corrompre au contact du pouvoir et devenir des complices de la violence organisés. Il est donc contre les bolcheviques qu'il considère aussi néfastes que le tsar et il prévient ses lecteurs du danger de leur donner le pouvoir. « Il y aura

---

<sup>105</sup> Tolstoï, L. (2003), *L'esclavage de notre temps*, dans « Écrits politiques », p. 62

<sup>106</sup> Plusieurs disciples appliqueront les idées de Tolstoï en créant des communautés autarciques, mais il semble que les problèmes d'organisation mettront fin à ces expériences plus souvent que l'action néfaste du gouvernement.



non seulement encore de l'oppression et de la servitude, mais celles-ci seront encore plus cruelles, car la lutte renforce et produit de nouveaux moyens de coercitions. »<sup>107</sup> En fait, Tolstoï a la conviction que si les hommes écoutent leur conscience, ils seront bons et capables de former un mode de vie harmonieux basé sur l'amour du prochain comme l'a fait Jésus.

Pour permettre à la non-violence d'être effective dans un monde sans guerre, sans peine de mort, sans exploitation des pauvres, un monde où les citoyens vivraient dans des communautés autosuffisantes, Tolstoï est convaincu qu'il ne faut pas seulement changer les lois, mais abolir le gouvernement. Pour lui, les lois sont un ensemble de règles qui constituent une manifestation de la violence organisée de l'État grâce à laquelle certains hommes peuvent dominer d'autres hommes. Elles sont coercitives par nature. Par conséquent, il faut éliminer le système législatif, et pour ce faire, il faut abolir le gouvernement qui le soutient et maintient l'homme dans un état d'esclavage. « L'esclavage des hommes résulte des lois, et les lois sont établies par les gouvernements; conséquemment, le seul moyen de libérer les hommes de l'esclavage est l'élimination des gouvernements. »<sup>108</sup> Sa position est plus radicale que celle de Socrate qui croyait aux lois athéniennes ou de Thoreau qui visait à améliorer le gouvernement démocratique américain.

Cette critique radicale de l'État fait que Tolstoï est souvent considérée comme un penseur anarchique. Il est vrai que, comme Proudhon, il voit dans l'État la source du mal. Tolstoï partage certainement des affinités avec les anarchistes qui rejettent catégoriquement toute forme de gouvernement et qui s'opposent à l'idée marxiste d'une dictature du prolétariat<sup>109</sup>, mais il ne se considère pas comme un anarchiste. Il n'approuve jamais leurs tactiques qu'il qualifie de terroristes. En effet, à cette époque, les anarchistes ont recours à la violence en jetant des bombes sur les hommes politiques. En utilisant la violence, les anarchistes posent des gestes immoraux et même inutiles. « Les rois et les empereurs ont depuis longtemps conçu pour eux-mêmes une organisation semblable à celle d'un fusil à répétition : aussitôt qu'une balle a été tirée, une autre balle apparaît immédiatement à sa place.

---

<sup>107</sup> Tolstoï, L. cité par Lozowy, É. (2003), *Présentation*, dans « Écrits politiques », p. 19

<sup>108</sup> Tolstoï, L. (2003), *L'esclavage de notre temps*, dans « Écrits politiques », p. 67

<sup>109</sup> Lozowy, É. (2003), *Présentation*, dans « Écrits politiques », p. 19

*Le roi est mort, vive le roi!* Alors, pourquoi les tuer? »<sup>110</sup> En fait, l'attentat et le meurtre ne sont que des moyens superficiels pour changer l'ordre établi puisqu'ils n'éliminent pas l'oppression du peuple.

Après un aperçu de la pensée politique de Tolstoï, peut-on dire, comme Lozowy, qu'il existe chez lui « un véritable programme de désobéissance civile »? Tous les éléments de la désobéissance civile sont présents, au moins théoriquement, mais l'aspect révolutionnaire s'en éloigne. Aussi, il faut préciser qu'aucune action concrète ou historique ne répond aux critères de la définition de Bedau et de Rawls. En tant qu'écrivain, il est vrai que Tolstoï éveille la conscience des gens et les éduque à la possibilité d'un monde meilleur, pourtant, il reste en marge de la vie publique, sauf pour quelques actions de charités.<sup>111</sup> Par contre, sur la non-violence Tolstoï est un pionnier. C'est l'élément le plus important qu'il apporte à la désobéissance civile. À la suite de sa conversion de 1879, sa grandeur est d'avoir compris la pertinence de la non-violence comme forme de résistance. En prenant pour modèle la vie de Jésus, il refuse de participer à la guerre, au meurtre, à la peine de mort ou à la violence de l'État. Si les idées politiques de Tolstoï sont rejetées par les anarchistes, les marxistes et les bolcheviques, principaux artisans de la révolution russe de 1917, elles ne seront pas vaines. Mais pour en faire un concept applicable dans une action politique réelle, il faudra attendre l'ascension phénoménale de son plus célèbre disciple : Gandhi, lui qui appellera Tolstoï « le plus grand apôtre de la non-violence »<sup>112</sup> de son époque.

### **La force de la vérité**

Gandhi est sans contredit la figure la plus célèbre de la désobéissance civile. Ses actions retentissantes en Afrique du Sud et en Inde lui donnent une popularité immense et une aura de saint, autant dans son pays natal qu'ailleurs dans le monde. Quatre actions se démarquent et répondent effectivement aux critères de la définition de Bedau et de Rawls : la

---

<sup>110</sup> Tolstoï, L. (2003) *Tu ne tueras point*, dans « Écrits politiques », p. 84

<sup>111</sup> En 1891, Tolstoï est à la tête d'un mouvement collectif organisé pour nourrir les victimes d'une famine, ce qui lui permet de nourrir de 12 000 à 15 000 paysans affamés. Accusé faussement de fomenter une révolte, on veut l'enfermer dans un monastère, mais le tsar s'y oppose, ne voulant pas faire de lui un martyr. En 1899, grâce aux profits de son livre *Résurrection*, il permet à des milliers de doukhobors qui refusent de faire leur service militaire d'émigrer au Canada.

<sup>112</sup> Gandhi, M. (1969), *Tous les hommes sont frères*, p. 292

campagne contre le certificat obligatoire d'identification des Indiens du Transvaal entre 1906 et 1914, la lutte pour les droits des cultivateurs indiens de 1918 et de 1928 et la marche du sel en 1930. Bedau évoque lui-même l'importance de l'apport de Gandhi dans l'introduction de son anthologie sur la désobéissance civile : « Il a réalisé qu'un acte de résistance non violente bien planifié, en conjonction avec d'autres moyens de pression d'ordre moral et politique, pouvait faire avancer la cause du nationalisme indien et mettre le Raja britannique à genoux. » Mais avant d'en arriver là, Gandhi vivra plusieurs « expériences de vérités »<sup>113</sup> qui vont modeler la force de son caractère, ses idées et faire de sa vie un message. Il faut donc rappeler certains faits historiques qui le mèneront à concevoir la désobéissance civile comme un moyen politique efficace. Cette section et celle consacrée à Luther King seront donc plus descriptives, mais je reprendrai les éléments importants de façon conceptuelle dans le chapitre suivant quand il sera question de la pratique de la désobéissance civile en démocratie.

Gandhi est né en Inde dans un milieu hindou traditionnel. Après avoir fait des études de droit en Angleterre, il accepte un contrat d'avocat en Afrique du Sud en 1893 pour régler un conflit commercial qui oppose une compagnie indienne, la Dada Abdullah & Company, à une entreprise rivale. À cette époque, la colonie britannique compte beaucoup d'Indiens victimes de ségrégation raciale malgré le fait qu'ils sont membres de l'Empire britannique et qu'ils peuvent bénéficier de la protection des lois britanniques. Gandhi l'apprend à ses dépens. En 1893, à son arrivée en Afrique, il est jeté hors du train à la gare de Pietermaritzburg parce qu'il refuse de laisser sa place à un Blanc. Durant la première année de son séjour, il expérimente les désagréments de la vie de « coolies »<sup>114</sup> : humiliations, insultes, coup de bâton. Malgré son opposition, Gandhi ne s'en formalise pas. Il se dévoue à son métier d'avocat et considère avec pitié les racistes qui le maltraitent. Quand, en 1894, il gagne sa cause en réglant le problème de la Dada Abdullah & Company, il est heureux et ne semble pas avoir d'ambition politique. « Ma joie était sans bornes. J'avais appris la vraie pratique de la loi. J'avais appris à déceler le bon côté de la nature humaine et à trouver le chemin du cœur. Je me rendais compte que la véritable mission de l'homme de loi était de combler l'abîme entre

---

<sup>113</sup> Pour Gandhi, la vie se définit comme une série d'expériences d'où l'idée d'intituler son autobiographie *Mes expériences de vérité*.

<sup>114</sup> Le mot « coolie » fait référence aux porteurs d'origine asiatique durant l'époque de l'Empire britannique. En Afrique du Sud, à la fin du XIXe siècle, on traitait les hommes de couleurs ainsi, peu importe leur origine ou statut social.

les parties adverses. »<sup>115</sup> Il s'apprête à repartir en Inde pour retrouver sa femme et ses enfants quand il fait volte-face et accepte, à la demande de la communauté indienne, de mener la lutte contre la ségrégation dont elle est victime.

Dans sa biographie de Gandhi, Robert Delière, écrit qu'il est très difficile de comprendre ce qui a pu transformer aussi radicalement le jeune avocat en militant et personnalité publique. À partir de ce moment, en effet, Gandhi commence à se faire connaître des médias : dans ses plaidoiries, par exemple, il défend les Indiens en portant un turban indien malgré l'interdiction de porter un couvre-chef en cour de justice. Pour comprendre ce changement, il faut se pencher sur les lectures de Gandhi. À ce moment-là, il poursuit une quête spirituelle en s'intéressant à toutes les religions. C'est durant cette période qu'il découvre, par l'entremise d'un ami, le *Royaume de Dieu est en vous* de Tolstoï. Dans son *Autobiographie*, Gandhi en fait état : « J'en gardai une impression inoubliable. Devant l'indépendance de pensée, la profondeur des vues morales et le souci de vérité de ce livre, tous ceux que m'avait donnés M. Coates<sup>116</sup> devenaient pâles, insignifiants. »<sup>117</sup> Par la suite, Gandhi se met à étudier très attentivement les écrits de Tolstoï afin d'appliquer son principe de non-violence qu'il identifie à l'*ahisma*<sup>118</sup> de la tradition indienne. « La non-violence telle que Gandhi l'appliquera est grandement inspirée du *Royaume de Dieu est en vous*. Toutes les thèses gandhiennes y sont, dont la principale : si l'on veut que la violence disparaisse de la surface de la terre, il faut d'abord ne pas être violent soi-même. Il faut répondre au mal par le bien, tendre l'autre joue. »<sup>119</sup> En fait, Gandhi est surtout inspiré par les conséquences politiques de la non-violence, soit l'idée qu'il ne faut pas participer à l'état qui est source de violence. À partir de ce principe, il va légitimer plusieurs de ses actions de résistance, en Afrique du Sud comme en Inde.

---

<sup>115</sup> Gandhi, M. (1986), *Autobiographie ou mes expériences de vérité*, p. 169

<sup>116</sup> Coates est un quaker que Gandhi rencontre à Pretoria.

<sup>117</sup> Gandhi, M. (1986), *Autobiographie ou mes expériences de vérité*, p. 173

<sup>118</sup> Gandhi connaît la doctrine jaïniste de l'*ahisma* ou de la non-violence, intimement liée au végétarisme. Pourtant, il ne revendique jamais ses liens avec les jaïns. À son retour en Inde, en 1915, il utilisera le mot *ahisma* pour être compris des Indiens et légitimer son nationalisme.

<sup>119</sup> Stoenescu, R. (2007), *Gandhi, l'exilé volontaire*, p. 82-83

Gandhi est à ce point impressionné par les écrits de Tolstoï<sup>120</sup> qu'il décide, en 1904, de laisser sa vie cossue d'avocat pour aller vivre avec sa famille dans une communauté autarcique.<sup>121</sup> En fait, Gandhi a la conviction que la recherche de la vérité passe par une simplification des moyens d'existence. « Les règles de la communauté étaient strictes et fixées par Gandhi lui-même. Ses membres, les *schemers*, devaient cultiver eux-mêmes un lopin de terre afin de subvenir à leurs besoins. »<sup>122</sup> De plus, comme Tolstoï, Gandhi décide, à partir de cette époque, de prendre ses responsabilités d'intellectuel et de sensibiliser la population sud-africaine à l'injustice en écrivant des textes polémiques pour promouvoir la cause des Indiens.

Dans les dix années suivantes, Gandhi multiplie les moyens de contestation en utilisant la presse pour défendre ses idées avec plus de succès que Tolstoï. Si on censurait Tolstoï, Gandhi agit, lui, en toute légalité. Pétitions, organisation du Congrès indien du Natal, dénonciations publiques de la ségrégation, défense juridique des travailleurs indiens, publication de pamphlets et de lettres à caractère politique, fondation du journal *Indian Opinion*. Il réussit, au cours de ces années, à mobiliser les Indiens, à gagner l'estime de ses ennemis et même à sensibiliser les Anglais de la mère patrie. « En Afrique du Sud, mes adversaires ne m'ont jamais retiré leur confiance personnelle et m'ont même accordé leur amitié. J'ai beau dénoncer la politique britannique, je n'en jouis pas moins de l'affection de milliers d'Anglais. »<sup>123</sup> Pourtant, malgré la popularité grandissante de Gandhi et la reconnaissance de sa lutte, le gouvernement britannique maintient sa politique de coercition envers les Indiens.

Gandhi réalise bien que même si ses moyens ont une certaine influence, les conséquences sont loin de le satisfaire. Tant du côté des Indiens que du gouvernement colonial, les positions se radicalisent. « Jusqu'à l'année 1906, je m'en remettais uniquement au pouvoir de la raison. (...) Mais, je dus convenir que le pouvoir de la raison était devenu inopérant à l'occasion de la situation la plus critique que j'ai rencontrée en Afrique du Sud. (...) L'heure était à la vengeance. On parlait de tout saccager. C'est alors qu'il me fallut

---

<sup>120</sup> En plus de Tolstoï, Gandhi découvre à cette époque *Jusqu'au dernier* (1862) de John Ruskin où l'auteur fait l'éloge de l'autarcie.

<sup>121</sup> Il n'est pas surprenant que Gandhi baptise sa deuxième communauté du nom de « Ferme Tolstoï », en 1910.

<sup>122</sup> Delière, R. (1999), *Gandhi*, p. 28

<sup>123</sup> Gandhi, M. (1969), *Tous les hommes sont frères*, p. 170-171

choisir entre devenir complice de cette violence ou trouver une autre méthode qui permettait de résoudre la crise en faisant l'économie d'un massacre. L'idée me vint alors que nous devrions refuser d'obéir à une législation dégradante et laisser les autorités nous mettre en prison si c'était leur bon vouloir. Cette idée exigeait une mobilisation des esprits aussi forte qu'en temps de guerre. »<sup>124</sup> Cette année-là, le gouvernement du Transvaal fait connaître un nouveau projet de loi ségrégationniste qui obligerait tous les ressortissants asiatiques, dont les Indiens, à se faire connaître des autorités. Selon la loi, ils devraient donner leurs empreintes digitales et obtenir un certificat d'identification comme des détenus de droit commun. En 1906, dans un meeting qui réunit 3000 Indiens, Gandhi incite les Indiens à la contestation, peu importe les conséquences. « Nous irons peut-être en prison où nous serons insultés. Nous serons peut-être châtiés par des gardiens violents. Nous aurons peut-être de lourdes amendes et nos propriétés seront peut-être confisquées... Nous serons peut-être déportés et quelques-uns d'entre nous tomberont malades et certains mourront. »<sup>125</sup> Appelé à Londres pour parler de sa lutte, Gandhi s'adresse aux membres du Parlement. Son objectif est d'empêcher le gouvernement britannique d'entériner la loi ségrégationniste. Il subit un échec, mais il réussit à populariser la cause des Indiens en utilisant habilement les médias, ce qui met un peu plus de pression sur le gouvernement du Transvaal. Pourtant, en juillet 1907, la loi entre en vigueur sous le nom de *Registration Ordinance Act*. Gandhi veut répliquer avec une action retentissante. Mais il a besoin d'un appui philosophique et c'est dans Thoreau qu'il le trouve.

Cette même année, Gandhi lit avec enthousiasme l'essai de Thoreau. Il écrit même dans *Indian Opinion* deux articles qui en font l'éloge. « David Henry Thoreau était un grand écrivain, philosophe, poète, et de plus, un homme d'un esprit très pratique, c'est-à-dire qu'il ne prônait rien qu'il n'était pas prêt à mettre lui-même en pratique. Il était l'un des plus grands hommes que l'Amérique ait produits et l'un de ceux qui avaient le plus grand sens moral. À l'époque du mouvement pour l'abolition de l'esclavage, il a écrit son célèbre essai : *Du devoir*

---

<sup>124</sup> Gandhi, M. (1969), *Tous les hommes sont frères*, p. 161-162

<sup>125</sup> Wolpert, S. (2001), *Gandhi's Passion*, p. 59. J'ai traduit les extraits de ce livre, car il n'y a pas de traduction française.

*de désobéissance civile.* (...) Son essai vaut pour tous les temps. Sa logique est incisive et irréfutable. »<sup>126</sup>

Pour amener sa lutte à un autre niveau, Gandhi intègre les idées de Thoreau à celle de Tolstoï et élabore le concept de *satyagraha*. Un mot sanskrit qui lui permet de mieux se faire comprendre par les Indiens. On pourrait traduire *satyagraha* (du sanskrit *satya* pour vérité et d'*agraha* pour force) par « force de la vérité ». Ce concept est basé sur des principes, des campagnes d'actions menées étapes par étapes et un code de discipline. Les principes sont ceux de *Résistance au gouvernement civil* et du *Royaume de Dieu est en vous*. L'individu peut se rendre coupable du crime de l'obéissance quand il coopère à une loi ou à un gouvernement injuste puisque coopérer, c'est participer à l'injustice. Par conséquent, l'individu doit, pour être juste, opposer sa conscience à l'injustice. Mais il faut qu'il s'oppose de façon non violente. Ainsi, son objection peut rallier les gens et être efficace. « Selon Gandhi, le refus de coopérer avec l'injustice est à la fois une exigence éthique qui oblige l'individu à ne pas être lui-même complice du mal et un principe stratégique qui lui permet de lutter contre l'injustice. »<sup>127</sup>

Chaque campagne de *satyagraha* se fait par étapes. C'est une méthode d'action stratégique qui va de la campagne publicitaire à l'action symbolique, de la négociation à la résistance. Dans tous les cas, la porte est ouverte à un compromis autant qu'à la possibilité de faire de la désobéissance civile. Mais celle-ci, plus radicale, ne se fait pas de n'importe quelle façon. « La désobéissance, pour être civile, doit être sincère, respectueuse, mesurée, et exempte de toute méfiance. Elle doit s'appuyer sur des principes bien établis, ne jamais être soumise au caprice et surtout ne jamais être dictée par la rancune ou la haine. »<sup>128</sup> Même si le concept de *satyagraha* est fortement teinté des idées de Thoreau et de Tolstoï, Gandhi amène quelque chose de nouveau à la résistance : il est conscient de la nécessité d'organiser des campagnes de mobilisation dans les moindres détails et qui peuvent s'échelonner sur plusieurs mois, voire plusieurs années. C'est en créant un mouvement de masse discipliné, bien mené et

---

<sup>126</sup> Gandhi, M. cité dans Muller, J.-M. (2012), *L'impératif de désobéissance*, p. 67

<sup>127</sup> Muller, J.-M. (2011), *L'impératif de la désobéissance*, p. 87

<sup>128</sup> Gandhi, M. (1969), *Tous les hommes sont frères*, p. 174

constant que le *satyagraha* devient un moyen de pression redoutable contre toute forme d'autorité.

Gandhi comprend bien la difficulté d'une telle tâche. Voilà pourquoi il impose un code de discipline à la résistance. Ceux qui participent au *satyagraha* doivent être prêts à souffrir et à se faire arrêter sans jamais manifester de colère. « Tout en m'initiant au *satyagraha*, je me suis aperçu que si on veut atteindre la vérité, il faut détourner son adversaire de l'erreur avec patience et bonté au lieu de recourir à la force. Car ce qui pour l'un fait figure de vérité peut paraître faux aux autres. Par ailleurs, cette œuvre de patience signifie qu'on fait retomber sur soi-même toutes les souffrances nécessaires. Ainsi, la vérité doit se faire connaître non par les souffrances qu'on inflige aux autres, mais par celles que l'on s'impose. »<sup>129</sup> Gandhi demande à ceux qui veulent le suivre de s'engager personnellement dans une quête de la vraie vie au risque de mourir. La notion de martyr est donc très importante pour Gandhi qui a toujours été prêt à mourir pour défendre ses idées. Cette notion de martyr s'enracine aussi dans une foi religieuse semblable à celle qui a animé les quakers et Tolstoï. « Le *satyagraha* repose donc sur la force morale des participants, capables, par leur force intérieure et leur exemple, d'infléchir la volonté de l'ennemi. »<sup>130</sup> Pour assurer cette discipline, Gandhi croit à l'importance du chef. Il est essentiel que chaque action de *satyagraha* soit placée sous sa tutelle. Il exige que l'obéissance à son égard soit totale, sinon le mouvement pourrait dégénérer dans la violence. Cette autorité est également essentielle selon lui, car il ne pense pas que les masses peuvent agir moralement d'elles-mêmes.

Gandhi amorce sa première campagne de *satyagraha* officielle en incitant les Indiens à désobéir à la *Registration Ordinance Act* lors de rassemblements ainsi que dans son journal *Indian Opinion*. Inspiré par leur chef, plusieurs Indiens refusent de s'inscrire et sont arrêtés, y compris Gandhi lui-même, inculpé pour avoir incité à la sédition en janvier 1908. Il passe donc un premier séjour en prison. Il est libéré deux mois plus tard après un compromis avec un ministre du gouvernement, Jan Christian Smuts : si les Indiens acceptent volontairement l'enregistrement volontaire, il annulera la loi.

---

<sup>129</sup> Gandhi, M. (1969), *Tous les hommes sont frères*, p. 157-158

<sup>130</sup> Delière, R. (1999), *Gandhi*, p. 92



Malgré les objections de plusieurs Indiens qui trouvent cette proposition absurde, Gandhi va de l'avant au péril de sa vie. « Alors qu'il se dirigeait vers le bureau de police pour s'y faire enregistrer et laisser ses empreintes digitales, dans le fil des accords passés avec Smuts, Gandhi s'est fait attaquer par un groupe de Patchoums. Le chef des voyous, Mir Alam, l'accusant de trahison, l'a tant boxé que sa victime en a perdu conscience. »<sup>131</sup> De 7000 à 9000 Indiens suivent son exemple. Pourtant, quand Smuts décide de ne pas réaliser sa promesse, Gandhi doit poursuivre sa campagne de *satyagraha* avec un autre moyen.

En août 1908, Gandhi avertit Smuts que s'il n'annule pas la loi, il aura de nouveau recours à la désobéissance civile. Comme le gouvernement reste ferme, plusieurs Indiens décident de brûler leur certificat lors de rassemblements publics organisés par leur chef. Le plus célèbre se tient le 16 août 1908. « Deux mille Indiens, conduits par Gandhi, se sont rassemblés devant la mosquée Hamida. Ils ont jeté leur carte d'identification dans une sorte de chaudron africain large de trois mètres avant d'y mettre le feu. »<sup>132</sup> Gandhi est arrêté, mais il ne perd pas confiance dans la réussite de sa lutte. De sa cellule, il envoie un message à ses partisans en affirmant que la souffrance est la seule solution à leur problème et que la victoire est assurée.<sup>133</sup> À sa sortie de prison, il continue sur sa lancée en affirmant que lui et les 1500 Indiens qui ont été emprisonnés depuis l'entrée en vigueur de la loi doivent être considérés comme les grands gagnants de cette lutte.

En 1909, il se rend encore à Londres, cette fois pour tenter de faire échouer le projet d'union des États d'Afrique du Sud.<sup>134</sup> Il craint que la loi injuste du Transvaal ne s'applique au territoire entier. Peine perdue, il essuie un autre échec. Choqué par la réaction du gouvernement britannique, Gandhi se tourne vers Tolstoï. Il lit à Londres son texte intitulé *Lettre à un hindou*.<sup>135</sup> Comme il veut lui avouer son enthousiasme et le sensibiliser à la lutte des Indiens en Afrique du Sud, il lui écrit une lettre. « Certains de mes amis et moi croyons encore inébranlablement à la doctrine de la non-résistance au mal. J'ai eu le privilège d'étudier

---

<sup>131</sup> Dobson C. et Lapeyre, J. (2004), *Gandhi*, p. 25

<sup>132</sup> *Ibid.*, p. 25

<sup>133</sup> Wolpert, S. (2001), *Gandhi's Passion*, p. 71

<sup>134</sup> Il s'agit d'un projet commun du Transvaal, du Natal, de la colonie du Cap et de l'état libre d'Orange.

<sup>135</sup> Dans ce texte, Tolstoï soutient que l'amour est l'unique moyen pour les Indiens de se libérer de la domination des Britanniques.

vos écrits : ils ont vivement impressionné mon esprit. »<sup>136</sup> Gandhi lui demande, du même coup, s'il peut publier son texte : il est convaincu comme Tolstoï que l'amour est le seul moyen pour libérer le peuple indien de la colonisation. Trop content de diffuser son message, l'écrivain russe accepte : « La traduction et la diffusion de ma lettre ne peuvent que m'être agréables. »<sup>137</sup> De cette correspondance, naîtra, en 1910, le premier ouvrage politique de Gandhi : *Hind Swaraj* qu'on peut traduire par « L'autodétermination indienne »<sup>138</sup>. C'est un texte polémique dans le style des écrits politiques de Tolstoï, une source que Gandhi ne cache pas. « Il a modestement nié l'originalité de son travail remarquable en attribuant son inspiration à Tolstoï qui l'avait beaucoup impressionné par sa vie et son livre *Le royaume de Dieu est en vous* ainsi qu'à Ruskin, Thoreau et Emerson. »<sup>139</sup> Ce livre, qui résume bien ses idées politiques, attaque la civilisation occidentale et condamne la domination coloniale britannique sur les Indiens. Il est aussitôt censuré par les autorités britanniques. Dans une seconde lettre, Gandhi envoie une copie de son livre à Tolstoï qui lui donne encore son appui. « Je viens de recevoir votre lettre et votre livre *Indian Home Rule* : Loi de l'autonomie de l'Inde. J'ai lu votre ouvrage avec un très vif intérêt, car je pense que le problème dont vous traitez dans vos pages – la résistance non violente – est d'une importance capitale, non seulement pour les Indiens, mais pour l'humanité entière. »<sup>140</sup>

Fort de cet appui, Gandhi continue sa lutte en Afrique du Sud plus résolu que jamais. Il lance la troisième étape de sa campagne de *satyagraha* : des marches de solidarité pour défier le gouvernement sud-africain qui vient de proclamer son union et qui interdit aux Indiens le droit de circuler librement sur son territoire. En 1913, Gandhi est arrêté de nouveau parce qu'il fait entrer illégalement 2000 Indiens du Natal dans le Transvaal. Libéré sous caution, il retrouve les marcheurs, ce qui lui vaut d'être incarcéré deux autres fois, la dernière, pour un mois. Pendant son absence, plusieurs marcheurs trouvent la mort quand des soldats leur tirent dessus en invoquant l'autodéfense. En sortant de prison, Gandhi réproouve cette violence par un

---

<sup>136</sup> Gandhi, M., *Correspondance* dans Semenoff, M. (1958), « Tolstoï et Gandhi », p. 29

<sup>137</sup> Tolstoï, L., *Correspondance* dans Semenoff, M. (1958), « Tolstoï et Gandhi », p. 35

<sup>138</sup> Ce livre connu en anglais sous le titre d'*Indian Home Rule* a été traduit en français de plusieurs façons telles que « Loi de l'autonomie de l'Inde », « L'autonomie de l'Inde » ou « Le pouvoir hindou ». Voir Delième, R. (1999), *Gandhi*, p. 31

<sup>139</sup> Wolpert, S. (2001), *Gandhi's Passion*, p. 76

<sup>140</sup> Tolstoï, L., *Correspondance* dans Semenoff, M. (1958), « Tolstoï et Gandhi », p. 41

geste symbolique : il décide de se raser la tête et de s'habiller avec les mêmes vêtements que les victimes, des vêtements de style indien portés par les plus pauvres de la société sud-africaine. Il ne s'habillera plus jamais en costume trois-pièces comme il le faisait depuis qu'il était avocat. En 1914, il réussit à convaincre Smuts de la nécessité de revenir à la table de négociation pour éviter un bain de sang. Après une longue lutte, de 1906 à 1913, des mois de négociation, Smuts s'engage, le 30 juin, à accorder aux Indiens l'abolition de la loi injuste. « Pour Gandhi, tout a marché selon ses plans. Il a même pu jouir d'un bon repos en prison, ce qu'il désirait sans doute. Pour moi, le défenseur de l'ordre, j'étais dans une situation impossible. J'avais à appliquer une loi relativement impopulaire, et par surcroît, j'ai dû subir l'humiliation de devoir l'abolir. »<sup>141</sup>

Évidemment, quand Gandhi revient en Inde, il est accueilli comme un héros. Il fonde tout d'abord un *ashram* dans sa région natale du Gujarat afin de vivre en autarcie. Comme en Afrique du Sud, tous les membres doivent faire vœu de non-violence, de chasteté et de pauvreté. Convaincu par l'efficacité de ses méthodes non violentes, Gandhi s'engage, dès son retour, à soutenir les Indiens dans leur lutte contre les politiques injustes du gouvernement colonial britannique. Ses actions pour défendre les cultivateurs d'indigo et les travailleurs du textile sont un succès, mais elles n'ont rien d'illégal. La première campagne de *satyagraha* où Gandhi a recours à la désobéissance civile a lieu en mars 1918. Dans un rassemblement où sont présentes 5000 personnes dans le district de Kheda, au Gujarat, il encourage les cultivateurs à ne pas payer au gouvernement britannique leur impôt sur leurs revenus agricoles parce que la saison a été difficile et que plusieurs d'entre eux meurent de faim. « Par conséquent, nous soussignés, déclarons solennellement par la présente que, volontairement, nous ne verserons pas au gouvernement la totalité ou le solde de l'impôt pour l'année en cours. Nous laisserons le gouvernement prendre toutes les mesures juridiques qu'il estimera nécessaires et supporterons avec joie les conséquences de notre refus de payer. »<sup>142</sup> Pour convaincre les cultivateurs de ne pas utiliser la violence et d'accepter la conséquence de leur geste, Gandhi fait une tournée des villages. Il enseigne les principes de Tolstoï : « Sans une foi

---

<sup>141</sup> Smutts, J. C. cité dans Muller, J.-M. (2011), *L'impératif de la désobéissance*, p. 86

<sup>142</sup> Gandhi, M. (2007), *Résistance non violente*, p. 320-321

inébranlable en l'amour et la non-violence, nous ne pouvons faire aucun progrès. »<sup>143</sup> Ceux qui suivent les conseils de Gandhi se font confisquer leur propriété et leur terre et plusieurs d'entre eux sont jetés en prison sans répliquer. Le mouvement prend de l'ampleur et attire beaucoup de sympathie, y compris celle du Congrès national indien qui revendique l'indépendance de l'Inde. En juin 1918, quand le gouvernement accepte de ne faire payer que les riches propriétaires comme le demande Gandhi, son autorité morale et politique s'affermir au sein du peuple. On croit qu'il a des pouvoirs extraordinaires. Les nationalistes indiens ne manquent pas de saisir l'occasion et de lui donner une place pour défendre leur cause.

Les nationalistes indiens revendiquaient l'indépendance comme le droit naturel de l'Inde et préconisaient des actions directes qui n'excluaient pas la violence pour la conquérir. Depuis la publication de son livre *Hind Swaraj*, le nationalisme de Gandhi est connu, mais sa position se démarque des autres leaders. Suivant la logique de Tolstoï qui affirme dans *Lettre à un hindou* « que ce ne sont pas les Anglais, mais les hindous qui se sont asservis eux-mêmes »<sup>144</sup>, Gandhi encourage les hindous et les musulmans à se réconcilier puisque leur division profite aux Britanniques qui divisent pour mieux régner. Il essaie de faire comprendre aux Indiens de toutes confessions religieuses que le pouvoir d'un gouvernement ne réside pas dans sa force, mais dans l'obéissance des citoyens. Cette idée qui a été exprimée au XVI<sup>e</sup> siècle par De la Boétie, Gandhi la tient, comme nous l'avons vu, de Thoreau et Tolstoï. « Il a fallu attendre les années 1920 et Gandhi pour qu'un peuple prenne conscience qu'il avait le pouvoir de défier et finalement de défaire la puissance de l'empire qui l'asservissait sans recourir à la violence, mais en refusant simplement d'obéir à ses lois. »<sup>145</sup> Gandhi pense que si les Indiens peuvent se mobiliser et agir de façon non violente contre l'injustice, ils deviendraient pratiquement invincibles. « Une nation de 350 millions de personnes n'a pas besoin du poignard de l'assassin, elle n'a pas besoin de la coupe de poison, elle n'a pas besoin de l'épée, de la lance ou de la balle de fusil. Elle a seulement besoin de vouloir ce qu'elle veut et d'être capable de dire "Non", et cette nation apprend aujourd'hui à dire "Non". »<sup>146</sup>

---

<sup>143</sup> Gandhi M. cité dans Wolpert, S. (2001), *Gandhi's Passion*, p. 96

<sup>144</sup> Tolstoï, L. (2003), *Lettre à un hindou*, dans « Écrits politiques », p. 155

<sup>145</sup> Muller, J.-M. (2011), *L'impératif de la désobéissance*, p. 81

<sup>146</sup> Gandhi M. cité dans Muller, J.-M. (2011), *L'impératif de désobéissance*, p. 87

Pourtant, la seconde campagne de *satyagraha* de Gandhi se solde par un échec. En 1919, quand il appelle les Indiens à désobéir au « Rowlatt Bills » qui restreint les droits civiques des Indiens, la violence éclate et la loi martiale est décrétée. Le 12 avril, 379 Indiens sont tués par des soldats britanniques lors d'une manifestation interdite. Pour éviter l'escalade de la violence, Gandhi est obligé d'avouer son erreur et de mettre fin à sa campagne.

Ce revers ne l'empêche pas d'être élu président de la Ligue indienne pour l'indépendance en 1920 et devenir chef du Congrès national indien en 1921. Comme Gandhi a compris, à travers ses différentes luttes, que copier le système économique occidental ne fait qu'accentuer les inégalités entre riches et pauvres, il propose un modèle économique singulier. Il incite les paysans à faire renaître l'industrie villageoise précoloniale en tissant le coton et en faisant leurs vêtements. Pour montrer sa bonne foi, il change lui-même sa tenue vestimentaire en 1921 pour s'habiller d'un *dhoti* blanc (un pagne en coton tissé de ses propres mains avec l'aide d'un rouet) et d'une paire de sandales.<sup>147</sup> En filant chaque jour une certaine quantité de fil, chacun peut résoudre deux problèmes fondamentaux : d'une part, on favorise la production artisanale au moyen d'une technologie simple, tout en créant de l'emploi; d'autre part, on s'initie au travail manuel qui est source d'épanouissement et de libération.<sup>148</sup>

C'est dans cet état d'esprit teinté d'un anti-occidentalisme certain qu'il lance, en 1920, sa grande campagne de non-participation fortement inspirée des idées de Tolstoï dans *L'esclavage de notre temps*. Le programme de Gandhi est assez exigeant : il s'agit de renoncer à tout contact avec les autorités britanniques, de ne plus assister aux fêtes officielles, de se passer des administrateurs britanniques et des tribunaux, de boycotter tous les biens étrangers et d'encourager l'usage du rouet dans chaque maison.<sup>149</sup> Pour lui, c'est le meilleur moyen d'arriver à l'autonomie. Malheureusement, la campagne tourne mal. Des émeutes éclatent et plusieurs policiers sont tués. Gandhi n'a pas le choix, encore une fois, d'y mettre fin. Peu de temps après, il est arrêté et condamné à six ans de prison. À cause d'une maladie, il est libéré deux ans plus tard. Il essaye de reprendre sa campagne de non-participation, mais, cette fois, personne ne le suit.

---

<sup>147</sup> Sous la pression de Gandhi, les membres du Congrès national indien changent d'apparence et délaissent le costume trois-pièces pour s'habiller à l'indienne.

<sup>148</sup> Delière, R. (1999), *Gandhi*, p. 104

<sup>149</sup> *Ibid.*, p. 48-49

Gandhi s'engage alors à défendre les cultivateurs du Bardoli par une nouvelle campagne de *Satyagraha*, similaire à celle de 1918, où il entérine le recours à la désobéissance civile. Pour Gandhi, cette campagne signifie « simplement le non-paiement d'une portion d'impôt qui, selon les paysans opprimés, leur a été réclamée sans raison valable, injustement. »<sup>150</sup> Le gouvernement utilise des méthodes coercitives pour contraindre la population à payer, comme la saisie de terre, mais devant la fermeté du mouvement de désobéissance civile, il revient sur sa décision. Un accord est conclu en 1928 pour satisfaire les demandes des cultivateurs. Sur cet épisode qui lui redonne de la crédibilité, Gandhi écrit : « Il donne une leçon à la population... et au gouvernement, si ce dernier admet la puissance de la population lorsqu'elle a la vérité dans son camp et qu'elle peut créer une organisation non violente apte à la défendre. (...) L'énergie non violente, correctement accumulée, libère une puissance qui devient irrésistible. »<sup>151</sup>

La même année, lors d'une séance du Congrès national indien à Calcutta, Gandhi envoie un ultimatum aux autorités britanniques : si le statut de dominion (autonomie politique) n'est pas accordé à l'Inde dans un délai deux ans, le Congrès demandera l'indépendance totale et l'obtiendra en lançant une nouvelle campagne de désobéissance civile nationale. Comme les Britanniques refusent de collaborer, le Congrès tient sa promesse et déclare, en 1930, l'Inde indépendante. Le 26 janvier, jour de l'Indépendance, Gandhi fait un discours où il défend le droit des Indiens à être indépendants. « En conséquence, nous croyons que l'Inde doit rompre ses liens avec la Grande-Bretagne et obtenir une complète indépendance (...) Nous considérons que c'est un crime contre l'homme et contre Dieu de se soumettre plus longtemps à un pouvoir qui a causé ce quadruple désastre économique, politique, culturel et spirituel à notre pays. Nous reconnaissons cependant que le moyen le plus efficace pour obtenir notre liberté n'est pas la violence. C'est pourquoi nous voulons nous préparer à renoncer, pour autant que nous le pouvons, à toute association volontaire avec le gouvernement britannique, et nous voulons nous préparer pour la désobéissance civile, y compris le refus de payer des impôts. »<sup>152</sup>

---

<sup>150</sup> Gandhi, M. (2007), *Résistance non violente*, p. 333

<sup>151</sup> *Ibid*, p. 339

<sup>152</sup> Muller, J.-M. (2011), *L'impératif de la désobéissance*, p. 91

Pour concrétiser sa pensée, Gandhi organise sa plus grande campagne de désobéissance civile : le *satyagraha* du sel. À cette époque, le gouvernement britannique détient le monopole de la récolte et de la vente du sel en Inde. Avec l'impôt qu'il amasse sur la vente, il finance et entretient les troupes coloniales. Pour Gandhi, il est impératif de ne pas financer l'armée qui empêche les Indiens de jouir de l'indépendance proclamée. Les Indiens ont donc le devoir de prendre possession du sel qui leur appartient pour ne pas être complice de l'injustice. « En dehors de l'eau, il n'y a pas d'article comme le sel dont l'importance permet à l'État d'atteindre les millions d'affamés, les malades, les infirmes et les pauvres sans aucune ressource. Par conséquent, cet impôt constitue la taxe la plus inhumaine que l'ingéniosité de l'homme puisse imaginer. »<sup>153</sup> Concrètement, Gandhi planifie de se rendre à pied jusqu'à la plage de Dandi, près de Bombay, pour récolter le sel et le vendre illégalement. Il est convaincu que si les Indiens se mobilisent et décident de produire du sel, ils peuvent mettre le gouvernement britannique à genoux.

Le 12 mars 1930, Gandhi quitte son *ashram* avec 79 personnes. À tous les villages, il s'adresse aux gens pour les conscientiser, de sorte que, de jour en jour, le groupe s'élargit. Pendant la durée de la marche, toute la vie politique indienne est centrée sur l'action des marcheurs et les discours de Gandhi. Le 1<sup>er</sup> avril, c'est devant des milliers de personnes à Surat qu'il parle de désobéissance civile. « Quelle action le gouvernement entreprendra-t-il quand les hindous, les musulmans et les parsis refuseront tous de coopérer avec lui? Il ne pourra rien faire. Tous ses membres seront paralysés. De cette manière, l'indépendance sera dans notre poche sans que nous ayons à produire le moindre effort, sans qu'une seule personne doive aller en prison. »<sup>154</sup> Après une marche de 300 km, le groupe arrive à Dandi, le 5 avril. Le lendemain, Gandhi lance l'ordre à 50 000 Indiens de désobéir et de récolter du sel. C'est un acte simple que tout Indien peut accomplir, pauvre ou riche, mais c'est aussi un acte qui comporte sa part de risques. Plusieurs milliers d'Indiens sont arrêtés, y compris Gandhi, le 5 mai. Deux semaines plus tard, des Indiens qui essaient d'entrer à pied dans un dépôt de sel sont battus à mort sans résister. Selon un journaliste de la *United Press* : « Aucun marcheur n'a levé le bras pour se protéger des coups. Ils sont tombés comme des mouches... En deux ou

---

<sup>153</sup> Gandhi M. cité dans Muller, J.-M. (2011), *L'impératif de la désobéissance*, p. 91

<sup>154</sup> Muller, J.-M. (2011), *L'impératif de la désobéissance*, p. 94

trois minutes, le sol s'est rempli de corps. De grandes flaques de sang recouvraient leurs vêtements blancs. Les survivants restaient silencieux dans les rangs et avançaient obstinément jusqu'à ce qu'ils soient frappés... Je ne pouvais voir aucun signe de défaillance ou de peur. »<sup>155</sup> Devant l'ampleur du mouvement de masse, Gandhi est libéré le 26 janvier 1931. Le mois suivant, il est invité à s'entretenir avec le vice-roi des Indes qui accepte de faire des changements : pour que Gandhi mette fin à sa campagne de désobéissance civile, il lui promet l'autonomie de l'Inde dans un pacte signé le 5 mars 1931.

Mais Gandhi n'est pas au bout de ses peines. Pour les nationalistes, l'autonomie n'est pas une solution (ils ne veulent rien de moins que l'indépendance) et la position de Gandhi est gênante. Ils l'écartent progressivement du Congrès jusqu'à sa démission en 1934, et lorsque les Britanniques entrent en guerre contre les Allemands, les Indiens sont divisés sur ce qu'ils doivent faire. Gandhi défend une idée pour le moins controversée : il demande aux Indiens de ne pas collaborer aux efforts de guerre des Alliés et de laisser les Allemands entrer au pays sans leur résister. Les nationalistes trouvent cette position trop naïve et ne peuvent pas l'entériner. Mais lorsque le vice-roi déclare l'Inde en guerre en 1940 sans demander la permission au Congrès, les Indiens n'ont pas le choix de s'unir pour protester. Sous la tutelle de Gandhi, ils participent à une nouvelle campagne de *satyagraha* intitulée « Quittez l'Inde! ». Ils veulent forcer les Britanniques à partir. Malgré les bonnes intentions de Gandhi, la désobéissance civile ne fonctionne pas, car la campagne tourne à la violence : 100 000 arrestations, 1060 manifestants tués, 208 postes de police, 332 gares et 945 bureaux de poste brûlés ainsi que 664 attentats à la bombe.<sup>156</sup> En 1942, Gandhi et les leaders du mouvement nationaliste sont arrêtés avant d'être libérés deux ans plus tard. Si les Indiens parviennent enfin à l'indépendance le 15 août 1947, ce n'est pas de façon pacifique. La guerre éclate entre les musulmans et les hindous qui ont des visions différentes du pays. Ce conflit se solde par la partition de l'Inde en deux pays distincts : le Pakistan (occidental et oriental) et l'Inde. La violence continuera et, comme on le sait, Gandhi sera assassiné en 1948 par un fanatique hindou, Nathuram Godse, en raison de sa complaisance envers les musulmans.

---

<sup>155</sup> Miller, W. cité dans Wolpert, S. (2001), *Gandhi's Passion*, p. 151

<sup>156</sup> Delière, R. (1999), *Gandhi*, p. 67



Après cet aperçu historique, il est possible d'affirmer que les campagnes de désobéissance civile de Gandhi en Afrique du Sud et en Inde sont des événements importants pour le changement des mentalités sur la question de la ségrégation et de la colonisation dans l'empire britannique même s'ils n'ont pas résolu ces problèmes pour de bon. Que ce soit en montrant les effets néfastes du système judiciaire et économique colonial ou en rendant les Indiens indépendants, on peut dire que Gandhi est le premier leader politique à mettre en application les idées exprimées par De la Boétie, Thoreau et Tolstoï. Après lui, plusieurs personnes essayeront de l'imiter et démontreront le caractère universel de la désobéissance civile. La résistance des Danois<sup>157</sup> au nazisme et le combat de Martin Luther King pour les droits civiques l'illustrent parfaitement bien.

### **La lutte pour les droits civiques aux États-Unis**

Le 1er décembre 1955, une jeune couturière noire du nom de Rosa Parks refuse de céder sa place à un Blanc dans un autobus de Montgomery, en Alabama, comme le stipule la loi de l'état.<sup>158</sup> Devant cet acte de désobéissance, le chauffeur contacte les policiers qui arrêtent la jeune femme et l'emprisonne. Scandalisée par cette affaire, JoAnn Robinson, professeure d'anglais dans une université noire<sup>159</sup> demande alors le boycott du réseau d'autobus qui dessert la ville en publiant et distribuant 35 000 tracts avec ses étudiants dès le lendemain. L'appel est aussi lancé dans les églises noires de la ville par les pasteurs des différentes congrégations protestantes qui soutiennent la démarche de Robinson. Le lundi, lors de son procès, Parks est condamnée à une amende de dix dollars et à quatre dollars de frais de service. La communauté noire n'accepte pas la décision et le boycott est maintenu. Le mouvement prend tellement d'ampleur qu'on demande à Luther King, un jeune pasteur noir, d'organiser une campagne nationale de sensibilisation. Son parcours est impressionnant. « Après tout, quand il entre à l'université, il a 15 ans, il obtient son baccalauréat quand il en a

---

<sup>157</sup> Pendant la seconde Guerre mondiale, *La désobéissance civile* de Thoreau sera diffusée au Danemark pour inciter la population à résister aux nazis. Le mouvement aura tellement de succès que les Danois réussiront à contrecarrer les intentions des nazis quant à la déportation des juifs.

<sup>158</sup> Selon la loi, les Noirs peuvent s'asseoir à l'arrière de l'autobus seulement. Dans le centre, ils doivent toujours céder leur place à un blanc et n'ont pas le droit de s'asseoir en avant. Voir Le Héno, V. (2011) dans *La désobéissance : un moteur d'évolution*, p. 56

<sup>159</sup> En 1954, la Cour suprême a déclaré la ségrégation scolaire inconstitutionnelle, mais en 1955, les Noirs du sud des États-Unis sont toujours victimes d'intimidation dans les universités blanches et préfèrent fréquenter les universités noires.

19, devient maître en divinité à 22 ans et décroche son doctorat en théologie à 26 ans. »<sup>160</sup> Pasteur depuis plusieurs années<sup>161</sup>, il est spécialisé en théologie de libération et justice sociale, ce qui fait de lui le candidat idéal pour défendre l'égalité des droits civiques entre les Noirs et des Blancs. De plus, le réseau des églises noires dont il fait partie est un moyen de diffusion efficace de l'information. En effet, les églises peuvent soutenir la lutte par des moyens matériels, soit en finançant des projets ou en rendant disponibles des lieux de rassemblement.

Le geste de Parks ressemble beaucoup à celui de Thoreau, presque cent ans auparavant : il s'agit en effet d'une objection de conscience, ce qui n'échappe pas à Luther King. À Boston, durant ses études de théologie, il a lu Thoreau et cette lecture l'a profondément marqué, comme elle avait marqué avant lui Tolstoï et Gandhi. « Pendant mes années d'étudiants, j'ai lu pour la première fois l'essai de David Henry Thoreau, *La désobéissance civile*. (...) J'ai alors acquis la conviction que le refus de coopérer avec le mal est une obligation morale, tout autant que la coopération avec le bien. »<sup>162</sup> Et ce refus de coopérer, pour être acceptable, doit se faire de façon non violente. Pour Luther King, comme pour Tolstoï, la non-violence est à la base de l'enseignement des Évangiles. Il considère la violence comme un mal qui va à l'encontre du message d'amour de Jésus. Mais, pour contrer le mal par l'amour, il faut des qualités exceptionnelles. Inspiré également par la vie de Gandhi, qu'il découvre aussi dans ses années d'études, Luther King croit que pour faire face à la ségrégation, les Noirs doivent combiner spiritualité et conscience politique en développant leurs forces morales. Faire face à un oppresseur sans résister suppose que l'individu a conscience que sa détermination à prendre sur lui toute la souffrance est moralement supérieure à la violence de son agresseur. Il se trouve que beaucoup de Noirs américains ont développé leurs forces morales à force de subir l'injustice de l'esclavage et de la ségrégation, génération après génération. Ils sont donc prêts à suivre Luther King.

Fier de défendre la cause de Parks et celle des droits civiques contre la ségrégation, Luther King mène les opérations à Montgomery malgré la menace qui pèse sur lui. Durant

---

<sup>160</sup> Jackson, J. et Flowers, G. (2006), *L'héritage du Dr Martin Luther King, Jr.*, dans « Martin Luther King », p. 7

<sup>161</sup> En 1948, Luther King est nommé pasteur à Atlanta, en Georgie, puis à Montgomery, en Alabama en 1954.

<sup>162</sup> Luther King, M. (2000), *Autobiographie*, p. 32

cette campagne, il est emprisonné<sup>163</sup> pour la première fois de sa vie, ce qui le marque profondément. Il réalise en prison à quel point les Noirs sont mal traités. Quelques jours, plus tard, alors qu'il vient d'être libéré, il est la cible d'un attentat lors de l'explosion de sa maison, mais il s'en sort indemne. Luther King s'acharne et durant les mois suivants, le mouvement s'élargit. « Grâce au boycott, les Noirs découvrent avec surprise qu'ils sont capables de s'organiser et de résister sur la durée, ensemble, pour le droit élémentaire de s'asseoir dans un autobus. »<sup>164</sup> Au bord de la faillite, la Montgomery City Lines décide d'interdire la ségrégation dans ses autobus au mois d'avril 1956, mais les policiers, appuyés par le maire de la ville, s'y opposent. Finalement, la Cour suprême des États-Unis se prononce en novembre 1956 : la loi de la ségrégation dans les autobus est anticonstitutionnelle. D'autres villes du Sud comme Atlanta et la Nouvelle-Orléans emboîteront le pas et modifieront leur loi ségrégationniste. Luther King sort vainqueur de ce grand combat et devient la figure spirituelle et politique des Noirs américains.

Luther King se lance alors dans une campagne pour inciter les Noirs à s'inscrire sur la liste électorale. Même si les Noirs avaient le droit de voter depuis l'abolition de l'esclavage dans les états du Sud, ils étaient intimidés par des Blancs chaque fois qu'ils voulaient s'inscrire sur une liste électorale. Malgré son prestige, la campagne de Luther King stagne pendant quelques années. La peur empêche les Noirs de se lancer dans cette cause, mais il est aussi vrai que beaucoup n'en voient pas l'utilité. Ils croient que le changement dans les lois n'améliorera pas leur situation. Par exemple, même si depuis 1954, la ségrégation scolaire est anticonstitutionnelle aux États-Unis, les Noirs ont toujours de la difficulté à inscrire leurs enfants dans des écoles blanches.

Il n'est donc pas surprenant que les actions plus retentissantes des activistes étudiants en faveur de l'égalité des droits retiennent plus l'attention. C'est l'époque des *sit-in* et des *freedom rides*.<sup>165</sup> Le premier *sit-in* se déroule en 1960 lorsque quatre étudiants de Greensboro,

---

<sup>163</sup> Le 26 janvier Luther King est arrêté pour excès de vitesse. Il est envoyé dans une cellule surpeuplée où il réalise la misère dans laquelle vivent les Noirs. Peu de temps après, il est relâché devant la pression des Noirs.

<sup>164</sup> Combesque, M.A., (2004), *Martin Luther King Jr. Un homme et son rêve*, p. 148

<sup>165</sup> L'idée des *freedom rides* est simple : pour voir si la loi contre la ségrégation est appliquée dans les systèmes de transport, des étudiants, Noirs et Blancs, s'assoient n'importe où dans les terminaux et les autobus qui font la liaison entre les états.

en Caroline du Nord, décident de s'asseoir au restaurant du magasin *Woolworth* dans la section réservée aux Blancs. On les ignore pendant une heure, mais comme ils ne sont pas victimes de violence, ils décident de recommencer. Le lendemain, ils sont trente à s'asseoir. La presse s'en mêle et entre « le 3 et le 6 février, de nouveaux comptoirs de restauration sont envahis pacifiquement et spontanément »<sup>166</sup> ce qui incite la population américaine à prendre parti. C'est la naissance de ce moyen de contestation non violent, une idée que va appuyer Luther King et qui l'inspirera dans sa grande campagne de désobéissance civile de 1963.

Cette année-là, un pasteur noir de Birmingham, en Alabama, demande à Luther King d'organiser des actions non violentes dans sa ville où la ségrégation est très forte. Le 3 avril, Luther King publie le *Manifeste de Birmingham* où il exige la fin de la ségrégation dans les snack-bars, les restaurants et les magasins en plus de demander qu'on embauche plus de Noirs dans tous les secteurs de l'activité économique. Pour appuyer son manifeste, il encourage la désobéissance civile. Il prétend que ce recours est dicté par sa conscience : puisque la ségrégation est injuste, le juste doit refuser de collaborer en défiant la loi. Tous les jours, des dizaines de Noirs bloquent l'entrée des grands magasins en organisant des *sit-in* avant d'être arrêtés et jetés en prison pour avoir perturbé la paix. Luther King incite aussi les gens à boycotter tous les lieux qui pratiquent la ségrégation et organise des marches pacifiques dans la ville. Comme la Cour de l'État de l'Alabama lui interdit de participer à des manifestations, on l'arrête le 12 avril, jour du Vendredi saint, à la suite d'une marche au centre-ville. Le 16 avril le journal *Birmingham News* publie une déclaration de huit responsables religieux blancs (quatre évêques, trois pasteurs et un rabbin) qui condamne la désobéissance civile de Luther King. Dans une lettre célèbre qu'il intitule *Lettre de la prison de Birmingham*, Luther King leur répond : « Vous paraissez particulièrement inquiets de notre volonté d'enfreindre les lois. Votre souci est parfaitement justifié. Que nous, défenseurs si vigilants de l'application de la loi de la Cour suprême de 1954 interdisant la ségrégation dans les écoles publiques, nous ayons maintenant la volonté consciente d'enfreindre les lois, cela peut paraître à première vue assez paradoxal. On nous dit : "Comment pouvez-vous concilier l'infraction à certaines lois et l'obéissance à d'autres?" À cela, je répondrai qu'il y a deux sortes de lois : les justes et les

---

<sup>166</sup> Combesque, M.A., (2004), *Martin Luther King Jr. Un homme et son rêve*, p. 200

injustes. »<sup>167</sup> Suivant la logique de Thoreau, cette logique que Gandhi croyait « incisive et irréfutable »<sup>168</sup> Luther King croit que le citoyen a la responsabilité d'obéir aux lois justes et le devoir de désobéir aux lois injustes. Dans ce texte, il essaie de définir ce qu'est une loi juste et injuste. Pour lui, une loi juste respecte chaque citoyen également, peu importe sa couleur, son origine ethnique, son sexe, sa classe sociale et ses allégeances politiques. Si elle permet la ségrégation, elle est injuste, car elle légitime la supériorité d'une personne sur une autre et porte atteinte à la personne considérée comme étant inférieure. Malgré cela, Luther King ne remet pas en question le principe de la loi. Justement, pour montrer la supériorité de la loi sur les caprices des hommes, il est prêt à subir les conséquences de ses gestes en acceptant la prison. C'est pourquoi il précise dans sa lettre que cette lutte doit être pacifique et respecter l'ordre public. « Le mot qui symbolise l'esprit et la force extérieure de notre combat, c'est la non-violence. D'une façon générale, la non-violence dans la lutte pour les droits civiques a consisté dans un refus de s'appuyer sur des armes guerrières. Elle a consisté à refuser l'obéissance à des coutumes et des lois qui sont l'aspect officiel d'un régime de discrimination et de servitude. Elle a pris la forme d'une participation directe des masses à un mouvement de protestation. »<sup>169</sup> De plus, en provoquant un climat social incertain, la violence augmente la peur des Noirs qui finissent par obéir à la ségrégation pour être tranquille. C'est ce que Luther King veut aussi faire prendre conscience aux Noirs. Si la ségrégation existe toujours aux États-Unis, c'est avant tout parce que les Noirs obéissent à la loi. Pourquoi y a-t-il fallu qu'une jeune couturière de Montgomery désobéisse à la loi avant que les Noirs se mobilisent? Parce que des années d'esclavage et d'oppression avaient rendu les Noirs certains de leur infériorité. Même si la Constitution américaine protège tous les citoyens contre la ségrégation raciale, les Noirs n'obtiendront aucun droit s'ils ne se lèvent pas pour les exiger. En acceptant de ne pas résister par la force, de subir les conséquences de ses gestes, Luther King veut montrer à tous les Américains qu'il agit de bonne foi. Son objectif n'est pas d'en retirer un bénéfice personnel, mais bien d'améliorer le sort de milliers d'individus.

Après sa libération, Luther King poursuit sa lutte et encourage tous les étudiants à appuyer les actions de désobéissance civile des Noirs. L'appel est entendu. Bientôt, 2500

---

<sup>167</sup> Luther King, (2012), *Lettre de la prison de Birmingham*, dans « Révolution non violente », p. 114

<sup>168</sup> Gandhi, M. cité dans Muller, J.-M. (2012), *L'impératif de désobéissance*, p. 67

<sup>169</sup> Luther King, M. cité dans Muller, J.-M. (2011) *L'impératif de désobéissance*, p. 118

étudiants sont arrêtés et remplissent les prisons de Birmingham. Devant la brutalité policière qui fait les manchettes, l'opinion publique s'indigne. Le 4 mai, alors que des manifestants se mobilisent pour prier devant la prison de la ville, les policiers refusent d'envoyer leurs chiens sur eux et de commettre des gestes de violence. L'évènement a beaucoup de retentissement. Est-ce que les policiers ont agi par conscience? Ont-ils compris qu'agresser une personne non violente dégrade leur geste et montre à toute la nation le mal de leur comportement? Peu importe, l'important est que les manifestants réussissent, ce jour-là, à faire apparaître la force de la vérité, si chère à Gandhi.

La situation prend tellement d'importance que le ministre de la Justice de l'époque, Robert Kennedy, envoie un médiateur en Alabama pour entamer des discussions avec les commerçants blancs à propos des revendications des Noirs. Pendant les pourparlers, des milliers de Noirs envahissent les rues de Birmingham de façon pacifique. Devant le nombre imposant des manifestants, les commerçants finissent par accepter les revendications des Noirs plutôt que se retrouver en faillite. Le 10 mai, Luther King déclare la bonne nouvelle : « J'ai le plaisir de vous annoncer, cet après-midi, que nous avons obtenu des engagements selon lesquels les murs de la ségrégation vont crouler à Birmingham, et qu'ils vont crouler sous peu. Mais ne vous y trompez pas. Ces murs ne sont pas en train de crouler par le simple fait qu'ils croulent. Ils sont en train de se briser et de s'effondrer parce que, dans votre communauté, des gens ont eu la volonté de se dresser pour la liberté et d'aller en prison pour cette liberté, en nombre plus élevé que dans toute autre ville et à toute autre époque sur le territoire des États-Unis d'Amérique. »<sup>170</sup>

Pourtant, dans la nuit du 11 mai, de violentes émeutes éclatent, perpétrées par des Blancs qui sont en désaccord avec l'entente des commerçants. Ils font exploser l'hôtel où King séjourne. Heureusement, il est à Atlanta avec sa famille. La gravité des événements le force à revenir à Birmingham pour demander l'arrêt des hostilités. C'est alors que le président John F. Kennedy intervient : il déploie 3000 soldats pour maintenir la paix. Puisqu'il considère l'entente valide, il ne veut pas prendre le risque que la violence la rende nulle. Le 20 mai 1963,

---

<sup>170</sup> Luther King, M. (2000), *Autobiographie*, p. 261

la Cour suprême de l'Alabama déclare inconstitutionnelle la ségrégation dans les commerces de la ville.

Pour King, la partie est loin d'être gagnée. À moins d'une action du gouvernement fédéral pour appuyer la cause des droits civiques, la ségrégation continuera. Dans le but de faire pression sur le nouveau président, Lyndon Johnson, il organise une marche qui attire 250 000 personnes, Noirs et Blancs, à Washington. C'est à cette occasion qu'il prononce, le 28 août 1963, son fameux discours intitulé *I have a dream*, un discours historique qui résume toutes les grandes idées de King. Il commence en évoquant cette idée : malgré les avancées pour la reconnaissance des droits civiques des Noirs, la situation reste critique. « Mais cent ans ont passé [depuis l'abolition de l'esclavage] et le Noir n'est pas encore libre. Cent ans ont passé et l'existence du Noir est toujours tristement entravée par les liens de la ségrégation, les chaînes de la discrimination. (...) Cent ans ont passé et le Noir languit toujours dans les marges de la société américaine et se trouve en exil dans son propre pays. »<sup>171</sup> Après avoir insisté sur la nécessité de résister de façon non violente, il évoque son rêve le plus cher : « Je rêve qu'un jour notre pays se lèvera et vivra pleinement la véritable réalité de son credo : "Nous tenons ces vérités pour évidente par elles-mêmes que tous les hommes sont créés égaux." »<sup>172</sup> Concrètement, les leaders noirs veulent une loi fédérale sur les droits civiques, des écoles mixtes, la fin de l'intimidation pour s'inscrire sur les listes électorales, un programme d'emploi public, un salaire minimum et un collège de juristes fédéraux pour surveiller les discriminations à l'emploi. La loi sur les droits civiques est signée en 1964 et protégera l'égalité entre les races. Cette décision est suivie par la loi de 1965 qui permettra aux Noirs de s'inscrire aux listes électorales sans avoir à y subir d'intimidation et à répondre à un test de connaissance. À la suite de ces succès, Luther King croit que les Noirs « ont découvert que les coups de matraque, les piques électrifiés destinés au bétail et utilisés contre les manifestants ou les coups de poing font moins de mal que les cicatrices de la soumission. Et les ségrégationnistes ont appris grâce aux manifestations que les Noirs, dressés à avoir peur, peuvent aussi apprendre à ne pas avoir peur. »<sup>173</sup> Mais il semble que cette victoire n'ait pas

---

<sup>171</sup> Luther King, M. (1987), *Je fais un rêve*, p. 62-63

<sup>172</sup> *Ibid.*, p. 67

<sup>173</sup> Luther King, M. (2000), *Autobiographie*, p. 296

mis fin à la violence puisque le 4 avril 1968, Luther King est assassiné à Memphis alors qu'il appuie la grève des éboueurs noirs pour l'augmentation de leur salaire.

On peut dire sans se tromper que le boycott des autobus de Montgomery et la campagne de Birmingham sont des événements importants dans le changement des mentalités aux États-Unis quant aux droits civiques, au même titre que l'abolition de l'esclavage. Si le premier événement ne constitue pas un acte de désobéissance civile, car le boycott n'est pas illégal, il se situe quand même dans la lignée des actions de non-participation de Tolstoï et de Gandhi. Par contre, en répondant à tous les critères de la définition, la campagne de Birmingham est sans contredit un exemple de désobéissance civile.

L'influence des idées de Thoreau et Tolstoï sur Gandhi et Luther King m'a permis d'évoquer une certaine filiation historique. Pour eux, comme pour Socrate, l'obligation d'obéir à la loi n'exclut pas, dans certaines conditions, le devoir de désobéir à des motions, des décisions politiques ou des lois injustes. De l'objection de conscience d'un seul homme à la désobéissance civile d'une nation<sup>174</sup>, cette analyse a montré que l'évolution de ce mouvement de contestation, ancré dans le libéralisme classique et la morale judéo-chrétienne, est redevable à ces quatre auteurs. C'est grâce aux campagnes de Gandhi et de Luther King que la désobéissance civile est devenue un moyen de pression politique efficace. En effet, ils ont réussi à améliorer le sort de milliers d'individus et à changer les mentalités par rapport à la colonisation et à la ségrégation, surtout en raison de l'importance qu'ils ont accordée à la non-violence. « La non-violence est le moyen le plus inoffensif et le plus efficace pour faire valoir les droits politiques et économiques de tous ceux qui sont opprimés et exploités. La non-violence n'est pas une vertu monacale destinée à procurer la paix intérieure et à garantir le salut individuel. C'est une règle de conduite nécessaire pour vivre en société, car elle assure le respect de la dignité humaine et permet de faire avancer la cause de la paix, selon les vœux les plus chers de l'humanité. »<sup>175</sup> Pourtant, malgré l'efficacité de la désobéissance civile, c'est seulement en 1971 avec la publication de *Théorie de la Justice* de Rawls qu'un philosophe s'y attardera sérieusement.

---

<sup>174</sup> Cela ne veut pas dire que l'un entraîne nécessairement l'autre, mais ils sont liés par des principes importants.

<sup>175</sup> Gandhi, M. (1969), *Tous les hommes sont frères*, p. 162



### **Chapitre 3 : Pratique de la désobéissance civile en démocratie**

Dans ce dernier chapitre, je ferai donc appel au travail de Rawls. À partir de la définition de Bedau et des événements historiques que nous avons vus au chapitre précédent, Rawls élabore une conception originale de la désobéissance civile. Je reprendrai la thèse qu'il conçoit dans un article intitulé *Désobéissance civile* en 1966 et reprise avec de nombreux ajouts dans son essai *Théorie de la justice*. On dit de Rawls qu'il est l'un des plus grands philosophes contemporains. Selon Michel Seymour, « il ne serait pas exagéré de dire que Rawls a transformé de fond en comble la philosophie politique au XXe siècle. »<sup>176</sup> Comme il est le premier philosophe à intégrer la désobéissance civile dans un système philosophique, son point de vue est tout à fait pertinent pour mon étude.

Nous verrons que pour Rawls, la désobéissance civile est légitime en démocratie quand le gouvernement commet une injustice majeure et évidente. Ensuite, j'énumérerai les trois conditions qu'il avance pour la justifier avant de faire un retour sur les grandes stratégies utilisées par Gandhi et Luther King. Enfin, je démontrerai que le rôle de la désobéissance civile est d'être garante de la démocratie, ce qui implique que malgré les risques encourus, elle doit être tolérée.

### **La question de la désobéissance en démocratie selon Rawls**

Rawls inclut la désobéissance civile dans le chapitre 6 de *Théorie de la justice* intitulé « Devoir et obligation ». Dans une société juste, le premier devoir d'un citoyen est d'obéir aux lois puisqu'il évolue dans un cadre constitutionnel respecté où le gouvernement s'efforce d'appliquer les deux principes de justice fondamentaux à ses yeux, à savoir le principe d'égalité et celui de la distribution équitable des biens.<sup>177</sup> À l'inverse, dans une société où le régime politique est corrompu, il est légitime de désobéir, car en suivant le principe de Locke, un gouvernement qui ne remplit pas son mandat de protéger les droits et libertés des citoyens par un système de justice se discrédite lui-même et n'a plus aucune raison de se faire obéir. En

---

<sup>176</sup> Seymour, M. (2013), *Une idée de l'université*, p. 19

<sup>177</sup> Rawls présente ses deux principes de justice dans le chapitre 2 de *Théorie de la justice*. « En premier lieu : chaque personne doit avoir un droit égal au système le plus étendu de libertés de base égales pour tous qui soit compatible avec le même système pour les autres. En second lieu : les inégalités sociales et économiques doivent être organisées de façon à ce que, à la fois, (a) l'on puisse raisonnablement s'attendre à ce qu'elles soient à l'avantage de chacun et (b) qu'elles soient attachées à des positions et à des fonctions ouvertes à tous. » Voir p. 91

d'autres mots, s'il est évident que l'on puisse désobéir à un gouvernement corrompu, c'est tout à fait questionnable dans un système où le gouvernement est responsable comme c'est le cas en démocratie.

Pour Rawls, la démocratie est le meilleur régime politique puisque c'est dans ce régime que ses deux principes de justice ont les meilleures chances de fonctionner. « J'ai admis qu'une certaine forme de gouvernement par la majorité était justifiée comme étant le meilleur disponible pour assurer une législation juste et efficace. »<sup>178</sup>. Toutefois, cela n'implique pas que la justice soit profitable pour tous les citoyens. Il peut arriver, dans certains cas particuliers, que des lois paraissent injustes à une minorité, tout en respectant les deux principes de justice pour le reste des citoyens.

Pour expliquer cette position, Rawls fait une distinction entre une théorie idéale et non idéale de la justice. Dans le modèle idéal de la justice, les individus obéissent aux lois parce qu'ils sont citoyens d'un régime qui leur garantit la justice. Nul besoin de contester ou de désobéir puisque les citoyens vivent tous dans des conditions favorables. Ainsi, ils collaborent entre eux en suivant des règles morales qui leur permettent de s'épanouir pleinement en tant qu'individu. Il n'y a pas d'injustice, de crime ou de guerre pour déstabiliser la paix sociale. Par contre, il en va tout autrement dans une société réelle qui est toujours régit par une théorie non idéale de la justice, c'est-à-dire une théorie appliquée par un régime qui ne peut prétendre à la perfection en raison des limites naturelles de l'être humain. Selon Rawls, les citoyens d'une démocratie évoluent toujours dans un système qui n'est pas parfait, un système qu'il qualifie de *presque* juste<sup>179</sup>. Même si la démocratie est basée sur une constitution qui prend en considération les aspirations générales des citoyens, il n'y a aucun gouvernement capable de garantir une application parfaite de la justice, car la majorité de la population n'est jamais sa totalité. Dans cette situation, Rawls pense que les citoyens mécontents doivent, malgré tout, obéir pour respecter le principe de la majorité qu'ils endossent en votant. « C'est pourquoi nous avons le devoir naturel de civilité de ne pas invoquer trop rapidement les défauts des organisations sociales comme excuse pour ne pas y obéir et de ne pas exploiter les mailles

---

<sup>178</sup> Rawls, J. (1987), *Théorie de la justice*, p. 397

<sup>179</sup> Il s'agit d'un régime constitutionnel viable qui respecte plus ou moins les principes de justice et où le système social est bien ordonné. Voir Rawls, J. (1987), *Théorie de la justice*, p. 394

inévitablement trop lâches des règles afin de favoriser nos intérêts. »<sup>180</sup> Rawls pense qu'il est nécessaire d'obéir aux lois dans presque tous les cas, même si elles sont injustes, car l'obéissance est la condition nécessaire au fonctionnement du système démocratique. Ce qui n'empêche pas la contestation. Mais, pour contester une loi, les citoyens doivent tout d'abord utiliser les moyens légaux mis à leur disposition. En théorie, les injustices devraient ainsi être réparties de façon plus ou moins égale à long terme pour assurer une société viable.

Rawls pose cependant des limites à ce devoir d'obéissance. « Quand la structure de base d'une société est suffisamment juste, dans les limites du contexte prévalant, nous devons reconnaître comme obligatoires des lois injustes, à condition qu'elles ne dépassent pas un certain degré d'injustice. »<sup>181</sup> C'est seulement lorsque les lois dépassent un certain degré d'injustice que la question de la désobéissance devient pertinente en démocratie. Cette question est pertinente parce qu'elle « implique une réflexion sur la nature et les limites du gouvernement par la majorité; c'est pour cela que le problème de la désobéissance civile est un test crucial pour toute théorie du fondement moral de la démocratie. »<sup>182</sup> Ce qui ne veut pas dire pour autant que Rawls légitime automatiquement la désobéissance aux lois injustes. La désobéissance est fonction de l'injustice des lois et des institutions. Pour lui, les lois et les institutions ne sont pas injustes au même degré. Quand l'injustice est majeure et évidente, alors désobéir devient légitime, dans la mesure où les moyens légaux ne sont pas abandonnés.

Mais comment définir le degré d'une injustice? À partir de quand une loi devient-elle trop injuste, si elle repose sur un système législatif constitutionnel et promulgué par un gouvernement élu démocratiquement? Pour Bedau, cela « revient à poser la question à savoir si la violation de la loi peut être cohérente avec le respect du pouvoir de la majorité dans une constitution qui protège les droits des minorités. »<sup>183</sup> Premièrement, ce n'est pas parce qu'un régime est démocratique en théorie qu'il l'est réellement. Un gouvernement peut être élu par une majorité avec des élections frauduleuses. Et même avec des élections convenables, il est toujours possible qu'un gouvernement élu agisse injustement pendant qu'il est au pouvoir. Il peut utiliser le pouvoir pour préserver ses acquis en faisant des lois qui négligent pendant

---

<sup>180</sup> Rawls, J. (1987), *Théorie de la justice*, p. 396

<sup>181</sup> *Ibid.*, p. 392

<sup>182</sup> *Ibid.*, p. 404

<sup>183</sup> Bedau, H. A. (1991), *Civil disobedience in focus*, p. 11

plusieurs années des citoyens qui ont utilisé sans succès tous les moyens légaux pour changer la situation. Quand le gouvernement ne respecte pas les principes constitutionnels qu'il défend, il est légitime de désobéir pour forcer le gouvernement à obéir à la démocratie qu'il doit représenter.

Le devoir des citoyens ne se limite donc pas à l'obéissance aux lois. Ils ont aussi le devoir de faire respecter les principes de la constitution. Ils peuvent contester en utilisant des moyens légaux ou illégaux, dépendant du contexte. C'est pourquoi la désobéissance civile n'est pas exclue pour Rawls dans un système démocratique. Elle est donc légitime quand le gouvernement commet une injustice majeure et évidente. Le concept de désobéissance rawlsien a donc une certaine affinité avec celui de ses prédécesseurs puisqu'il s'agit pour le citoyen de s'opposer au manquement d'un gouvernement.

### **Les trois conditions pour justifier la désobéissance civile**

Le fait que la désobéissance civile soit un devoir des citoyens qui agissent avec conscience pour faire respecter les principes de la constitution n'implique pas que cette action soit sans conditions. Rawls croit au contraire qu'elle doit être limitée. En d'autres mots, l'utilisation de la désobéissance civile doit être raisonnable, et pour l'être, elle doit respecter trois conditions fondamentales.

Premièrement, l'injustice doit être reconnue par tous. L'action illégale doit être symbolique et assez évidente pour que tous les citoyens comprennent sa raison d'être sans grandes explications. Si la désobéissance civile est un acte politique qui s'adresse au sens de la justice de la majorité, elle ne peut être utilisée que dans les cas d'injustice évidente. « C'est pourquoi il est souhaitable de limiter la désobéissance civile aux infractions graves au premier principe de la justice, le principe de la liberté égale pour tous, et aux violations flagrantes de la seconde partie du second principe, le principe de la juste égalité des chances. »<sup>184</sup> Pour illustrer son propos, Rawls utilise l'exemple du droit de vote. Il est clair qu'empêcher un citoyen adulte ou une minorité de voter dans un pays démocratique serait un cas d'injustice manifeste où la désobéissance civile pourrait s'appliquer puisque le principe d'égalité n'est pas respecté. Ici,

---

<sup>184</sup> Rawls, J. (1987), *Théorie de la justice*, p. 412

on peut penser aux campagnes de Martin Luther King, dans les années cinquante et soixante, pour inciter les Noirs à s'inscrire sur la liste d'inscriptions électorale. Nous avons vu que même si les Noirs en avaient le droit, ils étaient victimes d'intimidations assez fortes pour ne pas utiliser ce droit. Voilà pourquoi, en 1965, la loi qui a interdit cette forme d'intimidation a été entérinée par le gouvernement américain et acceptée par la population en général : elle faisait l'objet d'un consensus assez large. En général, on peut dire que le combat de Luther King pour les droits civiques était une lutte pour que les Noirs et les Blancs aient la même liberté et qu'ils puissent participer également au système démocratique américain. Rawls semble d'ailleurs avoir la ségrégation des Noirs en tête lorsqu'il affirme que « la violation du principe de la liberté égale pour tous est le motif le plus valable de désobéissance civile; ce principe définit le statut commun des droits civiques égaux pour tous dans un régime constitutionnel et se trouve à la base de l'ordre politique. »<sup>185</sup>

Il y a pour Rawls une seconde condition tout aussi importante pour les acteurs de la désobéissance civile : l'apathie du gouvernement. Il est possible que la contestation légale d'une injustice n'ait eu aucun impact sur le gouvernement. « Ainsi, par exemple, les partis politiques existants sont restés indifférents aux revendications de la minorité ou bien n'ont montré aucun désir de les prendre en considération. Tous les efforts pour faire abroger les lois ont été ignorés et les protestations et les manifestations légales n'ont eu aucun succès. »<sup>186</sup> Dans ce cas, même si l'injustice en question n'est pas aussi flagrante que l'interdiction du droit de vote ou son empêchement par l'intimidation, la désobéissance civile peut être nécessaire comme dernier recours. Pourtant, cela ne doit pas empêcher les citoyens d'avoir aussi recours à des moyens légaux en parallèle. Ceux qui contestent doivent utiliser tous les moyens légaux autant que la désobéissance civile quand un gouvernement est apathique. Ici, on peut invoquer en exemple la campagne de Gandhi en Afrique du Sud quand il a utilisé des actions légales et illégales pour abolir la ségrégation envers les Indiens.

Il peut arriver que malgré une injustice flagrante ou la présence d'un gouvernement apathique, la retenue soit préférable à la désobéissance civile. C'est ce que Rawls nomme sa troisième condition. Il fait ici allusion à une situation politique où plusieurs minorités seraient

---

<sup>185</sup> Rawls, J. (1987), *Théorie de la justice*, p. 412

<sup>186</sup> *Ibid*, p. 413

dans un état déplorable et revendiqueraient que justice soit faite. Même dans le cas où ces minorités pourraient avoir recours à la désobéissance civile, il serait plus prudent pour eux de s'abstenir de ce devoir pour ne pas perturber la paix sociale. « Mais il est concevable, même si c'est peu probable, que plusieurs groupes aient des raisons aussi fondées (au sens que nous avons défini) de recourir à la désobéissance civile, mais que, si tous agissaient ainsi, cela entraînerait des désordres considérables, risquant de nuire au fonctionnement d'une juste constitution. »<sup>187</sup> Rawls insiste sur cette limite ultime de la désobéissance civile : elle ne peut pas constituer une menace pour les lois qui garantissent la sécurité des citoyens dans un régime démocratique. Dans ce cas, le lien de confiance entre les acteurs de la désobéissance civile et les citoyens se briserait. C'est pour cette raison que la désobéissance civile ne doit pas être surutilisée. Dans ce cas particulier, Rawls pense qu'il faut trouver une autre solution. « La situation idéale, sur le plan théorique, consisterait dans une collaboration politique des minorités afin de limiter le niveau global de contestation. »<sup>188</sup> Cela nous démontre que le droit à la contestation ou le devoir de la désobéissance civile a des limites : si tous les citoyens pratiquaient ce droit ou ce devoir en même temps, il deviendrait nuisible.

Pour respecter ces trois conditions, il est donc primordial que l'action de désobéissance civile soit bien planifiée comme l'ont si bien démontré Gandhi et Luther King. « Ainsi, l'exercice de ce droit devrait, comme tout autre droit, être planifié rationnellement afin qu'il serve nos objectifs ou les objectifs de ceux que nous voulons aider. »<sup>189</sup>

### **Les stratégies de la désobéissance civile**

Dans *Théorie de la justice*, Rawls n'élabore pas sur la question des stratégies et des tactiques de la désobéissance civile. Entre la section sur sa justification et celle sur son rôle<sup>190</sup>, il se contente de dire qu'elles dépendent des circonstances. Néanmoins, pour l'objectif de ce mémoire, je crois qu'il est important de s'y arrêter. Premièrement, on y retrouve les éléments de la définition énoncés au chapitre 1; deuxièmement, elles peuvent très bien être illustrées par les campagnes de Gandhi et de Luther King décrites dans le second chapitre de ce mémoire.

---

<sup>187</sup> Rawls, J. (1987), *Théorie de la justice*, p. 414

<sup>188</sup> *Ibid.*, p. 414

<sup>189</sup> *Ibid.*, p. 414

<sup>190</sup> *Ibid.*, p. 416

Les cinq stratégies que j'ai retenues sont les suivantes : la non-participation, la publicité, la non-violence, la mobilisation et l'acceptation de la répression.

La première stratégie est le principe de non-participation. Comme le fait remarquer De la Boétie dans son *Discours de la servitude volontaire*, les citoyens d'un État (qu'il soit de droit ou non) ont tendance à coopérer au pouvoir, même lorsque le gouvernement agit de façon injuste. En général, cette situation s'explique parce que les citoyens préfèrent se résigner plutôt que d'organiser une contestation efficace. En d'autres mots, l'obéissance est une position plus facile que la désobéissance. Elle comporte moins de risque sur l'individu. Mais, nous l'avons vu dans l'objection de conscience de Socrate et de Thoreau ainsi que dans les écrits de Tolstoï, Gandhi et Luther King, les hommes qui collaborent à une injustice deviennent eux-mêmes des acteurs de cette injustice. Ils deviennent responsables d'une situation qui les désavantage. « Les opprimés se trouvent ainsi enfermés dans un processus de "victimisation" qui les fait regarder leur oppression comme une fatalité devant laquelle ils seraient totalement impuissants. Le premier acte de résistance est de refuser cette victimisation, d'opposer à l'injustice un "non" qui défie la fatalité. »<sup>191</sup> Quand il est appliqué à la sphère politique, ce « non » prend la forme de la non-participation. Il s'agit de ne plus collaborer avec le gouvernement pour tenter d'affaiblir son pouvoir. Cette stratégie incite les citoyens à retirer leur soutien au gouvernement, dans un cadre précis. Quand cette stratégie fonctionne, elle établit un nouveau rapport de force qui peut tourner à l'avantage des contestataires. Pensons aux campagnes victorieuses de Gandhi pour les droits des cultivateurs indiens en 1918 et 1928. Pour Rawls, la non-participation doit commencer par des moyens légaux. Ceux qui contestent doivent premièrement agir légalement. Ils montrent ainsi au public leur bonne volonté et leur confiance aux institutions. C'est seulement lorsque que les moyens légaux n'arrivent à aucun résultat que la non-participation devient illégale en prenant la forme d'une campagne de désobéissance civile. Il s'agit donc d'un moyen de dernier recours, sans toutefois être révolutionnaire, car ceux qui désobéissent ne veulent pas la chute du système politique, simplement le changement d'une loi injuste.

---

<sup>191</sup> Muller, J.-M. (2011), *L'impératif de désobéissance*, p. 198



Comme je l'ai montré dans la première partie de ce texte, la désobéissance civile doit évidemment être connue du public et du gouvernement pour différencier les contestataires des criminels. Il s'agit de la seconde stratégie que Rawls nomme la publicité. Pourtant, Kimberley Brownlee fait la remarque suivante dans son article sur la désobéissance civile : « Si une personne publicise son intention de désobéir à la loi, elle donne à ses opposants politiques et aux autorités légales l'opportunité de contrer ses efforts pour communiquer. Pour cette raison, un acte de désobéissance dissimulé est quelquefois préférable aux actions annoncées publiquement. »<sup>192</sup> Gandhi a toujours rejeté cette option. Il tenait à envoyer un ultimatum au gouvernement pour en venir à un accord négocié avant de commencer une campagne de désobéissance civile. L'avantage de l'ultimatum est qu'il permet aux contestataires de conscientiser la population à l'injustice et de se donner du temps pour préparer leur campagne. C'est que la désobéissance civile, comme Rawls le démontre par ses trois conditions, doit se baser sur une analyse rigoureuse de la situation. Il ne s'agit pas simplement de dénoncer l'injustice, mais d'en donner des preuves évidentes afin de légitimer l'action ou les actions illégales. De plus, il est important pour ceux qui désobéissent de bien connaître leur adversaire et d'exploiter leur faiblesse pour réussir à l'affaiblir. Cela leur permet d'établir un objectif clair et possible. Un objectif irréaliste peut se retourner contre les contestataires et leur faire subir un échec. Pour cette raison, il faut se limiter à une injustice précise et essayer d'y mettre fin. Gandhi comprenait bien cette exigence quand il a organisé la marche du sel qui visait à sensibiliser la population indienne et le gouvernement britannique à une loi qui empêchait les Indiens de tirer profit de l'exploitation du sel, une ressource qui leur appartenait.

La non-violence est la troisième stratégie de la désobéissance civile. Pour respecter les droits et libertés de l'ensemble des citoyens ainsi que les institutions, les contestataires doivent agir de façon pacifique. L'histoire nous montre que cet aspect est extrêmement difficile à maintenir dans une action politique où la population est invitée à participer parce que la désobéissance civile a le désavantage d'attirer des factions plus radicales qui s'en servent pour utiliser des méthodes violentes. J'ai expliqué, dans la première partie de ce texte, que la violence discrédite la désobéissance civile. En commettant des actes violents, les contestataires

---

<sup>192</sup> Brownlee, K. (2013), *Civil Disobedience*, [en ligne], dans [plato.stanford.edu/entries/civil-disobedience](http://plato.stanford.edu/entries/civil-disobedience). Comme il n'existe aucune traduction française de cet article, j'ai traduit les extraits tirés de ce texte dans ce mémoire.

donnent au pouvoir la légitimité d'utiliser la force contre eux et mettent en danger l'ordre public et les institutions. Pour Muller, « lorsque quelques milliers de personnes défilent pacifiquement dans les rues d'une ville, il suffit que quelques dizaines d'individus brisent les vitrines des magasins pour que tous les manifestants soient considérés comme des casseurs, justifiant par là la répression policière mise en œuvre sous prétexte de “rétablissement de l'ordre”. »<sup>193</sup> Pour conjurer ce problème, ceux qui organisent une campagne de désobéissance civile doivent afficher clairement leur stratégie non violente et inciter tous les participants à y adhérer de façon catégorique. Il va sans dire que la préparation psychologique et la force morale des participants sont nécessaires au bon fonctionnement d'une action illégale non violente et garantissent son succès. Cela n'a pas échappé à Gandhi, ni à Luther King qui incitait les dissidents à trouver cette force morale dans la spiritualité chrétienne inspirée des Évangiles.

Organiser la mobilisation est une autre stratégie capitale pour les acteurs de la désobéissance civile. C'est une stratégie qui s'appuie grandement sur la publicité afin de réunir le plus d'individus possible autour d'une même cause. En fait, il est nécessaire d'éviter la division qui affaiblirait une campagne de désobéissance civile et mettrait en péril le succès d'une action ou d'une série d'actions illégales. Selon Gandhi, cette cohésion était possible seulement grâce à la suprématie d'un chef charismatique et respecté par la population, c'est-à-dire lui-même. Si Luther King était d'accord avec ce principe, il n'a jamais hésité à déléguer ses responsabilités à d'autres leaders noirs pour bénéficier de l'appui de groupes locaux (souvent religieux) répartis à travers les États-Unis dans le but de transmettre son message et d'organiser ses campagnes. Dans les deux cas, il s'agissait d'organiseurs hors pair qui ont su tirer profit du nombre pour défendre leurs causes.

En fait, ce que ces deux hommes nous enseignent par leur pouvoir de mobilisation, c'est que pour donner au nombre une cohésion, il faut utiliser la parole comme une arme de persuasion. Il ne s'agit pas ici d'être machiavélique ou de manipuler l'opinion publique. C'est justement contre cette façon de faire, propre au pouvoir, qu'il faut s'élever. Dans une campagne de désobéissance civile, les paroles utilisées doivent toujours être franches et

---

<sup>193</sup> Muller, J.-M. (2011), *L'impératif de désobéissance*, p. 201

respectueuses. Il n'y a ni chantage, ni menace. En ce sens, la prise de parole ne sert pas à discréditer le gouvernement, mais plutôt à asseoir la crédibilité des contestataires par la publicisation de convictions raisonnables.

Il est aussi crucial pour ceux qui pratiquent la désobéissance civile de sensibiliser les citoyens que de les impliquer dans la lutte parce que pour renverser le pouvoir de force entre le gouvernement et les contestataires, leur contribution est nécessaire. La force de l'opinion publique doit être le pilier sur lequel s'appuient les acteurs de la désobéissance civile pour faire sur le gouvernement une pression assez forte qui l'oblige à revoir sa stratégie et à négocier. J'ai démontré, dans la deuxième partie de ce texte, que les victoires de Gandhi et de Luther King tenaient de cet appui qu'ils ont su canaliser pour arriver à leurs fins. La grande nouveauté de Gandhi est d'avoir utilisé les médias avec brio pour mobiliser les gens, une idée qui a inspiré Luther King à agir de même. « Les désobéisseurs doivent donc veiller tout particulièrement à s'attacher la compréhension et la bienveillance des journalistes. Dans leur souci d'interpeller l'opinion publique, les désobéisseurs sont tout naturellement amenés à rechercher la publicité, à faire parler d'eux. »<sup>194</sup> Il faut spécifier néanmoins que c'est la cause qui doit être mise de l'avant et non pas le charisme du ou des leaders, ce qui change une campagne de désobéissance civile en spectacle et lui enlève son caractère constructif. L'élaboration et la publicisation d'un programme constructif servent à gagner la confiance des citoyens. Ceux-ci doivent avoir confiance que l'aboutissement de leur participation à une campagne de désobéissance civile peut devenir une victoire, à la fois symbolique et réelle, pour l'ensemble de la société.

Les citoyens doivent aussi avoir confiance parce qu'ils sont conscients que de désobéir à une loi n'est pas sans risques. Surtout que devant la répression, Thoreau, Tolstoï, Gandhi et Luther King demandent à tous de s'abstenir de résister. Il s'agit ici de l'ultime stratégie de la désobéissance civile et la plus difficile, car elle implique la souffrance. En agissant ainsi, les contestataires peuvent utiliser la répression pour légitimer leur position et augmenter la sympathie de la population à leur égard. En tout temps, Gandhi est resté maître du jeu quand on l'a brutalisé et arrêté. Il a toujours accepté les sanctions à son égard, ce qui ne manquait

---

<sup>194</sup> Muller, J.-M. (2011), *L'impératif de la désobéissance*, p. 205

jamais de marquer positivement l'opinion publique. De plus, il comprenait qu'une audience au tribunal était un excellent moyen pour publiciser sa cause. Plutôt que de s'en laisser imposer, de se comporter en victime, il tentait de rallier ses juges à son point de vue en utilisant des arguments rigoureux. Il reconnaissait sa responsabilité dans les faits, il reconnaissait qu'il avait agi illégalement, mais il ne se considérait pas coupable. C'est le pouvoir qui était coupable d'avoir agi injustement à l'insu du peuple. Son innocence le mettait dans une position de force et il en profitait pour accuser ses détracteurs. En d'autres mots, il voulait faire comprendre à ses juges qu'il était plus juste que la loi elle-même et qu'un changement s'imposait. Martin Luther King a aussi exploité cette stratégie quand il enjoignait les Noirs à se faire arrêter en grand nombre pour envahir les prisons américaines. Il prétendait même que si des milliers de citoyens se retrouvaient en prison au nom d'une cause juste, ils devenaient plus forts que le gouvernement, ce que l'histoire de la lutte pour les droits civiques aux États-Unis a prouvé.

### **La désobéissance civile garante de la démocratie**

Après avoir vu la légitimité et la justification de la désobéissance civile en démocratie ainsi que les stratégies adéquates à utiliser, je vais maintenant aborder son rôle. Comme nous l'avons vu au début de ce chapitre, Rawls ne prétend pas que la démocratie soit un régime parfait. Même s'il en admet la primauté sur les autres régimes politiques, il est conscient que des gouvernements peuvent commettre des injustices majeures et évidentes ou rester apathiques face aux revendications d'un ou de plusieurs groupes donnés. Dans ce cas, la désobéissance civile doit faire appel à la population pour rétablir la justice. « Quand les lois et les programmes s'écartent des critères publiquement reconnus, il est possible de faire appel, dans une certaine mesure, au sens de la justice de la société. »<sup>195</sup> À l'instar de Locke et Thoreau, Rawls reconnaît donc la souveraineté du peuple : il est capable de reconnaître le juste et l'injuste. Cela implique qu'il y ait un consensus entre les individus sur une conception de la justice et que ce consensus doit être exprimé dans la constitution d'un État. Ainsi, la désobéissance civile « tente de formuler les conditions dans lesquelles on peut contester une autorité démocratique légitime de façon qui, tout en étant clairement contraire à la loi, exprime

---

<sup>195</sup> Rawls, J. (1987), *Théorie de la justice*, p. 393

néanmoins une fidélité à cette loi et fait appel aux principes politiques fondamentaux d'un régime démocratique. »<sup>196</sup> Même si les acteurs de la désobéissance civile commettent des actes illégaux, ils doivent donc rester fidèles à l'esprit des lois telles qu'établies dans la constitution pour faire appel à la population. En ce sens, la désobéissance civile concerne tous les citoyens, pas seulement ceux qui contestent, puisque c'est la justice et le régime démocratique qui sont en cause. « En résistant à l'injustice dans les limites de la fidélité de la loi, elle sert à empêcher les manquements vis-à-vis de la justice et à les corriger s'il en produit. Que les citoyens soient prêts à recourir à la désobéissance civile justifiée conduit à stabiliser une société bien ordonnée, ou presque juste. »<sup>197</sup> Le rôle de la désobéissance civile est donc de maintenir et d'améliorer les institutions démocratiques afin de permettre à la société de s'approcher du modèle idéal de la justice.

Si Rawls est conscient que de faire appel à une conception commune de la justice peut être idéaliste en raison des factions qui existent dans toutes sociétés démocratiques, il pense qu'une constitution bien faite est toujours garante d'une majorité et que son poids dépasse les différends qui existent entre les conceptions de la justice. Ce qu'a besoin la désobéissance civile pour jouer son rôle est un consensus large et non pas unanime, comme c'est le cas lors des élections. En effet, un gouvernement est responsable dans la mesure où il est élu par une majorité qu'il représente adéquatement, de la même façon que ceux qui pratiquent la désobéissance civile ont besoin de l'appui de la majorité pour agir efficacement. Dans une société divisée où la coopération entre les individus se trouvent à l'intérieur de groupes ou de factions qui s'opposent, la désobéissance civile ne peut pas jouer son rôle.

Selon cette perspective, le problème de la décision d'utiliser la désobéissance civile se pose. En effet, comme les contestataires ne jouissent pas des résultats d'un scrutin pour prouver qu'ils ont l'appui de la majorité, à partir de quel moment la désobéissance civile a-t-elle un rôle à jouer? Et qui a le droit de décider? Pour Rawls, c'est aux citoyens de répondre à ce problème. « Pour agir de manière autonome et responsable, un citoyen doit prendre conscience des principes politiques qui sont à la base de la constitution et qui en guident l'interprétation. Il doit essayer d'évaluer comment ces principes devraient être appliqués dans

---

<sup>196</sup> Rawls, J. (1987), *Théorie de la justice*, p. 425

<sup>197</sup> *Ibid*, p. 423

le contexte actuel. Si, après mûre réflexion, il arrive à la conclusion que la désobéissance civile est justifiée et se conduit en conséquence, il agit en accord avec sa conscience. »<sup>198</sup> Ce sont donc les citoyens qui sont ultimement responsables de l'usage de la désobéissance civile parce qu'ils ont la capacité morale de le faire.

Tant que les acteurs de la désobéissance civile évoluent illégalement au sein de la démocratie en respectant l'esprit des lois, il n'y a pas de danger que la société sombre dans le chaos. Ce qui ne veut pas dire qu'il n'y a pas de risques. « Premièrement, la désobéissance civile peut être une force qui divise la société. Deuxièmement, comme la désobéissance civile est par définition publique, elle peut amener les gens à penser que la désobéissance est un recours justifiable pour changer la loi ou une politique gouvernementale. Troisièmement, la désobéissance civile peut encourager un irrespect général de la loi, particulièrement quand celle-ci est perçue comme étant indulgente envers certaines infractions. »<sup>199</sup> Et que dire de la violence? La vie de Gandhi et de Luther King nous montre à quel point la désobéissance civile peut être risquée à utiliser. Gandhi a dû annuler plusieurs fois des campagnes de désobéissance civile à cause de la violence qu'elle engendrait, autant de la part des manifestants que des forces de l'ordre. Malgré toutes les préparations et les précautions, l'histoire nous prouve que la tentative de recourir à la désobéissance civile peut se terminer dans un bain de sang. Mais, pour Rawls, dans ces cas extrêmes, la responsabilité en revient au gouvernement qui utilise les institutions pour maintenir certains citoyens dans une situation injuste, des citoyens qui n'avaient pas d'autres choix que d'utiliser le dernier recours de la désobéissance civile pour se faire entendre. « Car, employer l'appareil coercitif de l'État pour maintenir des institutions manifestement injustes est, en lui-même, un usage illégitime de la force auquel les hommes ont le droit de résister à un moment donné. »<sup>200</sup> Ici, la paix sociale n'est plus la responsabilité de ceux qui contestent, mais du gouvernement qui incite indirectement à la résistance par ses abus de pouvoir.

Malgré les risques évidents de désobéir à la loi, la désobéissance civile doit être tolérée par la loi. Pour Rawls, les « tribunaux devraient tenir compte, dans le cas d'actes de protestation,

---

<sup>198</sup> Rawls, J. (1987), *Théorie de la justice*, p. 429

<sup>199</sup> Browlee, K. (2013), *Civil Disobedience*, [en ligne], [plato.stanford.edu/entries/civil-disobedience](http://plato.stanford.edu/entries/civil-disobedience)

<sup>200</sup> Rawls, J. (1987), *Théorie de la justice*, p. 430

du fait qu'il s'agit de désobéissance civile et qu'elle peut être justifiée (ou semble l'être) par les principes politiques qui sont à la base de la constitution; ils devraient pour ces raisons réduire et, dans certains cas, suspendre la sanction légale. »<sup>201</sup> En somme, il ne fait aucun doute que la désobéissance civile peut être légitime et justifiée dans un système démocratique même si elle est illégale, car en protégeant et en améliorant les institutions, elle est garante de la démocratie. Dans certains cas particuliers, elle est donc préférable à l'obéissance passive telle qu'énoncer par Hobbes qui peut, au contraire, rendre la démocratie moins juste en donnant libre cours à des lois ou des politiques qui vont à l'encontre de la constitution.

Il y a même des cas où la désobéissance civile peut être trop modérée, c'est-à-dire quand le gouvernement utilise des méthodes répressives inacceptables dans un état de droit.<sup>202</sup> Bien qu'il n'élabore pas ce sujet, Rawls semble faire allusion au principe d'autodéfense lockéen qui n'exclut pas la violence. « Or, dans certaines circonstances, l'action militante et d'autres types de résistance sont certainement justifiés. »<sup>203</sup> En bref, on peut dire que les moyens de contestation répondent à une forme de hiérarchie : en premier lieu, la contestation légale, en second lieu la désobéissance civile et finalement, la contestation violente dans les cas où la démocratie même est menacée.

---

<sup>201</sup> Rawls, J. (1987), *Théorie de la justice*, p. 426

<sup>202</sup> *Ibid*, p. 413

<sup>203</sup> *Ibid*, p. 407

## Conclusion

Dans les trois chapitres de ce mémoire, j'ai démontré que la désobéissance civile est par définition conforme à la justice, qu'elle a été bénéfique historiquement et qu'elle est nécessaire en démocratie. Dans le premier chapitre, nous avons vu qu'il existait chez Socrate un concept de désobéissance injustifiée à la loi et un concept de désobéissance justifiée. La désobéissance est acceptable seulement lorsqu'elle est conforme à la justice. Cette position est à la base de la définition de la désobéissance civile élaborée par Bedau et reprise par Rawls dans *Théorie de la justice* et elle se retrouve chez les grands penseurs de ce concept. Même si elle est illégale, la désobéissance civile est conforme à la justice puisqu'en étant publique, non-violente et consciencieuse, elle est fidèle à l'esprit des lois. Par son caractère mobilisateur, elle se différencie néanmoins de l'objection de conscience qui est une forme de contestation personnelle.

Dans le deuxième chapitre, j'ai montré que la désobéissance civile est un phénomène récent dans l'histoire occidentale issu de la filiation entre quatre auteurs. C'est un concept qui a évolué au XIXe et XXe siècle avant de connaître la popularité qu'il a aujourd'hui. Le point de départ de cette forme de contestation se trouve dans l'objection de conscience de Thoreau et les écrits politiques de Tolstoï. Pour être en accord avec sa conscience, Thoreau considérait qu'il avait le devoir de ne pas participer à une loi injuste tout en défendant la justice et les principes démocratiques de la Constitution américaine. Quant à Tolstoï, son importance est d'avoir compris la pertinence de la non-violence comme forme de résistance. En prenant pour modèle la vie de Jésus, il s'est opposé, dans ses écrits, à la guerre, au meurtre, à la peine de mort ou à la violence de l'État en refusant d'y participer.

Nous avons vu que Gandhi est le premier à faire de la désobéissance civile un moyen de contestation réel et efficace en appliquant les idées exprimées dans les essais de Thoreau et Tolstoï. De 1906 à 1930, Gandhi a réussi à faire plier le gouvernement britannique sur la question de la ségrégation en Afrique du Sud et sur celle de l'indépendance économique et politique des Indiens dans son pays natal grâce à son utilisation des médias et son pouvoir de mobiliser les gens. Ces stratégies ont été reprises par Luther King dans sa lutte pour l'égalité



entre les Noirs et les Blancs aux États-Unis qui s'est soldée, en 1964, par la loi sur les droits civiques et en 1965 par la loi sur l'inscription des citoyens aux listes électorales.

Historiquement, il y a donc une filiation évidente qui va de Thoreau à Luther King, en passant par Tolstoï et Gandhi sur la question de la désobéissance civile. En définitive, j'ai invoqué, dans ce chapitre, l'argument historique pour appuyer la désobéissance civile. Si les actions de Gandhi ont prouvé que la désobéissance civile a été importante pour le changement de mentalité dans le régime parlementaire britannique, celles de Luther King l'ont prouvé dans le système républicain américain, les deux grands modèles de démocratie en Occident.

Enfin, dans le troisième chapitre, j'ai évoqué l'analyse de Rawls selon laquelle la désobéissance civile est légitime en démocratie quand le gouvernement commet une injustice majeure et évidente. Mais cela n'implique pas que la désobéissance civile soit sans conditions. Rawls pense au contraire qu'elle doit être limitée pour être justifiée. Premièrement, l'injustice commise par le gouvernement doit menacer l'application de l'un ou des deux principes de justice. Deuxièmement, les moyens légaux doivent avoir été utilisés et jugés inefficaces par l'apathie du gouvernement. Enfin, la désobéissance civile ne doit pas être surutilisée et devenir une menace pour la paix sociale.

Les stratégies de la désobéissance civile dépendent, selon Rawls, du contexte, mais par l'exemple de Gandhi et de Luther King, il est possible d'en répertorier cinq, tous aussi fondamentales les unes des autres : la non-participation, la publicité, la non-violence, la mobilisation et l'acceptation de la répression.

Enfin, Rawls prétend que la désobéissance civile doit faire appel à la population pour rétablir la justice. Tout en préconisant des actions illégales, ceux qui pratiquent la désobéissance civile doivent donc rester fidèles à l'esprit des lois. Il pense que le rôle la désobéissance civile est donc de maintenir et d'améliorer les institutions démocratiques, ce qui permet à la société de se rapprocher du modèle idéal de justice. Même si elle comporte des risques par son caractère illégal, la désobéissance civile doit être tolérée par la loi, car elle est garante de la démocratie.

Pour finir, d'après cette analyse qui démontre l'aspect positif de la désobéissance civile, devrait-on changer son statut de devoir pour en faire un droit dans les sociétés démocratiques, de façon à rendre légal ce type de contestation? Cette question tout à fait pertinente et complexe pourrait être le sujet d'un autre texte.

## Épilogue

En décembre 2010, Mohamed Bouazizi, un jeune musulman de 28 ans, s'est immolé devant la mairie de son village natal pour protester contre les injustices perpétrées par le gouvernement tunisien. Son geste a déclenché en Tunisie la révolution des Jasmins et le départ de son président<sup>204</sup> avant de provoquer la chute du gouvernement de Hosni Moubarak en Égypte. Ces événements, qualifiés de printemps arabe, ont eu des répercussions partout dans le monde, y compris au Québec lors de la grève des étudiants que certains ont nommé *printemps érable*. Depuis 1999, date du sommet du G7 à Seattle, les gouvernements sont de plus en plus contestés par des gestes de désobéissance similaires. Selon Noam Chomsky, le sommet de Seattle « a reflété un sentiment très répandu, assez clair depuis des années, qui se développe avec intensité sur une grande partie de la planète : l'opposition à la mondialisation imposée par les grandes entreprises, sous la conduite des États-Unis au premier chef, mais avec la participation des autres pays industriels. »<sup>205</sup> Cette opposition n'est pas un caprice. Si le monde a été sensible au geste de Bouazizi, c'est justement parce que le pouvoir, qu'il soit à Tunis, au Caire ou à Washington écrase la dignité de millions d'individus et annihile leurs droits et libertés fondamentaux.

La résistance à l'État a existé de tout temps, mais il semble que depuis le sommet de Seattle et la naissance du mouvement des indignés d'*Occupy*, la désobéissance civile est devenue le moyen de contestation par excellence. L'une des raisons de cette popularité est sans doute l'accès privilégié à l'information que procure l'utilisation des médias sociaux. Les acteurs de la désobéissance civile ont maintenant la possibilité de publiciser leur cause avec plus d'efficacité, de conscientiser la population à l'injustice et de se mobiliser rapidement. Grâce au progrès technologique qui leur a donné un nouveau moyen d'agir, les citoyens de plusieurs pays ont repris confiance en leur capacité de changer les choses. Ils ont redécouvert cette idée De la Boétie qui affirme que le pouvoir réel ne tient qu'à leur obéissance et qu'ils en sont responsables.

---

<sup>204</sup> Il s'agit de Zine el-Abidine Ben Ali qui a été élu régulièrement de 1987 à sa destitution.

<sup>205</sup> Chomsky, N. (2001), *De la propagande*, Paris, Fayard, p. 185

Aujourd'hui, les contestataires se battent contre les répercussions du néolibéralisme dominant qui entraîne une *oligarchisation* du pouvoir. « Les gens s'opposent à la vive attaque que subissent les droits démocratiques, et la liberté de choix, ils s'opposent à ce que tout soit soumis aux intérêts catégoriels, au profit maximal et à la domination d'un tout petit milieu sur l'ensemble de la population. »<sup>206</sup> La conscience de cette injustice, elle est maintenant sur les lèvres des altermondialistes comme sur celles des écologistes, des étudiants et des citoyens. Au Québec, les étudiants sont descendus dans la rue pour protester contre un gouvernement qui s'éloignait, selon eux, du modèle québécois social-démocrate. En haussant les frais de scolarité (avec l'approbation des recteurs) de 75% en cinq ans, le Parti libéral du Québec est allé à l'encontre du Rapport Parent (qui recommandait la gratuité scolaire à l'université) et du modèle québécois où les droits de scolarité sont accessibles à tous. « Les étudiants ont eu l'impression d'être victimes d'une injustice. Tandis que le gouvernement investissait des sommes astronomiques dans le Plan Nord, annonçait une réduction d'impôts de 950 millions de dollars en faveur des plus riches de la société et une augmentation de 6% des salaires des médecins spécialistes et omnipraticiens en 2011, il choisissait par ailleurs d'augmenter la taxe santé, la taxe de vente du Québec (TVQ), les tarifs d'hydroélectricité et les droits de scolarité. »<sup>207</sup>

Dans ce contexte, il semble que les étudiants ont eu raison de lancer une grève générale illimitée. Était-ce illégal? Avec l'entrée en vigueur de la loi 12 adoptée le 18 mai 2012, la *Loi permettant aux étudiants de recevoir l'enseignement dispensé par les établissements de niveau postsecondaire qu'ils fréquentent*, qui niait le droit de grève aux étudiants et encadrait le droit de manifester, c'était bel et bien illégal.<sup>208</sup> La grève a été largement publicisée et non violente, à l'exception de gestes isolés par des individus plus radicaux. Elle a également été consciencieuse, car elle a permis aux étudiants de sensibiliser la population québécoise aux abus du gouvernement libéral, de les mobiliser et donner une tribune à leurs représentants pour proposer des solutions louables. Enfin, comme les manifestants ont accepté d'en payer les frais (3 400 personnes ont été arrêtées durant cette période), il s'agit d'une réelle campagne de désobéissance civile.

---

<sup>206</sup> Chomsky, N. (2001), *De la propagande*, Paris, Fayard, p. 186

<sup>207</sup> Seymour, M. (2013), *Une idée de l'université*, p. 13

<sup>208</sup> Les étudiants ont aussi bloqué des ponts et des rues, des actes illégaux selon le Code de la sécurité routière.

Mais peut-on affirmer pour autant que ce soulèvement a été important pour la société québécoise? Comme le Parti libéral a perdu les élections de 2012, un parti usé par 9 ans de pouvoir, que la loi 12 a été abrogée et que la hausse des droits de scolarité a été annulée et indexée au niveau de vie par le gouvernement péquiste nouvellement élu, la grève étudiante a eu un effet positif sur le Québec. « Le 21 septembre, à la veille de ce qui aurait pu être la septième grande manifestation depuis le début du “Printemps érable”, nous sortions de cette crise sociale comme d’un cauchemar. La victoire étudiante était consacrée. Bien sûr, il ne s’agissait que d’une victoire provisoire, une victoire d’étape. Nous avons quand même eu gain de cause. Nos manifestations n’auront pas été vaines. »<sup>209</sup> En d’autres mots, le Printemps québécois a été un événement historique important pour la société québécoise sur la question de l’accessibilité des droits de scolarité et la participation des citoyens au processus démocratique.

Quant à savoir si la grève était légitime dans le régime démocratique québécois et justifiable, selon les critères de Rawls, c’est ce que je voudrais affirmer. Pour Seymour, il semble, en effet, que la hausse des frais de scolarité prévue par le gouvernement Charest allait à l’encontre de l’un des deux principes de justice, à savoir le principe d’égalité. Le système scolaire québécois doit permettre à tous les enfants, défavorisés ou non, de trouver le travail qui leur convient. En étant universellement accessible, l’éducation réalise la juste égalité des chances. En haussant les frais de scolarité de 75% en cinq, le gouvernement libéral mettait ce principe en péril. De plus, les étudiants ont été évacués du processus légal puisque la décision avait été prise sans les consulter en 2010. Tout en faisant la grève, les étudiants ont également utilisé des moyens légaux pour se faire entendre, par exemple, en prenant la parole dans les médias, mais ils se sont heurtés à l’apathie du gouvernement pendant 10 semaines. Quand le gouvernement a accepté de les rencontrer, par l’entremise de sa ministre de l’Éducation, les étudiants ont consenti à négocier à deux reprises pour mettre fin au conflit, mais les négociations se sont soldées par des échecs les deux fois. C’est alors que le Parti libéral a adopté sa loi spéciale qui a été décriée non seulement par les étudiants et certains politiciens, mais aussi par les syndicats, des professeurs, des avocats, la Ligue des droits et liberté, deux rapporteurs de l’ONU et l’Association canadienne des libertés civiles. Malgré les nombreuses

---

<sup>209</sup> Seymour, M. (2013), *Une idée de l’université*, p. 201

manifestations illégales et l'appui de plusieurs citoyens, les étudiants n'ont pas surutilisé la désobéissance civile en acceptant la décision du gouvernement de déclencher des élections pour régler le problème. Ils ont décidé de suspendre la grève et d'utiliser le processus électoral pour renverser le gouvernement. Et l'avenir leur a donné raison. Si le combat pour l'accessibilité des droits de scolarité n'est pas terminé pour autant, la victoire symbolique des étudiants reste un modèle et un espoir pour l'avenir.

## Bibliographie

- Arendt, Hannah (2012), *Condition de l'homme moderne, De la révolution, Du mensonge à la violence* dans « L'humaine condition », Raynaud, Philippe (dir.), Paris, Gallimard, 1050 p.
- Baillargeon, Normand (2004), *L'ordre moins le pouvoir : histoire et actualité de l'anarchisme*, Montréal, Lux, 219 p.
- Béal, Christophe (2010), *Hobbes pas à pas*, Paris, Ellipse, 219 p.
- Bedau, Hugo A. (ed.) (1991), *Civil Disobedience in Focus*, London, Routledge, 217 p.
- (1969), *Preface and Introduction*, dans « Civil Disobedience. Theory and Practice », New York, Pegasus, p. 7-26
- (1961), *On Civil Disobedience*, dans « The Journal of Philosophy », Vol. 58, New York, Journal of Philosophy, p. 653-661.
- Ben Jelloun, Tahar (2011), *Par le feu*, Paris, Gallimard, 54 p.
- Brownlee, Kimberley (2013), *Civil Disobedience*, [en ligne], [plato.stanford.edu/entries/civil-disobedience](http://plato.stanford.edu/entries/civil-disobedience) (page consultée le 20 décembre)
- (2012), *Conscience and Conviction. The Case for Civil Disobedience*, Oxford, Oxford University Press, 260 p.
- Chomsky, Noam (2013), *Occupy*, Paris, Éditions de l'Herne, 114 p.
- (2010), *Raison et liberté*, Marseille, Agone, 400 p.
- (2002), *Le pouvoir mis à nu*, Montréal, Écosociété, 399 p.
- (2001), *De la propagande*, Paris, Fayard, 329 p.
- Chouinard, Tommy (2012), *Désobéissance civile: Jean-Marc Fournier condamne le choix de la CLASSE*, [en ligne], <http://www.lapresse.ca> (page consultée le 22 mai)
- Combesque, Marie Agnès (2004), *Martin Luther King Jr., Un homme et son rêve*, Paris, Le félin, 364 p.
- Deliège, Robert (1999), *Gandhi*, Paris, PUF, 126 p.
- Dobson, Christopher et Lapeyre, Jacques (ed.) (2004), *Gandhi*, Trélissac, Éditions Chronique Dargaud, 128 p.
- Dorion, Louis-André (2004), *Socrate*, Paris, PUF, 127 p.

- Dubuc, Alain (2012), *Un gauchiste près de chez vous*, [en ligne], <http://www.lapresse.ca> (page consultée le 8 juin)
- Durand, Guy (2013), *La désobéissance civile et nous*, Montréal, Fides, 103 p.
- (2012), *À propos de la désobéissance civile*, [en ligne], <http://www.ledevoir.ca> (page consultée le 9 juin)
- (2004), *Pour une éthique de la dissidence*, Montréal, Liber, 154 p.
- Dworkin, Ronald (1994), *Prendre les droits au sérieux*, Paris, PUF, 515 p.
- Gandhi, Mohandas K. (2007), *Résistance non violente*, Paris, Buchet-Chastel, 624 p.
- (1986), *Autobiographie ou mes expériences de vérité*, Paris, PUF, 676 p.
- (1969) *Tous les hommes sont frères*, Paris, Gallimard, 313 p.
- Gillyboeuf, Thierry (2012), *Henry David Thoreau le célibataire de la nature*, Paris, Fayard, 494 p.
- Habermas, Jürgen (2003), *De la tolérance religieuse aux droits culturels*, dans « Cité », No 13, Paris, PUF, p. 151-170
- Hayes, Graeme, Ollitrault, Sylvie (2012), *La désobéissance civile*, dans « Contester », No 10, Rennes, Presses de la fondation nationale des sciences politiques, 172 p.
- Hessel, Stéphane (2011), *Indignez-vous!*, Paris, Indigène éditions, 32 p.
- Hobbes, Thomas (1983), *Léviathan*, Paris, Sirey, 780 p.
- (1982), *Le citoyen*, Paris, Flammarion, 408 p.
- Heiz, David et Villalba, Bruno (2008), *La désobéissance civile. Approche politique et juridique*, Villeneuve d'Ascq, Septentrion, 198 p.
- Isabel, Mariève (2012), *Dictionnaire de la révolte étudiante*, Montréal, Tête première, 228 p.
- Jackson, Jesse et Flowers, Gary (2006), *L'héritage du Dr Martin Luther King, Jr*, dans « Martin Luther King », Paris, Le Monde et E.J.L, 94 p.
- Kant, Emmanuel (2008), *Qu'est-ce que les Lumières?*, dans « Kant ou les bornes de la raison » Paris, Flammarion, 454 p.
- La Boétie, Étienne de la (1983), *Discours de la servitude volontaire*, Paris, Flammarion, 220 p.
- Le Héno, Valérie (2011), *La désobéissance : un moteur d'évolution*, Paris, L'Harmattan, 134 p.
- La Presse canadienne, (2012), *Amir Khadir affirme « accompagner son peuple »*, [en ligne], <http://www.ledevoir.ca> (page consultée le 7 juin)



- Le Roy, Maximilien (2012), *Thoreau, un philosophe pour aujourd'hui. Interview avec Michel Granger*, dans « Thoreau, la vie sublime », Bruxelles, Le Lombard, p. 83-88
- Locke, John (2008), *Essai et Lettre sur la tolérance et Traité du gouvernement civil*, Paris, Garnier Flammarion, 445 p.
- (1984), *Traité du gouvernement civil*, Paris, Garnier Flammarion, 408 p.
- Luther King, Martin, (2006), *Révolution non violente*, Paris, Payot, 221 p.
- (2000) *Autobiographie*, Paris, Bayard, 480 p.
- (1987) *Je fais un rêve*, Paris, Bayard, 253 p.
- Marcuse, Herbert, Moore, Barrington et Wolff, Robert Paul (dirs.) (1969), *La tolérance répressive*, dans « Critique de la tolérance pure », Paris, Didier, p. 13-48.
- Muller, Jean-Marie (2011), *L'impératif de désobéissance. Fondements philosophique et stratégiques de la désobéissance civile*, Le Pré Saint-Gervais, Éditions le passager clandestin, 284 p.
- Onfray, Michel (1997), *Politique du rebelle. Traité de résistance et d'insoumission*, Paris, Grasset, 347 p.
- Platon, (1965), *Apologie de Socrate. Criton. Phédon*, Paris, Garnier Flammarion, 188 p.
- Rawls, John (2004), *La justice comme équité : une reformulation de « Théorie de la justice »*, Montréal, Boréal, 286 p.
- (1987), *Théorie de la justice*, Paris, Seuil, 667 p.
- Rousseau, Jean-Jacques (1977), *Du contrat social*, Paris, Seuil, 317 p.
- Semenoff, Marc (1958), *Tolstoï et Gandhi*, Paris, Denoël, 219 p.
- Seymour, Michel (2013), *Une idée de l'université. Propositions d'un professeur militant*, Montréal, Boréal, 206 p.
- Stoenescu, Radu (2007), *Gandhi, l'exilé volontaire*, Paris, Magellan et Cie, 157 p.
- Sunstein, Cass (2003), *Why Societies Need Dissent*, Cambridge, Harvard University Press, 246 p.
- Thoreau, David Henry (2002), *Walden and Other Writings*, New York, Bantam, 436 p.
- (1973), *La désobéissance civile suivie de Plaidoyer pour John Brown*, Ottawa, La Presse, 166 p.
- Tolstoï, Léon (2003), *Écrits politiques*, Montréal, Écosociété, 161 p.
- Trudeau, Pierre Elliot (1970), *Les cheminements de la politique*, Montréal, Les éditions du

Jour, 143 p.

Wenar, Leif (2012), *Rawls*, [en ligne], plato.stanford.edu/entries/rawls (page consultée le 24 septembre)

Wolpert, Stanley (2001), *Gandhi's Passion*, New York, Oxford University Press, 308 p.

Zinn, Howard (2002), *Disobedience and Democracy. Nine fallacies on Law and Order*, Cambridge, South End Press, 130 p.

Zweig, Stephan (1939), *Tolstoï. Penseur religieux et social*, dans « Les pages immortelles de Tolstoï », Paris, Éditions Corr  a, p. 9-48